



IL Y A 10 ANS, LE RÉFÉRENDUM

CAHIER ZOOM

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE SAMEDI 29 OCTOBRE 2005

Aux portes de la mairie

Plus qu'une semaine avant les élections municipales. Des candidats à la mairie nous ouvrent la porte de leur maison. Analyse de l'image et de la personnalité des candidats. Les derniers développements dans la campagne. Le grand tableau des programmes et engagements de chacun.

À lire en pages A 12 à A 15, dans le cahier Zoom et le cahier Maison



Une campagne où l'image prend toute la place. Ou presque

ISABELLE MATHIEU
Imathieu@lesoleil.com

■ Dans une campagne électorale où aucun enjeu majeur ne vient diviser les familles et soulever les passions, la personnalité prend toute la place, ou presque. Et il semble qu'il fallait celle d'Andrée Boucher, curieux mélange de grand-mère gâteau et de bête politique, pour plaire à Québec.

Novembre 2001. La campagne électorale qui s'achève est monopolisée par un grand thème, celui de la fusion et de la façon de faire la nouvelle ville.

Les deux aspirants, Jean-Paul L'Allier et Andrée Boucher, ont le verbe facile et la personnalité flamboyante.

Mais l'enjeu est tel qu'il dépasse l'image de chacun.

Ainsi, on peut imaginer que plusieurs partisans de la fusion ont voté pour Jean-Paul L'Allier même s'ils grincent des dents lorsqu'ils le croisent. Et que bon nombre de défusionnistes ont co-

ché le nom d'Andrée Boucher sur le bulletin de vote même s'ils se réveillent la nuit pour la détester.

Cette année, pas d'enjeu dominant de la sorte, mais une multitude de thèmes: le gel des taxes, le développement économique, l'immigration, la réfection des infrastructures.

Pas étonnant dans ce contexte, disent les experts, que la personnalité et l'image prennent encore plus d'importance. «Ça se fait sur les qualités personnelles des gens, dit François Ducharme, vice-président et directeur général de la firme de relations publiques HKDP. Au fond, les gens vont voter pour la personne qui incarne le mieux ce dont

ils ont envie à ce moment-là.»

Si l'on se fie à tous les sondages depuis quelques semaines, ce que la majorité veut comme personnalité, c'est celle de l'ex-mairesse de Sainte-Foy, Andrée Boucher.

Andrée Boucher symbolise une forme d'intégrité

En cette ère «post-Gomery» où le cynisme populaire atteint des sommets, la candidate indépendante se présente comme l'antidote au politicien traditionnel. Très naturelle, loin de la langue de bois, elle symbolise, pour plusieurs, une forme d'intégrité. «Elle s'est présentée au-dessus de la mêlée, comme une image messianique, observe Bernard Dagenais, professeur en communications publiques à

l'Université Laval. Même après tout ce qu'elle a dit et fait sur Québec, ça marche parce qu'elle s'adresse à une partie de la population qui n'a aucun recul politique.»

Michèle Moffet, étudiante en relations publiques et ancienne directrice exécutive de l'agence Prémabule de l'Université Laval, ne s'étonne pas qu'Andrée Boucher, 68 ans, plaise à une bonne proportion de jeunes (48 % des 18-34 ans selon notre dernier sondage).

«Elle joue beaucoup la game "Je suis accessible, je suis proche de vous" et ça plaît à plusieurs jeunes», dit Michèle Moffet.

Voir MAIRIE en A 2 >

Qui « mérite » une greffe ?

Le débat de société s'imposera bientôt, préviennent les experts

BAPTISTE RICARD-CHÂTELAIN
BRicard@lesoleil.com

Chaque jour, des médecins décident qu'un patient ne «mérite» pas un stimulateur cardiaque ou un des rares organes à greffer. Et l'argent pourrait peser de plus en plus lourd dans la balance.

La société doit réfléchir au problème avant que la solution s'impose, prévient la directrice des programmes en droit et politiques de la santé à l'Université de Sherbrooke, Suzanne Philips-Nootens. «Accepteriez-vous que votre médecin dise: "Vous n'en valez pas la peine"?» demande celle qui occupe aussi la chaise de vice-doyenne à la recherche et aux études supérieures.

Pour l'heure, l'état de santé du patient dicte le choix du praticien, assure le D^r Gilles O'Hara, chef de l'électrophysiologie à l'Institut de cardiologie de Québec. Les gestionnaires ne lui rabâcheraient pas les oreilles avec le budget.

Pas question, donc, d'asseoir une telle décision sur le bi-



Un récent rapport remis au ministre de la Santé sonnait l'alarme: les défibrillateurs cardiaques sauvent bien des vies, sauf que la population vieillit et la facture risque d'être salée.

lan financier, par extension sur l'âge du malade — la «rentabilité» de l'investissement est plus grande quand le sujet est plus jeune. «C'est le politicien qui décidera. Moi,

Voir GREFFE en A 2 >

LA QUESTION DU JOUR

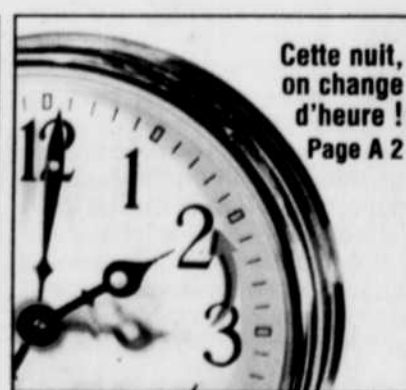
QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Comment comptez-vous utiliser les 60 minutes additionnelles qui vous seront allouées demain avec le retour à l'heure normale ?

ÉCRIVEZ-NOUS À opinion@lesoleil.com
Pour que votre commentaire soit publié, vous devez fournir votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone.

SOMMAIRE

Agenda cinéma	G 9	Maison	E 1
Agenda culturel	C 19	Le monde	A 21
Agenda familial	A 14	Loteries	A 19
Arts week-end	C 1	Météo	S 8
Avis légaux	B 8 - B 15	Opinions	A 31
Bourses	B 10	Petites annonces	E 26
Carrières	I 1	Sciences	D 6
Cinéma	G 1	Sports	S 1
Chroniqueurs		Sudoku	C 2
Alain Dubuc	A 30	Supergrille	G 10
Julie Lemieux	B 7	Télévision	C 6
Normand Provencher	A 5	Voyages	F 1
Décès	B 12	Zoom	D 1
Divertissements	F 4		
Économie	B 1		
Editorial	A 30		
Est et Côte-Nord	A 29		



MÉTÉO

Max. 9, min. 0
Généralement ensoleillé.
Vents légers.
Détails page S 8.

Précipitations (avant hier)
Ce mois-ci: 130,8 mm Lan dernier: 55,1 mm
Cet été: 717,7 mm L'été dernier: 656,4 mm

QUÉBEC, 109^e ANNÉE, N° 298
FLORIDE, 3,05 \$/US
MONTRÉAL, OTTAWA 2 \$
PLUS TAXES
1,74 \$ PLUS TAXES 2765700076

NOUVEAUTE
CHEVROLET
HHR
2006

LES RABAIS
DE FIN DE
SAISON 2005
DE CHEVROLET

*** jusqu'à**
9000\$
de rabais

FOURNIER
CHEVROLET
AUT. DE LA CAPITALE, SORTIE PIERRE BERTHIAUX
687-5200

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
	abonnements@lesoleil.com
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
	petitesannonces@lesoleil.com
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
	redaction@lesoleil.com
Renseignements	686-3233

LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada Inc., est publié et édité par LE SOLEIL, 410, boul. Charest Est, case postale 1547, succursale Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randin, bureau 4, à Québec (Québec) G2C 2B4, par Transcontinental de la Capitale, une filiale de Transcontinental Inc., 1, place Ville-Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), H3B 3N2.

Envoi de publication - Numéro de convention 40065022. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

MAIRIE

Suite de la Une

La personnalité mordante d'Andrée Boucher devient un atout aussi parce que les gens la voient comme un leader capable de décider, même dans un contexte difficile.

En fait, jugent les observateurs, la candidate indépendante semble pouvoir canaliser quelque chose de parfaitement intangible et inquantifiable qui s'appelle la confiance.

TIRÉ DANS LE PIED

Ce que n'a pas réussi à faire le chef de Vision Québec, Marc Bellemare, grand favori des sondages avant la campagne électorale. Qu'est-ce qui s'est passé depuis l'époque où l'ex-ministre libéral avait placardé la ville de grandes affiches de son visage? «Marc Bellemare a créé une zone trouble autour de lui avec l'histoire du financement, de la petite caisse du maire, décrit Bernard Dagenais. C'est lui qui s'est tiré dans le pied en pensant qu'il serait plus fin que ça.»

Ajoutez à cela l'histoire du vol d'ordinateur chez Vision Québec, des accrochages fréquents avec la presse, la présence dans le comité d'appui à Marc Bellemare de Michel Fragasso, ex-administrateur de Norbourg, et il n'en fallait pas beaucoup plus pour que de mauvaises ondes commencent à circuler. «Il fallait qu'il se démarque par l'honnêteté, la probité, mais le doute est toujours resté», dit François Ducharme.

Pour le professeur de communications Bernard Dagenais, la campagne a montré Claude Larose tel qu'il est, soit un homme de contenu et non de façade. Même s'il dégage plus de chaleur en personne que son image médiatique le laisse voir, son manque de charisme est quand même un handicap, ajoute-t-il.

D'autant plus que les erreurs de l'administration viennent noircir son image. «Dans les débats, M. Larose ne réussit pas à mettre de l'avant les bons coups de l'administration L'Allier et reste pris avec les mauvais coups, fait remarquer l'expert en relations publiques François Ducharme. Il a le rôle plus ingrat.»

Pour sa part, le chef de l'Action civique, P-Michel Bouchard, est davantage ralenti par le manque de notoriété que sa personnalité, disent les experts. «M. Bouchard fonctionne bien dans le rôle de l'outsider, il est gonflé par le succès de ses Jeux (policiers et pompiers), mais il a affaire à trois personnes repues en politique», dit Bernard Dagenais.

Si P-Michel Bouchard pensait que la réussite des Jeux mondiaux créerait un engouement en sa faveur, il a perdu son pari. «Ça ne se fait pas en deux mois, rappelle le professeur Dagenais. Andrée Boucher, ça lui a pris 15 ans atteindre cette notoriété.»

Il reste un débat télévisé, ce soir à TQS, pour permettre aux candidats de mettre en valeur leurs qualités et... essayer de camoufler leurs défauts.

C'ÉTAIT HIER

1996 — Le gouvernement d'Israël approuve la construction de 8200 logements en territoire palestinien.

1973 — Aux élections générales au Québec, les libéraux de Robert Bourassa remportent 102 des 110 sièges à l'Assemblée nationale.

1967 — À Montréal, clôture d'Expo 67, qui, depuis le 27 avril, avait reçu 50,3 millions de visiteurs.

1929 — À New York, la chute des cours amorcée cinq jours plus tôt à Wall Street provoque la Grande Dépression des années 30.

1787 — À Prague, création de l'opéra *Don Giovanni*, de Mozart.

ERRATUM SUR LE COUPON-RABAIS ULTRA CHARMIN CARNET-RABAIS

Vous avez peut-être reçu un coupon-rabais pour Ultra Charmin dans votre carnet-rabais qui a été distribué dans des journaux sélectionnés pendant la fin de semaine du 29 et 30 octobre. Le coupon-rabais a été imprimé par erreur. Le coupon semble indiquer que le valeur du coupon était un rabais de 50 \$ à l'achat d'un produit Ultra Charmin. Ce coupon devait indiquer un rabais de 50 \$ (cinquante cents) à l'achat d'un produit Ultra Charmin. Nous nous excusons de tout inconvénient que cela a pu causer. Nous respecterons tous les coupons pour un rabais de 50 \$ (cinquante cents) à l'achat d'un produit Ultra Charmin.

DEMAIN

DANS LE SOLEIL

LE PREMIER RANG À L'ENJEU



Le premier rang de la conférence Québec du football universitaire canadien sera à l'enjeu, cet après-midi, au PEPS de l'Université Laval, dans le match entre le Rouge et Or et les Carabins de l'Université de Montréal.

Dans le cahier Sports

À LA DÉCOUVERTE DE NOS RECHERCHES



Fabrication d'une prothèse dentaire, exploration d'un labo de fibres optiques, plongeon dans l'univers des lasers et du 3D. Les Québécois auront demain la chance de visiter les principaux centres de recherche de leur parc technologique. Notre journaliste Pierre Asselin nous donne un avant-goût de cette visite.

Dans le cahier Québec

GREFFE

Suite de la Une

comme médecin, je n'ai pas le droit de décider qu'un patient de 40 ans à plus le droit (au traitement) qu'une personne de 80 ans.»

N'empêche, un récent rapport remis au ministre de la Santé tirait une sonnette d'alarme: les défibrillateurs cardiaques sauvent bien des vies. On pourrait donc en implanter au plus grand nombre, afin de limiter les infarctus, expliquaient les auteurs. Sauf que la population vieillit et la facture risque d'être salée. «À l'instar de plusieurs autres technologies, l'utilisation des défibrillateurs est susceptible de soulever des questions éthiques importantes au cours des prochaines années.»

En attendant le débat de société, l'équipe du D^r O'Hara choisit les candidats les moins poqués pour implanter défibrillateurs et stimulateurs (pacemakers). Ses patients lui facilitent souvent la tâche, note-t-il.

«La décision n'est pas si complexe que ça parce que, généralement, ceux qui sont très malades ne veu-

lent pas continuer (...) C'est différent d'un suicide assisté. Si son désir, c'est d'avoir une mort subite, on ne va pas en mettre.»

L'âge est cependant plus important dans le domaine des transplantations. «Le patient de 80 ans ne sera pas en attente d'une greffe. Il est trop âgé», commente la D^r Marie-Hélène LeBlanc, responsable des transplantations et de l'insuffisance cardiaque à l'hôpital Laval.

Les organes sont tellement rares que le patient doit être en excellente santé pour aspirer à l'opération.

La norme de pratique est limpide et permet à la D^r LeBlanc de trancher.

Mais la réflexion n'est pas faite pour tous les traitements, reprend la professeure Suzanne Phillips-Nootens. Et l'explosion du coût des technologies médicales réclame l'instauration de balises pour le personnel des hôpitaux, selon elle.

Un débat d'autant plus important qu'il devrait permettre d'ouvrir la porte au privé en santé, est-elle convaincue. «Qu'on le veuille ou non, on ne pourra pas tout laisser sur le dos du public.»

Ce débat pourrait ouvrir la porte au privé en santé

À vos montres, reculez !

CLAUDE VAILLANCOURT
Cvaillancourt@lesoleil.com

■ On reculera d'une heure les aiguilles de nos montres pendant la nuit qui vient. À 3 h, il nous sera permis de revenir dans le passé, de faire comme si rien n'était, et de reprendre la vie là où elle était 60 minutes plus tôt.

Cette 25^e heure, dans une journée qui en compte d'habitude 24, peut durer une éternité pour ceux qui comptent leur temps, qui abhorrent leur travail ou qui ne savent pas apprécier les choses de la vie. Libre à eux de poursuivre dans cette voie qui ne mène généralement nulle part.

Mais si les millions de Québécois que nous sommes profitaient de cette heure supplémentaire pour faire le bien autour d'eux, ça ne changerait peut-être pas le monde, mais cela lui donnerait des millions de raisons pour être plus beau, plus convivial, plus sympathique. Une heure pour dorloter nos malades, une heure pour se mettre au service de nos vieux, une heure pour jouer vraiment avec nos enfants, une heure pour...

C'est peut-être un rêve, d'autant plus que ce recul dans le temps est annoncé pour le milieu de la nuit, mais libre à nous, encore, de le placer quelque part dans la journée. De toute façon, nos malades, nos vieux et nos enfants ont l'habitude de s'ajuster au temps qu'il est.

Les organismes publics, qui calculent chaque minute qui passe et qui réglent chaque instant de nos gestes quotidiens, profitent de ce changement d'heure pour émettre les directives habituelles.

La Régie des alcools, des courses et des jeux, par exemple, rappelle que «les titulaires de permis de bar, de taverne, de restaurant, de club et de réunion bénéficieront d'une heure supplémentaire pour vendre ou servir des boissons alcooliques puisque, à 3 h, lorsque les pendules seront remi-

ses à l'heure, il sera, dans les faits, 2 h».

Les pompiers, eux, à bon droit, soulignent que les deux périodes de l'année où l'on joue avec les aiguilles du temps, en avril et en octobre, sont l'occasion idéale pour changer les piles qui alimentent les détecteurs de fumée dans nos maisons. Cela ne prend que quelques secondes et cela peut permettre de sauver bien des vies.

Hydro-Québec aussi a fait ses devoirs. Peu importe que l'on soit à l'heure avancée — d'avril à octobre — ou à l'heure normale — ça, c'est pour demain —, il n'y a aucune économie majeure sur la facture d'électricité puisqu'il s'agit simplement d'un dé-

placement de la consommation. À bien y penser, la véritable heure sur laquelle il faut devoir s'ajuster, semble-t-il, c'est celle des Américains, qui, c'est bien connu, aiment bien faire la pluie et le beau temps. À tort ou à raison.

De sorte qu'en 2007, si la tendance se maintient, il faudra prolonger la période pendant laquelle nous vivrons à l'heure avancée.

Le passage à l'heure avancée se produira trois semaines plus tôt au printemps et le retour à l'heure normale, une semaine plus tard à l'automne. L'adage qui voulait qu'en avril, on avance les aiguilles de nos horloges (AVril = AVance) et qu'en octobre, on les recule (octOBRE = REcul) ne tiendra plus.

Mais tout ça, c'est pour s'amuser. L'important, c'est de penser à ce que l'on fera de cette 25^e heure.

Bonne journée et, surtout, bonne 25^e heure.

Le
changement
d'heure
risque de...
changer
en 2007

LE 31



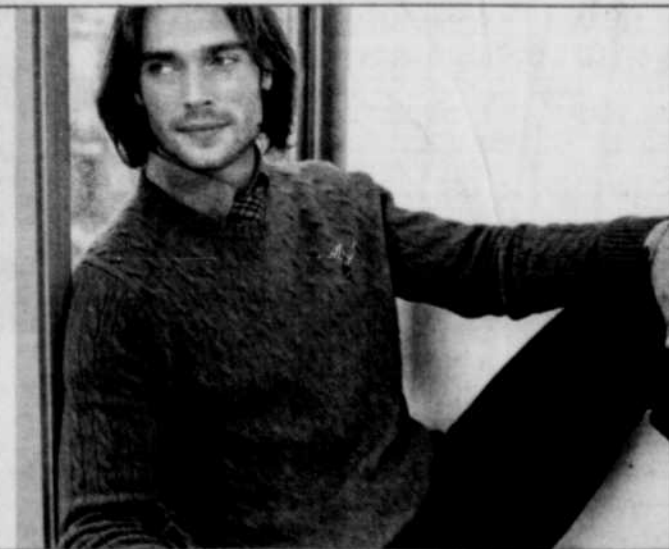
LE COMPLET
CARREAUX
PRINCE DE GALLES
249.95

Tissage laine «Super 120» additionné de cachemire, qui donne une étoffe au toucher très fin, qui ne froisse pratiquement pas et procure une tenue remarquable. Carreaux pure mode de l'automne en tons de sable et noir. Pantalon sans plis. 38 à 46. Une exclusivité du 31. Rég. 295,00 Chemise 59,95, cravate 88,00



LA CHEMISE
COL ET
POIGNETS
BLANCS
49.95

Une touche de blanc sur fond de couleur, jette les bases du nouveau code chic en classe affaires. Une chemise signée Calvin Klein, en pur coton à fines rayures minimalistes, à coordonner en coloris pure mode de lavande, gris, sable, bleu. 14 1/2 à 17 1/2 manches régulières et longues. Rég. 85,00 Cravate 75,00



LE PULL
TRESSÉS
ANGLAISES
39.95

Pour les vendredis plus relaxes au bureau, un pull encolure ronde, tout en côtes torsadées, de notre collection laine d'agneau exclusive. Gris, choco, gazou, marine, bleu pâle, orange brûlé. Rég. 49,95 Chemise 29,95, cravate 88,00

simons

www.simons.ca POUR EN VOIR ENCORE PLUS!

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO • LAVAL CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

ACTUALITÉS

La chute de l'idole

Le quatrième tome de la biographie de René Lévesque dépeint un homme troublé, agressif et meurtri

JEAN-SIMON GAGNÉ
JSGagne@lesoleil.com

■ La déchéance de René Lévesque au soir de sa vie aura été à la mesure de l'immensité du personnage. Dans *L'Homme brisé*, le quatrième tome de la biographie de l'ancien premier ministre à paraître lundi, l'auteur Pierre Godin raconte la tragédie de celui que la France appelait « le héros du Québec libre ». Poignant.

Le 11 janvier 1985, un communiqué officiel annonce que le premier ministre du Québec, René Lévesque, a dû rentrer de ses vacances à La Barbade plus tôt que prévu. Apparemment, il doit se soumettre à des examens médicaux. Les médias concluent aussitôt au surmenage. Mais selon Pierre Godin, le communiqué rassurant cache une réalité inavouable. Le premier ministre n'est plus que l'ombre de lui-même. Son comportement frise parfois la démence. Autour de lui, ceux qui sont dans le secret doutent de sa capacité à continuer d'assumer ses fonctions.

Le biographe soutient qu'au cours des jours précédents, le premier ministre avait dû être rapatrié de La Barbade en catimini, sous la surveillance étroite de l'un de ses gardes du corps. Il était à peu près temps. Perpétuellement ivre, René Lévesque s'y était conduit comme un véritable malotru. L'un de ses gardes du corps l'avait même vu tabasser Corinne Côté-Lévesque, son épouse. Cette dernière, qui affichait un spectaculaire œil au beurre noir, avait même fini par avoir peur de lui. *Last but not least*, Lévesque avait failli se faire casser la gueule après s'être trompé d'appartement, un soir de cuitte monumentale.

Pierre Godin affirme que René Lévesque a dû être conduit à l'hôpital contre son gré, peu après son retour au Québec. Ses proches étaient atterrés. Le premier ministre semblait en plein délire. Il avait même tenté de mordre certains collaborateurs. « Réservez-moi un 747, je m'en vais au Maroc ! » hurlait-il. L'auteur raconte ainsi le moment qui précède son départ pour l'hôpital. « (...) Il empoigne le pacifique Louis Bernard par les épaules et le plaque contre le mur. Intervention du garde du corps Gilles Lévesque, une armoire à glace, qui parvient à le maîtriser pendant que le médecin appelé à la rescousse lui administre un calmant. Il faudra deux piqûres pour en venir à bout. »

En fait, selon Pierre Godin, il y a déjà plusieurs semaines que le premier ministre Lévesque n'est pas dans son état normal. Plusieurs personnes lui ont même confié qu'elles glissaient des sédatifs dans son café ou dans son martini pour le calmer.

De plus, sa secrétaire doit parfois agir comme rabatteuse, en allant accueillir ses multiples conquêtes. À l'Assemblée nationale, on l'a vu complètement ivre, balbutiant des réponses incompréhensibles. « Une autre fois, écrit Pierre Godin, pendant la période des questions, René Lévesque jette sa cigarette dans le verre d'eau d'un collègue avant de refile, un instant plus tard, le mégot d'une deuxième cigarette à Jean-François Bertrand et d'en écraser une troisième par terre. »

UNE DÉTRESSE IMMENSE

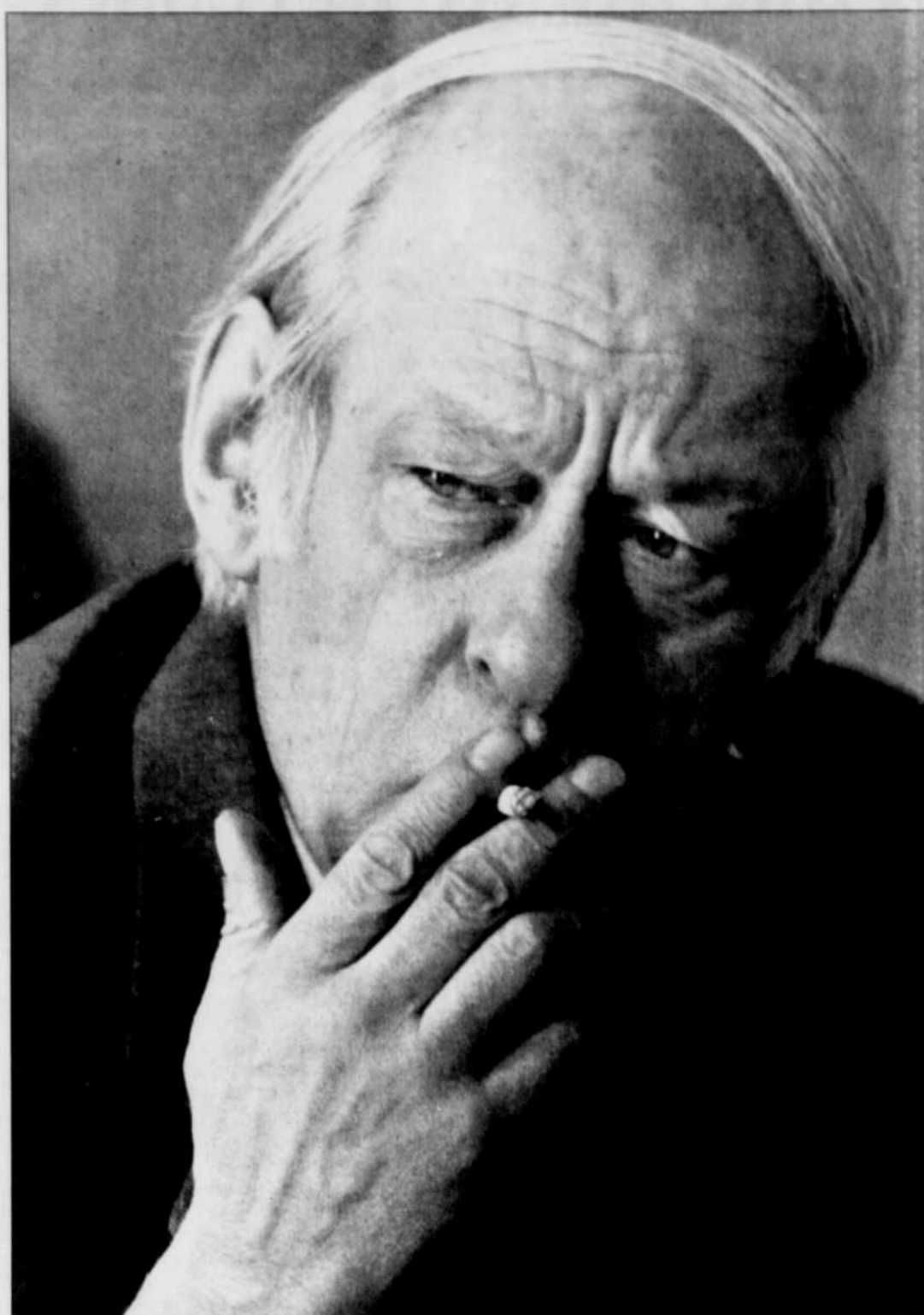
De l'avis même de Pierre Godin, ces anecdotes et ces potins scabreux ne présenteraient guère d'intérêt s'ils n'illustraient pas l'immense détresse de René Lévesque. Accablé par les revers de fortune, le héros est en train de lâcher prise, même si les journalistes font souvent mine de regarder ailleurs. « La presse devine le désarroi de René Lévesque, raconte Godin, mais ferme les yeux lorsqu'il se présente en état d'ébriété, sans cravate et vêtu d'un veston troué de brûlures de cigarettes, à une conférence de presse dans Taillon (sa circonscription). » Une autre fois, personne ne relève qu'au beau milieu d'une conférence de presse, le premier ministre ne sait plus s'il parle français ou anglais.

Pierre Godin cite abondamment le psychologue Hugues Cormier, qui estime que René Lévesque vivait la crise du *late life*, comme bon nombre d'hommes âgés de 60 à 65 ans. « Il était dans une phase de transition, explique M. Cormier. (...) C'est le moment où l'on fait le bilan de sa vie. Si tout s'effondre, comme c'était son cas, surtout après le référendum qui constituait la bataille de sa vie, on prend une méchante claque. » « Bref, conclut Godin, le premier ministre a fait une dépression sévère, caractérisée entre autres par des dérives qui sont autant de symptômes d'un épisode maniaque. La manie est un excès qui se traduit par l'abus de sexe, d'alcool, la logorrhée, les actes ignares, la violence, le délire même. »

DÉBOIRES POLITIQUES

Faut-il retracer dans le menu détail la descente aux enfers politiques de Lévesque et de son gouvernement, au début des années 80 ? Citons d'abord la défaite référendaire de mai 1980, bientôt suivie par l'isolement du Québec lors du rapatriement de la constitution. Claude Charron pris en flagrant délit de vol à l'étalage. Claude Morin avouant des contacts secrets avec la Gendarmerie royale du Canada. Sans parler de l'affrontement avec les syndicats du secteur public, à l'automne 1982. Lévesque y avait été comparé à Augusto Pinochet, en plus d'hériter du surnom de « boucher de New Carlisle ».

Selon Pierre Godin, c'est toutefois la démission



Accablé par les revers de fortune, le héros était en train de lâcher prise, même si les journalistes faisaient souvent mine de regarder ailleurs.

fracassante de sept ministres, à l'automne 1984, qui envoie définitivement René Lévesque au tapis. Les démissionnaires, parmi lesquels on remarque Camille Laurin et Jacques Parizeau, ne pardonnent pas au chef de vouloir donner une dernière chance au fédéralisme. Pour Lévesque, c'est la mise K.-O. Citant une proche collaboratrice, Pierre Godin le décrit ainsi au terme d'une rencontre de la dernière chance avec Camille Laurin : « (...) Monsieur Lévesque était bouleversé. Il entraînait dans mon bureau et en ressortait aussitôt, comme s'il était perdu. Puis il revenait, fixait son agenda accroché au mur et repartait sans rien dire, le regard absent. »

On le devine, le comportement erratique du premier ministre ne contribue guère à consolider son emprise sur le gouvernement. À mesure que les sondages défavorables s'accroissent, le héros d'hier se voit de plus en plus poussé vers la sortie. Le vide se fait autour de lui, comme s'il était radioactif. Une fidèle confie à Pierre Godin : « J'appelais en son nom dans les cabinets et les ministres me faisaient dire qu'ils étaient occupés ou absents. Pourtant, je leur disais que c'était de la part du premier ministre. Même Bernard Landry ne voulait plus lui parler. Ils s'étaient tous donné le mot. » Selon Corinne Côté-Lévesque, certains ministres ont fini par cesser de le saluer et par le traiter de *has been*.

Cruelle politique. Le premier ministre sent bien que le sol se déroge sous ses pieds. Mais il ne peut rien y faire. Les aspirants à sa succession, à commencer par Pierre-Marc Johnson, complotent de plus en plus ouvertement. La parano s'installe. « Au bureau, il lui arrivait de retirer ses souliers pour aller sans bruit épier les conversations derrière les portes, raconte son chauffeur à Pierre Godin. Une fois, on l'a surpris. C'était triste à voir. »

ALLERGIQUE AU PQ

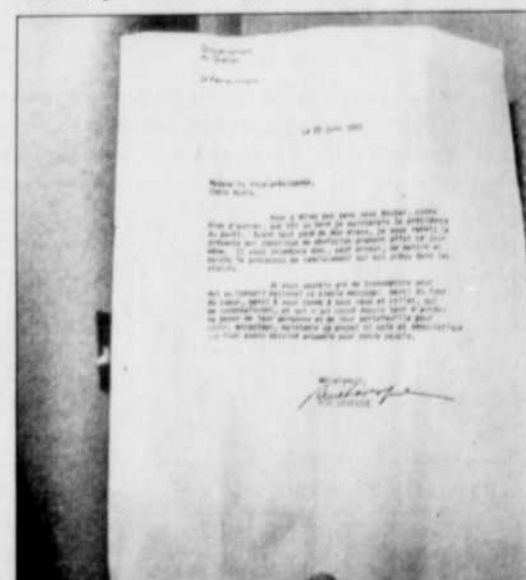
Sur un mode plus comique, René Lévesque finit par développer une véritable allergie pour le Parti québécois, dont il est pourtant le père fondateur. Le seul mot *parti* le mettait en rogne, rapporte Pierre Godin. « Nadia Assimopoulos (la vice-présidente du PQ) l'a déjà vu allumer un feu de cheminée avec des rapports de l'exécutif du parti qu'elle venait de lui remettre ! » Plus tard, lorsque le Parti lui remet une carte de membre à vie, constituée d'un alliage de laiton et d'aluminium, pour marquer son départ, René Lévesque donnera libre cours à son cynisme. « Ils m'ont donné une carte en aluminium pour éviter que je la déchire en public », dira-t-il.

Après son retrait de la politique, René Lévesque entreprendra le difficile réapprentissage de la vie ordinaire. Le héros fatigué, usé jusqu'à la corde, n'est plus qu'un vieux monsieur qui pei-

ne à se débrouiller dans la vie courante. Son chauffeur doit même lui apprendre à utiliser un guichet automatique ! Certes, le succès remporté par la vente de ses mémoires *Attendez que je me rappelle* mettra un peu de baume sur ses plaies. Mais ni les projets de séries télévisées ni les interventions à la radio ne lui font oublier la bizarre impression qu'il n'en a plus pour longtemps. « Que feras-tu sans moi, quand je ne serai plus là ? » demande-t-il souvent à sa femme.

Que lui vaut la sollicitude des uns et des autres ? Pierre Godin révèle ainsi que le premier ministre Robert Bourassa s'informait discrètement de la vie de son ancien rival Lévesque. Il aurait eu le cœur brisé en se faisant raconter qu'on l'apercevait souvent, attablé à un café de l'île des Sœurs, seul avec ses journaux et ses cigarettes, comme abandonné de tous.

Paradoxalement, c'est la mort qui a réhabilité René Lévesque, en l'emportant prématurément, le 1^{er} novembre 1987. Depuis, on n'en finit plus de redécouvrir un homme tourmenté, déchiré, d'une bouleversante sincérité. Après son décès, quelque part dans ses notes, on découvre par exemple ce passage, cité par Pierre Godin : « (...) La politique, j'y ai fait ce que je pouvais. De mon mieux. Le plus utilement et en dépit des tentations. Le moins nuisible que j'ai pu. De ce côté-là, je m'accorde au moins le droit d'avoir la conscience tranquille. Pas trop arbitraire, ni trop injuste. Dans le cas où je pourrais l'avoir été, je m'en excuse en assurant les victimes, quelles qu'elles soient, que ce n'était pas voulu... »



La lettre de démission que M. Lévesque a envoyée à la vice-présidente du Parti québécois, Nadia Assimopoulos, en juin 1985.



La démission fracassante de sept ministres, en 1984, encerra définitivement René Lévesque au tapis. Sur la photo, à droite, le siège vide du démissionnaire Jacques Parizeau, qui était aux Finances.



fantasti

Que
SERA
SERA

Le restaurant Que Sera Sera,
fine cuisine du marché.

Salons privés
Valet de stationnement en soirée

850, Place D'Youville
Réservations 692-3535

Faites de chacune de vos visites
une découverte des saveurs

Témoignage troublant d'une fillette agressée sexuellement

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

« Il me bandait les yeux avec ma doudou, sortait son pénis, le mettait dans ma bouche, après dans mes mains, et me le faisait serrer un petit peu. »

Juliette (prénom fictif) n'avait que quatre ou cinq ans lorsqu'elle a été abusée sexuellement par le conjoint de la responsable de la garderie en milieu familial qu'elle fréquentait, dans le secteur de Saint-Émile. Son agresseur, Jacques Gamache, 48 ans, a plaidé coupable à un chef d'agression sexuelle le 9 mai dernier.

Au stade des représentations sur sentence, hier, la fillette aujourd'hui âgée de huit ans a livré à huis clos un témoignage troublant devant le juge Jean-Pierre Dumais. « Quand j'étais à la sieste, il me faisait des choses pas bien, a-t-elle commencé. (...) C'était des choses... euh... J'aime pas ça dire ça. »

La fillette, âgée maintenant de huit ans, a indiqué qu'elle « pensait à ça (aux agressions) surtout à cause de l'odeur »

Rassurée par le juge, la fillette a fini par tout débaler. Avec un aplomb étonnant, elle a raconté que les agressions s'étaient déroulées pendant environ un mois et demi à raison de trois fois par semaine entre novembre 2000 et août 2002. « Quand ça arrivait, je faisais oh! oh! J'aimais pas ça. J'aimais pas ça avoir ça dans ma bouche. »

Ce n'est que l'an dernier que Juliette a tout raconté à sa mère, qui a immédiatement porté plainte à la police. En apprenant la nouvelle, la responsable de la garderie a flanqué son mari à la porte et changé les serrures de la maison. L'homme a démenagé, donc, mais il demeure toujours à Saint-Émile.

En réponse à l'avocat de l'accusé, qui lui demandait s'il lui arrivait souvent de penser aux agressions avant d'en parler aux policiers, la fillette a répondu qu'elle « pensait à ça surtout à cause de l'odeur ». « Après l'entrevue (avec les enquêteurs), j'ai commencé à penser à ça souvent. C'est



Jacques Gamache, 48 ans, a plaidé coupable à un chef d'agression sexuelle le 9 mai dernier.

pour ça que j'ai vu des aides (des psychologues). »

M^e Régnald Labbé lui a ensuite demandé si elle était sûre de la fréquence des agressions.

— Peut-être que tu as rêvé à ça, et que c'est arrivé moins souvent que tu le penses, a suggéré l'avocat.

— Ça se peut aussi que ce soit arrivé plus souvent, a répondu la fillette du tac au tac.

Interrogée à savoir si elle avait déjà vu un pénis avant d'être agressée par Gamache, l'enfant a répondu qu'elle avait déjà vu celui de son petit cousin dans le bain. Dans le cas de Gamache, elle a affirmé qu'elle « savait que c'était un pénis parce qu'il dézipait son zipper (de pantalon) et à cause de la forme ».

À sa sortie de la salle d'audience, la mère de la victime a invité les parents à être « plus alertes ». « Si je n'avais pas été portée à faire de la prévention et à poser des questions à mes enfants, je n'aurais jamais su ce qui s'est passé. C'est moi qui lui ai demandé si un adulte lui avait déjà fait quelque chose. »

Selon elle, Juliette craignait de tout raconter parce qu'elle ne voulait pas que sa gardienne divorce. « Elle se disait : 'si j'en parle, elle va divorcer'. Pour elle, c'est comme si le fait de briser un couple était plus grave que ce qu'elle avait vécu. »

La mère de la fillette a par ailleurs dit souhaiter que Gamache « fasse de la prison ». « Il mériterait de se faire pendre par les couilles », a-t-elle laissé tomber.

« Je veux qu'il soit identifié et que les gens le voient pour protéger les enfants du quartier, a-t-elle ajouté. Peut-être que d'autres enfants ont été victimes de lui, et qu'ils vont le reconnaître. » La police de Québec n'exclut pas non plus la possibilité que Gamache ait fait d'autres victimes.

Les représentations sur la peine se poursuivront le 8 décembre.

Pour une sexualité plus humaine

La sexologue Marie-Paul Ross organise un colloque pour les jeunes

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

Les jeunes en ont marre de la sexualité de plomberie. Au-delà des méthodes de contraception et de la porno dans Internet, ils veulent savoir comment ça marche quand les émotions s'en mêlent. D'où l'idée d'organiser un colloque seulement pour eux, pour parler des « vraies questions ».

La sexologue clinicienne Marie-Paul Ross voit dans sa pratique des jeunes dépourvus, qui ignorent la saveur d'un regard langoureux, de la séduction en douceur, et n'ont aucune idée de ce qu'est l'érotisme. Et qui en sont malheureux.

« Ils sont passés par-dessus ça, et pratiquent une sexualité extrême », alimentée par la porno, dit-elle en entrevue téléphonique.

Lors de projets pilotes avec des groupes d'adolescents, elle a pu constater leur intérêt à parler de sexologie, cette science de la sexualité qui va beaucoup plus loin que la simple génitalité et place le cerveau en tête des organes sexuels.

L'érotisme de l'homme, l'érotisme de la femme, le plaisir sain, le plaisir simple, surtout, sont autant de thèmes qui les intéressent. « Pourquoi est-ce qu'on ne nous dit pas ça, pourquoi on ne nous parle pas des choses sérieuses ? » demandent-ils lors de ces rencontres.

ÉDUCATION SEXUELLE

Les 11, 12 et 13 novembre, ils pourront donc satisfaire leur envie, lors d'un colloque qui se tiendra à Québec, sous la direction de l'Institut international de développement intégral (IIDI). Plus exactement, les jeunes auront les 12 et 13, puisque la soirée du vendredi soir sera réservée aux parents et éducateurs, que les animateurs de l'activité veulent s'allier. Il sera question de prise de conscience, de ce qu'est une éducation sexuelle adéquate, d'abus, de prévention.

Les samedi et dimanche, par contre, seront exclusivement réservés aux jeunes.

« Nous allons les mettre en situation de réflexion sur ce qu'est la sexualité humaine, c'est quoi ne pas être seulement consommateur. »

Il y aura une présentation sur le



« Les jeunes pratiquent une sexualité extrême », alimentée par la pornographie, dit sœur Marie-Paul Ross.

fonctionnement du cerveau, des réflexions sur la pornographie, etc.

L'inscription se fait en famille, au coût de 50 \$ quel que soit le nombre d'enfants, mais les jeunes qui voudraient s'inscrire individuellement peuvent le faire. Les tarifs seront ajustés au besoin. Le colloque vise exclusivement les adolescents de niveau secondaire.

L'IIDI a été fondé par Marie-Paul Ross, qui est aussi religieuse et offre des services cliniques de sexologie aux jeunes et aux adultes, en tentant de les rapprocher de leurs besoins affectifs. Il est situé dans le Complexe Bellevue Aile F, au 1605, chemin Sainte-Foy, à Québec. C'est là qu'aura lieu le colloque.

Pour information ou inscription : Johanne Campbell, 650-1184, info@iidicanada.com

DEUX AMÉRICAINS MORTS À LAVAL

Le chauffeur de taxi se manifeste

MONTRÉAL (PC) — Le chauffeur de taxi qui a poursuivi les deux danseurs américains victimes d'une chute mortelle dans une carrière à Laval, le 1^{er} septembre, ne se sentirait nullement responsable de ce qui est arrivé.

Une femme a laissé dans la boîte vocale du chroniqueur judiciaire Claude Poirier un message que le chauffeur a voulu transmettre sous le couvert de l'anonymat, a-t-on appris au réseau TVA hier.

Steve Wright, âgé de 20 ans, et Mark Krainak, âgé de 23 ans, avaient été retrouvés morts dans une carrière de Laval, près d'un bar. L'hypothèse d'un homicide avait été écartée en faveur d'un bête accident: en raison d'un malentendu sur leur destination, les deux hommes auraient tenté de s'enfuir sans payer la course du taxi.

Dans le message, la dame affirme que le chauffeur de taxi en question ne se sent pas coupable ou concerné par cette situation. Il aurait appris le décès des deux jeunes hommes par les médias.

Le message confirme que les deux victimes auraient refusé de payer le chauffeur et qu'il s'était alors lancé à leurs trousses, comme le laissait croire la bande vidéo dévoilée jeudi. Le chauffeur aurait donc rebroussé chemin après les avoir aperçus en train de sauter par-dessus une clôture.

Le message précise par ailleurs que ce genre de perte financière n'est pas inhabituel, quoique dans ce cas les conséquences ont été lourdes et irréversibles. Toutefois, le chauffeur de taxi estimait qu'il s'agit là de la « loi du retour ».

À la fin du message, le chauffeur de taxi affirme refuser de se manifester et de répondre aux questions des enquêteurs.

Rappelons que la Sûreté municipale de Laval a diffusé jeudi des images captées par une caméra de surveillance des derniers moments de la vie des deux victimes.

La totale est de retour

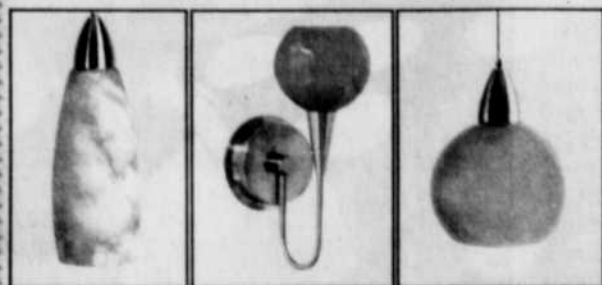
Jouez votre RABAIS

à notre

CASINO

15 à 50%

Rabais applicable sur tous les luminaires, miroirs, reproductions et accessoires décoratifs à prix régulier en magasin



ÉCLAIRAGE CONTRASTE

Achats payables en 12 mois sans intérêt.*

* Conditions en magasin. Sur approbation du crédit.

Bien plus que des luminaires
UN DÉCOR

boiteau
luminaire

1295, boul. Charest Ouest, Québec
(angle St-Sacrement)

Tel. : 687-2271 - 1 800 luminaire

5 \$ versés*
à la Fondation des Maladies de l'œil

Nous avons une meilleure vision du monde!

RICHARD GIGUÈRE
OPTICIEN

C'est clair depuis 20 ans.

<p>Examen de la vue sur place par un optométriste ou un ophtalmologiste</p>	<p>12 mois pour payer Certaines conditions s'appliquent. Détails en magasin.</p>	<p>50% de rabais en tout temps sur une vaste sélection de montures mode</p>
--	---	--

15 cliniques

ÉDIFICE DELTA 1, 2875, BOUL. LAURIER 651-0052 • GALERIES CHAGNON 837-4563 • GALERIES CHARLESBOURG 626-7519
GALERIES DE LA CANARDIÈRE 667-2911 • GALERIES DE LA CAPITALE (NIVEAU 1) 627-5800 • GALERIES DE LA CAPITALE (NIVEAU 2) 626-6216
GALERIES MONTMAGNY (418) 248-0999 • MAIL CAP-ROUGE 654-9181 • PLACE DES QUATRE-BOURGEOIS 659-5075
PLACE FLEUR DE LYS ENTRÉE 4 525-4771 • PLACE L'ORMIÈRE 845-3040 • PLACE SAINTE-ANNE 827-4320 • POLYCLINIQUE LEBOURGNEUF 627-0677
PROMENADES BEAUPORT 666-3060

* Pour chaque paire de lunettes vendues au prix régulier, dons en magasin.

www.richardgiguereopticien.ca



Le mystère de la gourde à Gaston

Normand PROVENCHER NProvencher@lesoleil.com

C'est l'histoire mystérieuse d'une gourde. Pas quelqu'un de connu, désolé pour ceux qui raffole de la médiancée, mais une gourde, l'objet, celui qui sert à désaltérer les scouts en expédition.

La gourde à Gaston, appelons-la ainsi, a disparu dans une sorte de corridor espace-temps, il y a 60 ans, de l'autre côté de l'Atlantique. Et allez savoir comment, elle est réapparue la semaine dernière à Charlesbourg...

L'histoire de la gourde à Gaston commence en juillet 1944, pas loin de Paris. Gaston Bellemare est médecin et major dans l'armée canadienne. La France est alors sous occupation. Vu la chaleur, il se dit qu'il serait utile d'avoir sa gourde. Toujours pratique d'avoir une gourde lorsque le soleil frappe fort.

Le 12 juillet 1944, donc, Gaston écrit à sa sœur Denise, domiciliée à Vaudreuil. « Chère Denise, j'espère que tu recevras cette lettre avant la fin de la guerre. L'armée a établi son campement près de Paris. Il fait très chaud. Pourrais-tu m'envoyer une gourde, ainsi qu'une boîte de coton ouate, car je me coupe régulièrement en me rasant. Tu sais, dans les vieilles Europes, les produits de première nécessité manquent cruellement, même dans l'armée. Ton dévoué, Gaston. »

Le 20 août, Denise lui écrit à son tour. « Cher Gaston, nous espérons tous que tu te portes bien

et attendons avec impatience de te retrouver. Voici ce que tu as demandé. Je t'écrirai plus longuement dans un prochain courrier que je te ferai parvenir prochainement. Porte-toi bien. Avec toute notre affection. Denise. »

Or, pour une raison obscure, le colis ne se rendra jamais à destination. On ne s'en étonne pas nécessairement. Il se passait dans la France de Pétaïn des choses pires qu'un colis qui ne se rend pas à destination.

Un an plus tard, Hitler et les Allemands capitulent. La Seconde Guerre mondiale est terminée. Gaston revient travailler à l'Hôtel-Dieu de Montréal. Il mourra en juillet 1969. Sa sœur Denise est toujours vivante. Elle a autour de 90 ans.

J'arrive à l'histoire de la gourde réapparue comme par magie.

C'était un matin de la semaine dernière, à Charlesbourg. François Paiement, 66 ans, reçoit la visite d'un livreur de Postes Canada. Un colis. À l'intérieur, la gourde de Gaston, le coton ouate, la lettre de Denise (jamais ouverte) et celle de Gaston (que sa sœur lui avait retournée).

Mystère et boule de gomme...

Il faut savoir que la gourde n'a pas atterri chez un inconnu. Gaston était le demi-frère du père de François Paiement. Une histoire de second ma-

riage. Un peu compliqué, mais qu'importe, pour le bénéfice de l'histoire, il faut seulement retenir qu'ils étaient parents. De très loin, mais parents quand même.

François Paiement ne comprend pas comment la gourde de Gaston a pu trouver son chemin jusque chez lui, 61 ans après avoir été mise à la poste. D'autant plus que le colis ne renfermait aucune adresse de retour. Et surtout qu'il s'appelle Paiement, pas Bellemare.

« Comment il se fait que la gourde a abouti ici, se demande-t-il. Ça me dépasse complètement... »

Une lettre du centre postal de Lille, en France, accompagnait le colis. Elle ne dit pas grand-chose permettant d'éclaircir le mystère.

« Nous venons de retrouver ce paquet dans nos archives, envoyé depuis le Canada et qui n'a malheureusement pu parvenir à son destinataire pour des raisons échappant à notre contrôle. Nous avons dû emballer de nouveau le colis, étant donné son état avancé de détérioration, mais confirmons que son contenu est intact et entier. »

« Notre service de recherche nous a communiqué votre nom concernant la ré-expédition de ce colis. »

« Nous nous excusons pour tout inconvenant causé par ce délai, tout en vous rappelant que 98,7% des colis de la Poste parviennent à destination dans les délais prescrits par l'Association internationale des Postes, selon une récente enquête de la European Post Efficiency. »

La gourde de Gaston a donc seulement eu la malchance de faire partie du 1,3% des lettres et colis qui ne sont pas livrés dans les délais voulus par la Poste française. Où était la gourde pendant ces 61 ans? Qui l'a découverte? Comment le service de recherche de la poste a-t-il fait pour la retourner à un lointain parent dont on n'avait pas l'adresse?

Coup de fil au centre de tri postal de Lille pour en savoir davantage. Personne ne répond. Un autre coup de fil le lendemain, puis un autre et un autre. Toujours rien. Le mystère demeure entier.

Sommes-nous en présence d'une gourde magique? A-t-elle des pouvoirs pour voyager dans le temps? Peut-être qu'en la frottant, comme la lampe d'Aladin, un génie habillé en soldat en sortira-t-il pour nous en apprendre davantage.

En attendant, on ne peut que féliciter la Poste française. Une efficacité qui résiste au temps, c'est le cas de le dire...

ASSEMBLÉE NATIONALE

Cinq stagiaires déplacés pour un fumeur

MYLÈNE MOISAN

MMoisan@lesoleil.com

■ Cinq stagiaires de l'Assemblée nationale ont été délogés de leurs bureaux parce que l'aile parlementaire péquiste a décidé de déplacer son fumeur.

Seulement 3 des 44 députés péquistes fument. Logiquement, le Salon des députés, où la cigarette était permise jusqu'à tout récemment, a été converti en endroit non-fumeur. Mais, pour accommoder les quelques incorrigibles, le Parti québécois a demandé à l'Assemblée nationale de lui trouver un autre local pour le convertir exclu-

sivement en fumeur. Le local choisi, 3.128, n'était pas libre. Trois des cinq stagiaires de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant, qui passent 10 mois à l'Assemblée nationale pour en comprendre les rouages, y avaient été installés. Les deux autres étaient dans un autre local, presque à côté de celui qu'on a réquisitionné pour les fumeurs.

La décision de convertir le 3.128 en fumeur a été prise par les responsables de l'Assemblée nationale, à la suite de la requête du PQ. Le choix de l'endroit a été approuvé par le secrétaire général de l'Assemblée, François Côté.

Du côté de l'Assemblée nationale, on explique que les locaux de l'Hôtel du parlement sont d'abord à la disposi-

tion des parlementaires, ce qui explique que le fumeur a eu priorité sur les stagiaires. De plus, insiste-t-on, l'Assemblée nationale voulait trouver un endroit permanent pour installer les cinq universitaires près de la direction dont ils relèvent, celle des programmes pédagogiques.

Le Parti québécois a demandé un tel endroit pour ses trois députés fumeurs

Les nouveaux bureaux des stagiaires ont été installés à l'édifice Jean-Antoine-Panet, plus loin de l'action parlementaire. On assure qu'ils ne seront plus déplacés d'ici la fin du stage,

en juin. Deux stagiaires partagent un bureau fermé, les trois autres travaillent dans une aire ouverte, où on a installé des paravents.

Les stagiaires ont été avisés du changement quand on leur a demandé de faire leurs boîtes en vitesse, le jour même. On leur a dit que leur bureau deviendrait une salle de réunion, pas un mot sur un éventuel fumeur.

Quarante-huit heures plus tard, leurs affaires étaient démenagées dans leurs nouveaux bureaux. « Quand on a une demande des parlementaires, on agit vite », justifie-t-on à l'Assemblée nationale.

Lorsque la future loi antitabac entrera en vigueur, probablement le 31 mai 2006, les jours des fumeurs seront

comptés. Les mesures transitoires prévoient deux ans pour les éliminer complètement, après quoi ils seront illégaux. L'Hôtel du parlement compte présentement sept fumeurs.

SÉJOURS LINGUISTIQUES
Apprenez une langue, tout en voyageant
Début des cours en tout temps
Anglais, Espagnol et autres
Adultes, affaires, ados, à la carte

BROCHURE GRATUITE 1 800 463-2285
www.immersion-vte.com

ÉVÈNEMENT
CUIR & CACHEMIRE
4^e édition
Se termine demain
50% de rabais
Choix de 20 modèles de cuir

Manteau 3/4
Coupe classique, cuir d'agneau, noir et brun
395\$

Blouson double col
Cuir d'agneau, blouson classique, noir et brun
299\$

Manteau 3/4 cuir broissé
col détachable en agneau véritable
Couleur tabac
495\$

Veston
100% cachemire
Choix de 8 couleurs
Rég. jusqu'à 1295\$
349\$

OSTUME SAISONS
Laine et cachemire ou 100% laine froide
FRANÇOIS CÔTÉ COLLECTION
REPORT PERRY ELLIS
SPÉCIAL 295\$

Agneau retourné
valeur jusqu'à 3995\$
895\$

www.francoiscote.com
Complexe Germain-des-Prés, Sainte-Foy **657-1760**

francoiscote COLLECTION
PRÊT-À-PORTER INTERNATIONAL POUR HOMMES

Comblez le vide

Fondation pour
l'alphabétisation
1 800 361-9142
www.fqa.qc.ca

CRU D'HALLOWEEN

PRENEZ GOÛT
À NOS CONSEILS



SAQ

DU 28 AU 31 OCTOBRE

RABAIS MYSTÈRE

DE 10%, 15% OU 20%

AVEC TOUT ACHAT DE 100 \$ ET PLUS

Titulaires de permis, agences de la SAQ, Comptoirs Vin en vrac, SAQ Dépôt et SAQ.COMI exclus. 18 ans et plus. Les cartes rabais mystères seront distribuées du 28 au 31 octobre ou jusqu'à épuisement. Elles seront valides avec tout achat de 100 \$ et plus du 28 au 31 octobre 2005. Cette promotion s'applique aux produits offerts en succursale. Règlement disponible en succursale. Aucun achat requis pour recevoir une carte gagnante mais certaines conditions s'appliquent. Achats non cumulatifs. Limite d'une carte par client, par jour. Non applicable à l'achat de chèques-cadeaux et de bons-cadeaux des Connaisseurs.

La motivation à bien meilleur goût. 16+

GRIPPE AVIAIRE

La peur gagne du terrain, le virus aussi

PARIS (AFP) — Vétérinaires et autres experts en santé animale tentent de convaincre les Européens, inquiets de l'arrivée du virus asiatique H5N1, que l'épizootie de grippe aviaire menace avant tout les volailles, même si une hypothétique pandémie fait l'objet de plans de prévention.

Pour la première fois dans l'histoire, à l'appel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), gouvernements et laboratoires pharmaceutiques se coordonnent et s'organisent pour affronter « une maladie qui n'existe pas encore », comme le reconnaît l'OMS: la première pandémie humaine de grippe du XXI^e siècle.

L'AFRIQUE ENSUITE ?

Pendant ce temps, l'épizootie bien réelle qui, depuis fin 2003, a déjà décimé les volailles en Asie en ne frappant qu'exceptionnellement l'homme, poursuit sa propagation: après la Turquie et la Roumanie, la Croatie est touchée à son tour. L'Afrique pourrait être la prochaine étape du virus, redoutent les experts.

Habités à gérer les gripes aviaires, les vétérinaires s'impatientent de la panique créée par l'évocation insistante d'un risque de pandémie souvent présenté comme inéluctable, ce qui fait confondre chez les Européens la maladie animale actuelle avec une maladie humaine jusque-là absente.

Regrettant « la peur entretenue » sur ce sujet, le directeur adjoint de l'OIE (Organisation mondiale de la santé animale), Jean-Luc Angot, a relevé que le H5N1 asiatique est « simplement le candidat le plus important » parmi les virus susceptibles d'engendrer une pandémie humaine « peut-être dans 10 ans ou à la fin du siècle ».

Soucieux d'apaiser l'angoisse des consommateurs, les experts affirment unanimement qu'on peut manger sans risque du poulet cuit à 70 degrés Celsius. Les premières déclarations contestées de l'Autorité européenne de sécurité alimentaire (EFSA) ont brouillé le message sur les œufs, sans qu'on sache si les conseils de cuisson donnés visaient à se protéger de salmonelles, présentant un réel danger infectieux, ou d'un virus aviaire absent de la quasi-totalité des pays de l'UE.

SUIVI DE PRÈS

Pendant que les responsables de la santé animale se préoccupent de l'épizootie actuelle avec un virus très difficilement transmissible à l'homme, l'OMS et les chercheurs suivent l'évolution du H5N1 aviaire et chaque nouveau cas humain pour déceler tout pas du virus vers une humanisation redoutée. Actuellement, le virus « n'est pas adapté à l'homme » et donc « la concentration de virus est importante » pour la transmission de l'infection, explique une spécialiste de la grippe à l'Institut Pasteur, Sylvie Van der Werf, précisant que « passer à une dizaine de mètres d'oiseaux infectés n'est pas infectieux ».

Mais, précise-t-elle, plumer des poulets infectés a pu l'être en Asie, où depuis fin 2003 plus de 120 cas humains d'infections au virus H5N1 ont été officiellement recensés par l'OMS, dont 62 mortels.

SECONDE ÉTAPE

Sans être capable de contaminer « efficacement » l'homme, le virus H5N1 a cependant déjà « parcouru un petit bout de chemin vers l'infection humaine », ce qui justifie, selon elle, « la peur qu'il franchisse la seconde étape », celle qui permettrait une transmission d'homme à homme.

De nouvelles mesures de précaution continuaient hier à être annoncées dans des capitales européennes, soucieuses de prévenir toute propagation de la grippe aviaire, malgré les appels au calme des scientifiques et devant les inquiétudes des agriculteurs. À l'instar d'autres pays ou régions, l'Irlande a ainsi interdit les expositions d'oiseaux et les marchés de volaille.

Des cas, encore très isolés, de grippe aviaire attribuable au virus mortel H5N1 ont été récemment découverts sur le continent européen, en Russie, en Roumanie, en Croatie ou en Turquie.

Un héron retrouvé mort la semaine dernière dans le nord-est de la Roumanie était porteur du virus H5N1, a annoncé hier le ministre de l'Agriculture, Gheorghe Flutur, citant les résultats des tests réalisés par des experts britanniques.

C'est la première fois que la présence du virus H5N1 est confirmée en Roumanie en dehors du delta du Danube, où deux foyers de grippe aviaire avaient été détectés à la mi-octobre.

Québec, la seule grande ville canadienne qui n'a pas son centre de sciences

L'équipe de la Boîte à science met sur pied un projet de 30 M\$ pour combler cette lacune

PIERRE ASSELIN
Passelin@lesoleil.com

Il y a des centres de sciences dans les 20 plus grandes villes canadiennes, sauf une : Québec. Mais l'équipe de la Boîte à science a mis sur pied un projet de 30 millions \$ pour combler cette lacune.

Québec est la septième ville en importance au pays, rappelle la directrice générale de la Boîte à science, Manon Théberge, qui ne voit pas de raison pour que la capitale soit privée d'une institution qu'on retrouve dans toutes les autres grandes villes canadiennes.

Elle est tellement convaincue de la nécessité d'un tel centre qu'elle a décidé de prendre le dossier sur ses épaules. La Boîte à science, qui offre des activités scientifiques aux jeunes de 3 à 20 ans, a investi depuis 2001 l'équivalent de 200 000 \$ pour préparer son projet de Centre d'exploration des sciences.

Jean-Marie de Koninck, qui agit cette semaine comme président d'honneur de l'événement Imagine du Parc technologique, est l'un des 10 « ambassadeurs » qui appuient le projet, avec entre autres Pierre Boulanger, récemment nommé président-directeur général de la Société du 400^e anniversaire de Québec, Éric Dupont, président du conseil d'Éterna Zentaris, et Carole Voyzelle, la directrice du Parc technologique.

« Les jeunes ont besoin de ça, c'est conçu pour éveiller leur intérêt, mais les adultes aussi peuvent l'utiliser à profit. Ce sera comme une école pour le grand public et ça fera un point de départ pour approfondir nos connaissances. »



Manon Théberge, directrice générale de la Boîte à science

Un tel centre manque cruellement à Québec, soutient-il, sur le plan touristique autant qu'économique. « Je suis persuadé que les touristes américains qui viennent ici amèneraient leurs enfants dans un Disneyland scientifique. Avec Imagine, on veut rapprocher la science de la population, mais un centre de sciences nous donnerait un moyen concret de le faire à long terme. »

Montréal possède son Centre des sciences dans le Vieux-Port depuis cinq ans. On en trouve également dans des villes canadiennes de petite taille comme Watson Lake (Yukon) et Vernon (Colombie-Britannique), et le Centre des sciences de 75 millions \$ de Sudbury, une ville de 155 000 habitants, attire à lui seul 400 000 visiteurs par année.

« Ce qu'on propose est plus modeste, ça se comparerait avec le centre qu'on trouve à Edmonton, explique Manon Théberge. On veut faire vivre aux gens une expérience inspirante qui stimulera leur désir d'apprendre et d'innover. »

Elle propose un édifice qui représentera une superficie de 7500 m², sur deux étages. L'édifice lui-même sera une œuvre en soi puisqu'il mettra en valeur des installations éco-énergétiques et environnementales.

Le centre comprendrait, entre autres, des laboratoires interactifs et des salles de jeux, ainsi que des salles pouvant recevoir des groupes scolaires ou des conférences.

Le centre pourra recevoir des expositions itinérantes dans une salle temporaire et il en produira également lui-même. On a aussi imaginé un dôme intérieur qui expliquera les changements climatiques et le développement durable, et une salle serait consacrée aux entreprises d'ici, où on pourrait même manipuler des prototypes de leurs inventions, comme les prothèses « bioniques » de Viethom.

Depuis 2001, la Boîte à science et ses partenaires sont allés chercher des appuis, ont réalisé des études de marché, élaboré le concept et ensuite l'esquisse de l'édifice.

Le conseil d'administration est dirigé par Réjean Blais, ingénieur chez Génivar, des conseillers scientifiques de Québec et d'autres villes québécoises et ontariennes ont participé à la définition du projet, qui s'approche de la difficile étape du financement.

« Nous continuons de développer d'autres partenariats pour être prêts lorsqu'il y aura des opportunités qui se présenteront », conclut M^{me} Théberge. L'Association canadienne des centres de sciences participait d'ailleurs cette semaine aux consultations budgétaires du gouvernement fédéral, où elle a plaidé en faveur du projet québécois, tout en demandant à Ottawa de mettre en place une stratégie canadienne pour soutenir le réseau des centres de science.



« On est bien loin d'avoir un chèque », a laissé tomber Mario Dubé (à droite), président du regroupement Sinistrés-Entraide, à la sortie de la rencontre qu'il a jugée « décevante ».

INONDATIONS À L'ANCIENNE-LORETTE

Le « statu quo » prévaut

Le BAC ne fera pas de recommandations à ses membres

DAPHNÉE DION-VIENS
DDViens@lesoleil.com

■ Le Bureau d'assurance du Canada (BAC) ne fera pas de recommandations à ses membres concernant les requêtes des sinistrés de L'Ancienne-Lorette qui réclament des dédommagements à la suite des inondations du 26 septembre. C'est le statu quo qui prévaut.

C'est ce qui est ressorti de la rencontre qui s'est déroulée hier après-midi à l'hôtel de ville entre les représentants du BAC, du regroupement Sinistrés-Entraide et de la Ville de Québec.

« On est bien loin d'avoir un chèque », a laissé tomber Mario Dubé, président du groupe de sinistrés, à la sortie de la rencontre, qu'il a jugée « décevante ».

« On s'est fait dire que chaque compagnie peut interpréter différemment les contrats, a-t-il ajouté. C'est donc possible que, pour une même bâtisse, une compagnie juge que c'est un refolement d'égoûts et paie le locataire, alors qu'une autre compagnie va considérer que c'est une inondation et refusera de payer. »

Jack H. Chadirdjian, directeur des affaires publiques et gouvernementales pour le BAC, le confirme : « Les compagnies d'assurances sont autonomes et libres d'interpréter différemment le libellé d'une police », a-t-il affirmé en substance.

M. Chadirdjian conseille aux citoyens de lire attentivement leur contrat et de bien se renseigner : « Magasinez vo-

tre police d'assurances et posez des questions. Appelez-nous si vous avez besoin d'information. »

POINT POSITIF

Le seul point positif de la rencontre, selon M. Dubé, est l'ouverture du BAC par rapport à certains cas jugés plus problématiques, notamment concernant les emprises municipales. Certains propriétaires ont subi des pertes sur ces parties de terrain appartenant à la Ville et ne peuvent être dédommages pour le moment.

« On ne peut rien garantir, mais on va regarder ces cas de plus près », a affirmé M. Chadirdjian. Une dizaine de citoyens seraient dans cette situation, selon M. Dubé.

Le directeur général de la Ville de Québec, Denis De Belleval (qui a aussi participé à la rencontre), a quant à lui affirmé que la Ville continuerait de faire le suivi, entre les deux parties.

Le BAC maintient toujours que 92 % des sinistrés de la Ville de Québec ont été dédommages, alors que le regroupement Sinistrés-Entraide affirme qu'à L'Ancienne-Lorette, ce pourcentage s'élève plutôt à 33 %.

INSPECTIONS

Par ailleurs, les inspections de la Ville se poursuivent dans les résidences des secteurs inondés. Depuis une semaine, 681 maisons ont été inspectées, dont 428 où l'eau avait causé des dommages. Huit cas ont été référés à la Direction de la santé publique parce que les risques de moisissure étaient jugés élevés. Il ne reste que quelques maisons à visiter pour compléter l'opération.



Jack H. Chadirdjian, du BAC

LOTTO 6/49

Les 17 gagnants réclament leur cagnotte

■ ST. ALBERT, Alberta — Avec les nerfs en boule, de grands sourires et un chèque de 3,19 millions \$ dans les poches, les gagnants de la cagnotte record de la loterie canadienne ont affirmé que cette manne n'allait pas changer leurs valeurs. Les 17 chanceux sont tous des employés d'une raffinerie de pétrole et de gaz naturel au sud-est d'Edmonton et ont récolté, hier lors d'une conférence de presse, leur part de la cagnotte de 54,3 millions \$ du Lotto 6/49. Après 24 heures sans dormir, à célébrer et à préparer leur vie future de millionnaires, le groupe a maintenu catégoriquement qu'il n'était pas question pour eux de tourner le dos à leurs collègues et à leur communauté. Les gagnants représentent un tiers des employés de la raffinerie de Sedgewick. PC

Semaine québécoise de l'orientation

Du 30 octobre au 5 novembre 2005

L'orientation :

Choisir une direction aux différentes étapes de sa vie professionnelle

... une conseillère ou un conseiller d'orientation est là pour vous.

www.orientation.qc.ca

GRATUIT

Conférence grand public

S'orienter : un défi tout au long de la vie

- « Vous êtes indécis face à un choix de formation ? »
- « Vous êtes insatisfait de votre vie professionnelle ? »
- « Vous vivez une période d'indécision importante ? »
- « Vous ne savez plus trop vers où vous diriger ? »

La conférence d'Isabelle Falardeau, conseillère d'orientation et auteure du livre *S'orienter malgré l'indécision*, abordera ces différents thèmes et proposera des pistes de réflexion et d'action.

Tout un lot de vaisselle

Au choix, à la pièce **1.40\$** chacune

Choix de couleurs

POM LE COIN CULINAIRE

POM PLACE LAURIER 653-5878

L'authentique EQUIPEMENTS NEUFS ET USAGÉS

SKI BAZAR

OUVERT À STONEHAM

Épargnez jusqu'à **50%**

SUR STOCK 2003-2004-2005

OUVERT CE WEEK-END

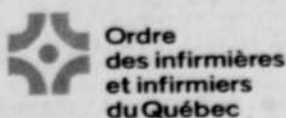
612, 1^{re} Avenue (ancien IGA Stoneham) (après le golf garder la droite, suivre 1^{re} Avenue)

NOUVEAU LOCAL

Du missionnaire au travailleur humanitaire



Conférence du Dr Réjean Thomas
Fondateur de la clinique l'Actuel,
Fondateur et président de Médecins du Monde Canada.



OUVERT AU PUBLIC
Dimanche 30 octobre 2005, à 19 h

Centre des congrès de Québec
1000, boulevard René-Lévesque Est, salle 200
pour renseignements dimanche : (418) 649-5238

Un événement du Congrès annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, les 30, 31 octobre et 1^{er} novembre 2005

entrée libre

La baie des Chaleurs accueillera le Club mondial des plus belles baies en 2008

SYLVAIN DESMEULES
Collaboration spéciale

■ **BODRUM, Turquie** — La baie des Chaleurs tiendra l'assemblée annuelle des Amériques du Club mondial des plus belles baies en 2008, doublée d'un colloque international sur le développement durable. Le club Allaooleg (qui signifie « lieu de rencontre » en micmac) a obtenu ce privilège après avoir concédé le congrès mondial de 2007 à la baie de Praia do Rosa, au Brésil.

Jusqu'à la toute dernière minute, les représentants des 20 baies réunies pour le congrès mondial à Bodrum, en Turquie, croyaient devoir voter pour allouer cet important événement. Mais à la fin de sa présentation, suivant celle du Brésil, le président de la baie des Chaleurs, Richard Gingras, admettait la défaite. « Je voudrais souligner la qualité de l'organisation du Brésil, son pouvoir de persuasion et sa générosité. Je veux vous annoncer que nous serons à votre congrès en 2007 », a-t-il dit, avant de réclamer son dû pour 2008, qui coïncidera avec le 400^e anniversaire de Québec.

Il faut dire que la baie de Praia do Rosa n'a pas ménagé les efforts pour obtenir ce congrès. Appuyée financièrement par les gouvernements, la candidature a même pu profiter du passage de l'ambassadeur du Brésil à Ankara, Cesarino Melantonio, au beau milieu du congrès tenu dans la baie de Bodrum, sur le littoral égéen. L'organisation brésilienne a aussi distribué de nombreux cadeaux aux dirigeants des délégations et la rumeur laissait entendre que certaines avaient reçu un coup de pouce pour le transport par avion.

La baie des Chaleurs a aussi reçu à ce congrès un certificat d'honneur soulignant la création d'un club jeunesse et la qualité de la promotion de son secteur. Son opposition à Belledune a aussi été soulignée au cours des travaux.

CARRÉFOUR D'ÉCHANGES

Par ailleurs, après des échanges de coulisses mouvementés, Tadoussac a obtenu l'aval des baies membres pour l'implantation d'un carrefour d'échanges international, un projet de 150 000 \$, qui pourrait être en place dès février 2006.

Le carrefour se veut un outil fonctionnel et opérationnel pour le Club des plus belles baies du monde comprenant un lieu physique à Tadoussac, plaque tournante d'un réseau virtuel et d'une équipe multidisciplinaire. Recherchant un vote unanime, la délégation québécoise a eu fort à faire pour convaincre les baies européennes d'adhérer au principe, notamment la baie de Somme et le golfe du Morbihan, en France.

Le président de la baie de Tadoussac, Guy Rousset, président international depuis six ans, a quitté son siège. C'est Jérôme Bignon, de Somme,

en France, qui a repris le flambeau, après avoir défait le turc Galip Gür au scrutin. Après avoir vanté l'œuvre fédératrice de M. Rousset, M. Bignon a réitéré son appui au projet de carrefour d'échanges. « Il faut encore voir comment nous le développerons au Canada », a-t-il dit.

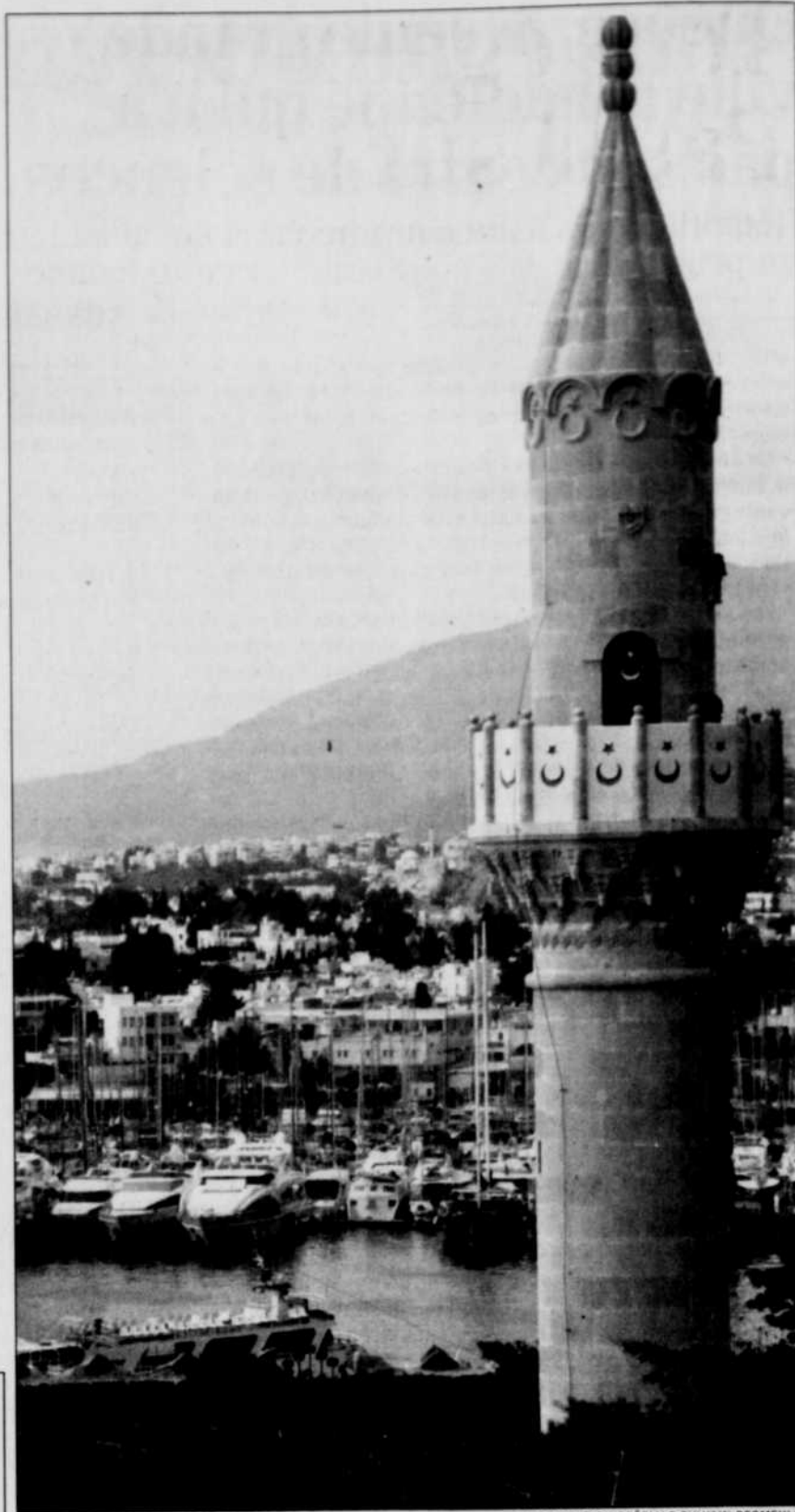
« Le Carrefour d'échanges est pour nous l'expression d'un club qui ne se referme pas sur lui-même, qui n'est pas frileux de partager ses expériences et ses connaissances », a indiqué M. Rousset, qui a dû utiliser son influence pour faire accepter le projet présenté par Desjardins Marketing.

NOUVELLES BAIES

Le Club mondial des plus belles baies du monde comptera bientôt plus de 30 membres répartis dans 25 pays. Après la démission de la baie de Stockholm en Suède, le congrès a accepté la candidature du delta de Saloum au Sénégal. Les demandes de Qing Dao en Chine et de Chétaibi en Algérie sont à l'étude.

Le congrès de 2009 a lui aussi été attribué et c'est la baie de Setubal au Portugal qui a obtenu la convoitée présentation. Notons que le Club des plus belles baies du monde, qui travaille à une nouvelle charte avec des critères se rapprochant de ceux de la sévère UNESCO, tisse des liens avec cet organisme. En mars 2006, une exposition photographique, incluant du matériel des baies québécoises, se tiendra en marge de la conférence mondiale de l'UNESCO à Paris.

À ce congrès mondial, LE SOLEIL était l'invité du Club de la baie de Tadoussac



Bodrum, en Turquie, était l'hôte du troisième Congrès mondial du Club des plus belles baies du monde, du 15 au 21 octobre.

LE FITNESS À DES PRIX FOUS!
COMPLÈTEMENT

Chez Club Piscine Super Fitness vous avez toujours la GARANTIE DU MEILLEUR PRIX!

VELO VERTICAL HM6004 Prix régulier 449\$	OU	PRIX SPÉCIAL CLUB 290\$	6 programmes - moniteur cardiaque - roue d'inertie de 40 lb - capacité maximale de 265 lb
599\$ /MOIS*			
		PRIX SPÉCIAL CLUB	ELLIPTIQUE AMBITION S Prix régulier 1299\$
		899\$	OU 1899\$ /MOIS*
TAPIS HORIZON T61 Prix régulier 1249\$	OU	PRIX SPÉCIAL CLUB 965\$	Élévation de 12% - capacité maximale de 265 lb - vitesse maximale de 16 km/h
1999\$ /MOIS*			
		PRIX SPÉCIAL CLUB	TAPIS VISION T9000 Prix régulier 1499\$
		749\$	OU 1549\$ /MOIS*

CLUB PISCINE SUPER Fitness

QuÉBEC 687-4270 | LÉVIS 833-0165

Certaines conditions s'appliquent, voir détails en magasin. Cette promotion ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Photos à titre d'illustration seulement. Jusqu'à épuisement des stocks. Sous réserve de l'approbation du service du crédit. Certaines conditions s'appliquent, voir détails en magasin.

UNE CARRIÈRE PASSIONNANTE, ÇA SE PRÉPARE

Salon Éducation Emploi

27 au 30 octobre 2005
Centre de foires de Québec
(418) 659-3212
www.SalonEducationEmploi.com

ENTRÉE GRATUITE

Québec

énergie 95 | LE SOLEIL | TVR | jobboom

LES GRANDS DOSSIERS

Ya-t-il des OGM dans votre panier d'épicerie?

Tous égaux devant la mort? Pas si sûr!

L'attitude des jeunes diffère de celle de leurs aînés

FRANÇOIS BERGER
La Presse

MONTRÉAL — La mort est inéluctable pour tout le monde, sans exception, mais elle divise profondément les générations et impressionne beaucoup les jeunes, montre un sondage CROP-La Presse.

Le « fossé des générations » s'exprime clairement devant la mort. Les Québécois de moins de 35 ans craignent davantage de mourir que les autres. Ils veulent plus souvent que leur dépouille mortelle soit exposée et qu'elle soit enterrée plutôt qu'incinérée, et ils rejettent aussi plus souvent les funérailles religieuses.

Les jeunes, pour qui la perspective de la mort est en principe lointaine, sont 52 % à désirer une exposition de leur corps après le décès, comparativement à seulement le tiers de leurs aînés. Selon le vice-président de CROP, Claude Gauthier, cela reflète l'importance que les jeunes accordent au corps et à la beauté. Des experts de la mort signalent également que les moins de 35 ans sont plus « conviviaux » et veulent que leurs amis « viennent les voir » après leur mort.

Scénario similaire pour ce qu'il faut faire de la dépouille mortelle: 60 % des jeunes optent pour l'incinération, mais il s'agit de 69 % chez les 35 à 54 ans et de 73 % chez les plus vieux. Dans l'ensemble de la population québécoise, l'incinération reçoit l'assentiment de 68 % des gens. Des sondages antérieurs donnaient 60 % de préférence en 2000 et 47 % en 1994. Il semble que l'on veuille en finir de plus en plus « définitivement » avec la mort.

Les funérailles religieuses conservent un grand attrait puisque les trois quarts des Québécois les envisagent pour eux-mêmes. Là encore, les jeunes sont plus nombreux à préférer des funérailles civiles (27 %, comparativement à 18 % des 34-55 ans et 12 % des autres). Il est à noter que les gens plus instruits préfèrent souvent se dérober aux rites mortuaires religieux (30 % veulent des funérailles civiles).

Une question du sondage demandait aux gens si la mort leur fait peur. Trois sur quatre ont répondu non. Mais 28 % des jeunes ont dit oui (19 % des 55 ans et plus). Cela s'explique par le fait que la mort peut souvent résulter d'un événement violent, comme un accident ou une mala-

► SONDAGE

La mort et les rites qui s'y rattachent

<input type="checkbox"/> À votre décès, préférez-vous que votre corps soit :	<input type="checkbox"/> Croyez-vous à une vie après la mort?
exposé38%	oui60%
non exposé51%	non33%
NSP/refus/pas de préférence.....11%	NSP/refus/pas de préférence.....7%
<input type="checkbox"/> À votre décès, préférez-vous que votre corps soit...	<input type="checkbox"/> Est-ce que la mort vous fait peur?
enterré tel quel23%	oui23%
incinéré.....68%	non74%
NSP/refus/pas de préférence.....9%	NSP/refus/pas de préférence.....3%
<input type="checkbox"/> À votre décès, préférez-vous des funérailles :	<input type="checkbox"/> À votre avis, devrait-on légaliser l'euthanasie?
religieuses75%	oui71%
laïques18%	non20%
pas de funérailles2%	NSP/refus/pas de préférence.....9%
NSP/refus/pas de préférence.....4%	

MÉTHODOLOGIE DU SONDAGE

Les résultats du sondage reposent sur 1008 entrevues téléphoniques effectuées du 12 au 26 octobre 2005 dans le cadre du sondage omnibus CROP-express. D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille (n=1008) est précis à trois points près, 19 fois sur 20.

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

die foudroyante, contrairement aux plus âgés, souvent face à une mort annoncée par une longue maladie. Pour les jeunes, la mort peut apparaître plus catastrophique, explique le sondeur Claude Gauthier.

Anecdote cocasse: 82 % des hommes, mais seulement 66 % des femmes, ont dit ne pas avoir peur de la mort. Pour M. Gauthier, ce trait des hommes est « tout à fait masculin », car il n'est pas très « viril » d'avouer sa peur!

Quant à la vie après la mort, 60 % des Québécois y croient. Dans ce cas, le « fossé générationnel » s'approfondit du côté des plus vieux, parce que seulement 52 % des 65 ans et plus ont dit croire à la vie après la mort, comparativement à 66 % des 35-54 ans et 63 % des jeunes.

Les jeunes craignent plus la mort que leurs aînés

Le cofondateur de Greenpeace critique les écologistes

WINNIPEG (PC) — Le mouvement environnementaliste est le premier obstacle à la diminution de la consommation de combustibles fossiles et des émissions de gaz carbonique, a soutenu le cofondateur de Greenpeace, hier, lors d'une conférence scientifique.

« Ils s'opposent à l'énergie nucléaire, aux projets hydroélectriques, aux centrales éoliennes, à l'aménagement intensif des forêts — qui privent l'atmosphère de dioxyde de carbone — et aux modifications génétiques, qui peuvent augmenter la productivité et améliorer la conservation des sols », a déclaré Patrick Moore. Ils font bien peu pour promouvoir l'énergie géothermique, qui est la véritable solution pour éliminer les combustibles fossiles de nos structures. »

L'ancien militant écologiste, aujourd'hui consultant pour l'industrie nucléaire, a pris la parole comme conférencier d'honneur lors d'un Symposium sur la science, au Manitoba. Il a affirmé que les environnementalistes auxquels il s'associait trouvent toujours quelque chose de mauvais dans les solutions avancées, incluant l'énergie éolienne, accusée de causer de la pollution visuelle et de tuer des oiseaux.

L'authentique EQUIPEMENTS NEUFS ET USAGÉS

SKI BAZAR

OUVERT À STONEHAM

Lots de stock neufs et usagés

Modèles de fin de série, liquidation de faillite et de surplus d'inventaire

OUVERT CE WEEK-END

NOUVEAU LOCAL

612, 1^{re} Avenue (ancien IGA Stoneham) (après le golf garder la droite, suivre 1^{re} Avenue)

La mort imposée

■ Il peut en coûter cher de mourir! À sa mort, une personne est réputée avoir « vendu » tous ses biens à la valeur marchande le jour du décès. Plusieurs gouvernements taxent alors ces actifs, le plus gourmand étant celui du Japon, qui va gober jusqu'à 70 % des avoirs du trépassé. Le fisc des États-Unis en prélève jusqu'à 48 %, et

la loi américaine prévoit qu'un transfert d'avoirs réalisé avant le décès (un cadeau aux enfants, par exemple) sera lui aussi imposé. En général, les pays qui prélèvent une taxe sur les successions le font à hauteur de 30 %, selon une étude de l'American Council for Capital Formation. Le Canada n'a pas d'impôt successoral, pas plus que le Québec, qui l'a aboli en 1985. La Presse

PLUS DE 1000 MANTEAUX À FAIRE RÊVER...
3 étages à découvrir

REMODELAGE
Très grand choix de modèles disponibles pour remodeler votre manteau.
Aussi, possibilité d'échange

Fourrure ZUKI
Agneau retourné ultraléger
CHRIST
Fourrure tricotée «Paula Lishman»

Fourrures DU VIEUX-PORT

Estimation gratuite partout en province sans frais : 1 866-692-6688

LE PLUS GRAND CHOIX DE FOURRURES À QUÉBEC POUR HOMME ET FEMME

55, rue Saint-Pierre, Québec
692-6686

L'HIVER À NOTRE PORTE

BOTTES D'HIVER EN SPÉCIAL

Pour homme

PAJAR ANFIBIO SAUTE MOUTON

Doublées en laine de mouton véritable
Régulier jusqu'à 275 \$
À partir de

99⁹⁸\$

UN SEUL ENDROIT
LA SOLDERIE DE LES PROMENADES BEAUPORT

AUTOROUTE DE LA CAPITALE SORTIE BOURG-ROYAL
418-667-1865

Pour femme

ANFIBIO LA VALLÉE AQUATALIA CONTOURA SAUTE MOUTON LA CANADIENNE

Imperméables
Régulier jusqu'à 275 \$
À partir de

79⁹⁸\$

JEAN-PAUL FORTIN ETC

NAME Les OGM | NO. | NOM

Faites le tour la question

- Où trouve-t-on les aliments génétiquement modifiés?
- Quels sont les risques pour la santé?
- Qui produit des OGM au Québec?

À LIRE LE SAMEDI 5 NOVEMBRE

LE SOLEIL

SAISIE DES BIENS DE « LA HURONNE »

Deux de ses enfants tentent une ultime démarche

Ils veulent que la Cour fédérale empêche le Conseil de bande de reprendre leurs propriétés

CLAUDE VAILLANCOURT
CVaillancourt@lesoleil.com

■ Deux des enfants d'Élizabeth « La Huronne » Vincent, actuellement emprisonnée pour vente de produits du tabac et possession illégale de sommes d'argent dans un trafic de cigarettes qui fait la chronique judiciaire depuis plusieurs années, tentent une ultime démarche, en Cour fédérale, pour ordonner au Conseil de la nation huronne-wendate de ne pas reprendre possession physique des maisons que leur mère leur ont cédées et que les tribunaux ont confisquées en 2002 et en 2003.

Cette requête, déposée au début du mois d'octobre par leur procureur, M^e Michel Pouliot, veut aussi faire prohiber toute décision future du Conseil, sur une reprise éventuelle de leurs propriétés, « autrement que sur autorisation préalable » de la Cour fédérale.

« C'est une procédure qui va s'étirer sur des mois », a expliqué au SOLEIL le personnel de la Cour fédérale, lors de la consultation des documents, cette semaine. Samedi prochain, la popu-

lation de la nation huronne-wendate, autant celle vivant à Wendake, aux limites de Québec, qu'à l'extérieur de la réserve, est appelée à un référendum pour indiquer au Conseil de la nation, dirigé par le grand chef Max Gros-Louis, s'il doit donner suite aux confiscations ordonnées par les tribunaux canadiens.

La requête des deux enfants de la Huronne, Gill Vincent et Élizabéth Simard Vincent, s'inscrit en parallèle à

une série de messages, parfois acrimonieux, que s'envoient, de part et d'autre, les tenants de l'expulsion des enfants de la célèbre contrebandière des maisons qu'ils habitent, sans y acquiescer leurs d'us, et ceux qui voient dans ce geste un signal pour que, dans l'avenir, on puisse confisquer les maisons « de toutes les personnes qui ont reçu de l'argent de la part de La Huronne » ou qui « ont trempé dans la contrebande de cigarettes ».

« LES POIGNARDS VOLENT BAS »

« Les poignards volent bas », résume le président du Cercle des sages, la structure huronne-wendate qui a forcé le Conseil de la nation à tenir le référendum dont la supervision a été confiée à l'ancien directeur général des élections du Québec Pierre F. Côté.

Yvon Gros-Louis, le sage en question, est lui-même l'objet d'attaques de la part des gens qui se rangent derrière les enfants de « La Huronne ».

Dans une lettre adressée à de nombreux Hurons-Wendats ainsi qu'au journaliste du SOLEIL, ces gens, qui refusent de signer leur missive, laissent même entendre que le président du Cercle des sages tire profit de la situation. « Le Cercle des sages est une structure apolitique, répète Yvon Gros-Louis. Toutes les décisions doivent être prises à l'unanimité des huit membres qui le composent. Nous essayons de rester le plus neutre possible. Notre mandat, c'est de faire appliquer le code de procédures qui régit notre nation. »

Dans la lettre en question, rédigée selon M. Gros-Louis « pour gagner certaines personnes à leur cause », ceux-ci écrivent que le président du Cercle des sages « préconise un référendum qui vise à expulser » Gill Vincent de « la même maison qu'il a lui-même vendue » à ce dernier, au prix de 85 000 \$.

Interrogé sur cette question, le président du Cercle des sages admet avoir vendu sa propriété du 400, rue



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

Une des propriétés en litige

Max-Gros-Louis, au fils de « La Huronne », en 1995, soit avant que les ennus de la contrebandière ne commencent devant les tribunaux.

« J'ai tout expliqué ça en Cour, raconte celui-ci. Ma maison était alors à vendre et Gill Vincent — que je ne connaissais pas alors — s'est proposé de l'acheter. Quand le moment est venu de la payer, je m'attendais à ce qu'il me fasse un chèque. Il a tout simplement ouvert une valise remplie de beaux billets de 20 \$ ».

Cette résidence fait partie des trois propriétés que les tribunaux ont confisquées à « La Huronne » et à ses enfants, puis cédées au Conseil de la nation pour qu'il en dispose.

LA REQUÊTE

Dans leur « demande de contrôle judiciaire » déposée le 5 octobre, Gill Vincent et sa sœur Élizabéth rappellent que cette dernière n'a jamais été accusée, ni condamnée pour possession ou vente illégale de cigarettes. Elle a même contracté et remboursé un prêt de 20 000 \$ pour rénover la maison que lui a donnée sa mère le 4 avril 1996.

Selon elle, le Conseil de la nation a ensuite retardé « de manière déraisonnable » pendant trois ans la signature du certificat de possession, soit jusqu'au moment de l'ordonnance de confiscation.

Quant à Gill Vincent, dont la maison a été confisquée le 15 février 2002, il a, selon la requête, effectué un prêt de 10 000 \$ pour son amélioration, en plus d'avoir versé 17 000 \$ à sa mère pour l'acquiescer. Mais il soutient que le Conseil de la nation a refusé qu'il paie le solde de son prêt, soit la somme de 4161,60 \$.

Tous deux allèguent aussi que le Conseil de la nation agit « de façon exorbitante » en « désirant (les) déposer sans compensation » financière.

La requête fait ensuite l'histoire de tous les faits qui ont conduit à la tenue du référendum.

La grande vente Folle

2 derniers jours

Aujourd'hui et demain

jusqu'à 17h

Rabais jusqu'à 50%

De plus, jusqu'en octobre 2007 pour payer

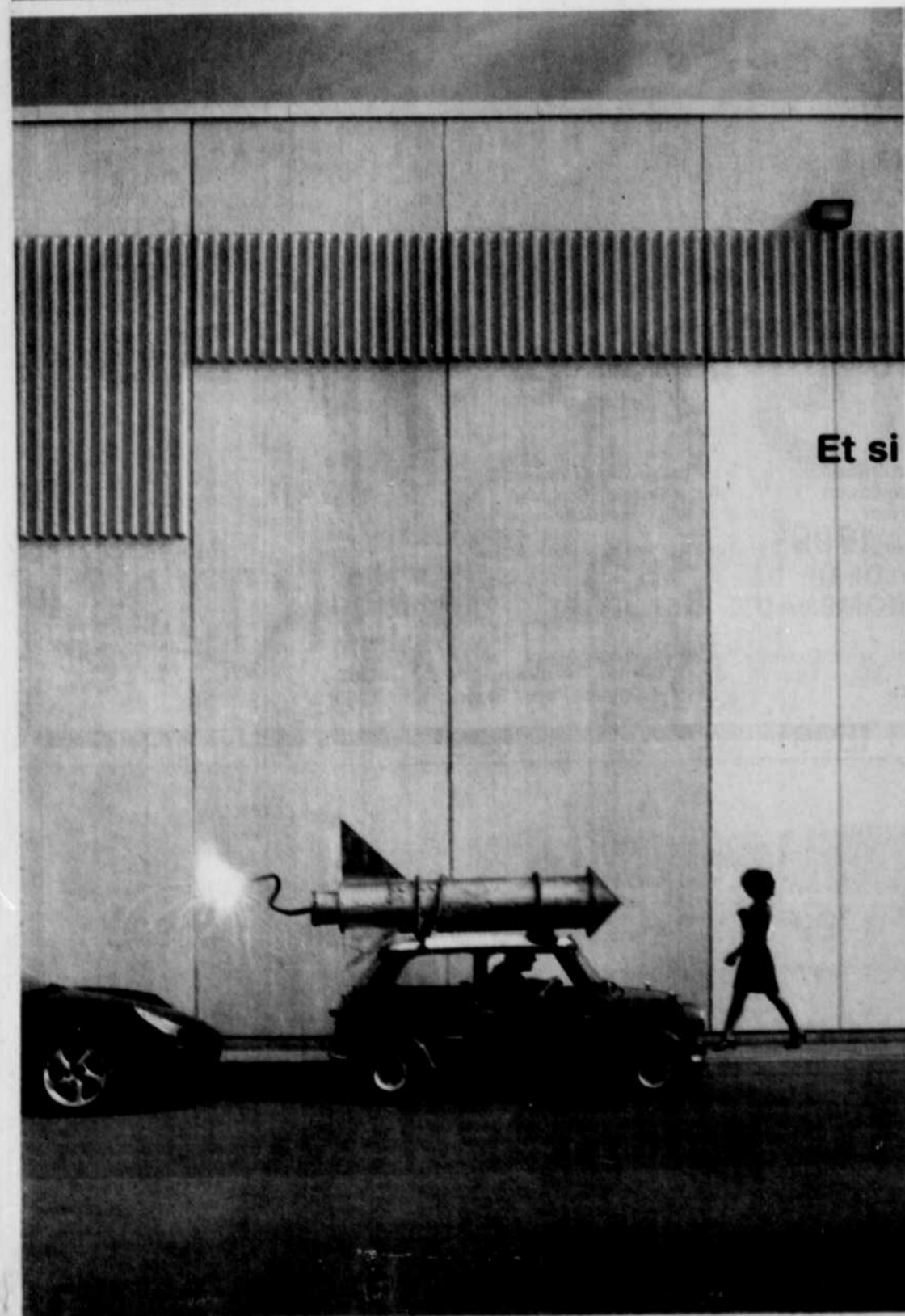
(en vigueur sur toute la marchandise en magasin)

MULTI MEUBLES
Blouin
Ma source de confort... et d'inspiration!

www.multimeubles.com
421, boulevard Armand-Paris, Beauport (Québec) (boul. de la Capitale, sortie Labelle)
(418) 664-2223

Service de décoration GRATUIT

DU JAMAIS VU



Et si on inventait quelque chose de plus propre que l'essence?

Chaque jour chez Irving, nos gens se posent ce genre de questions... Évidemment, l'auto à propulsion par fusée n'a rien d'une belle solution de remplacement. Nous avons plutôt travaillé sur une suggestion qui, elle, avait beaucoup d'avenir: Et si nos essences étaient plus propres? Beaucoup plus propres? L'équipe Irving s'est penchée sur le problème et a réussi à réduire de 90% la teneur en soufre dans l'essence que nous produisons... Six ans avant la réglementation gouvernementale. Ça, c'est tout à fait le genre de « Et si? » qu'on aime.

IRVING On se voit demain!

Comparé aux normes canadiennes en 2000 quant à la teneur maximale en soufre.

irvingoil.com

DÉPISTAGE



Afin de souligner le mois de la santé du sein, l'Événement santé et environnement qui se déroule jusqu'à demain à Place Laurier s'est associé au Programme québécois de dépistage du cancer du sein. Présentée hier soir, la comédienne Francine Ruel a invité toutes les femmes de 50 à 69 ans à se prévaloir d'une mammographie de dépistage. M^{me} Ruel, qui est accompagnée de Lucie Vaillancourt, la médecin responsable du programme pour la région, sera présente aussi cet après-midi.

Le chef de la Première Nation Kashechewan s'entend avec Ottawa

■ KASHECHEWAN, Ontario (PC) — L'homme qui est parvenu à obtenir un sursis pour la réserve de la Première Nation Kashechewan, dans le nord de l'Ontario, y a été accueilli en héros, hier, alors qu'il a déclaré que la plus récente crise d'eau contaminée à avoir éclaté au Canada constituait un point tournant pour les autochtones du pays tout entier.

Triomphant, le chef Leo Friday a été accueilli par des cris de joie, des chants et le son familier des tambours, en présence de plus de 150 résidents de la réserve rassemblés au petit aéroport local, près de la rive de la baie James.

M. Friday a indiqué que l'entente passée avec le gouvernement fédéral afin de reloger la collectivité d'ici 5 à 10 ans, préparée jeudi lors d'une rencontre-marathon avec le ministre des Affaires indiennes, Andy Scott, permettrait d'établir de nouvelles normes pour les autres réserves du pays aux prises avec des problèmes d'eau contaminée.

Le ministre Scott a proposé de reloger les quelque 1900 habitants de la réserve sur un site plus élevé, le long de la baie, à environ 30 kilomètres de l'endroit où elle se trouve actuellement. Immense, le projet devrait prendre une dizaine d'années à réaliser.

Le chef Friday est rentré chez lui alors que 250 résidents quittaient la réserve n'offrant depuis des années qu'une eau sale produite par une station de traitement d'eau défectueuse ayant été payée par Ottawa.



D'autres résidents de la réserve, dont cette petite fille, ont été évacués hier.

**MEURTRE À SAINT-HYACINTHE
Pas de lien avec les graffitis**

■ SAINT-HYACINTHE — La police n'établit finalement aucun lien entre la découverte, jeudi matin, du cadavre d'une femme 32 ans dans le coffre de son automobile stationnée dans la cour d'un centre commercial, à Saint-Hyacinthe, et les nombreux graffitis peints sur le mur juste devant. D'autre part, l'analyse de la scène de crime a révélé la présence d'une lettre dont le contenu est présentement étudié par les limiers de la Sûreté du Québec. Les premières hypothèses ne font état, là non plus, d'aucun lien avec la macabre découverte. La victime portait plusieurs marques de violence; une autopsie sera pratiquée. PC

L'authentique EQUIPEMENTS NEUFS ET USAGÉS
SKI BAZAR
OUVERT À STONEHAM
Liquidation
SUR SKIS, BOTTES, VÊTEMENTS pour tous les niveaux.
Une seule adresse
OUVERT CE WEEK-END
612, 1^{re} Avenue (ancien IGA Stoneham)
(après le golf garder la droite, suivre 1^{re} Avenue)
NOUVEAU LOCAL

LINEN CHEST
DERNIÈRE SEMAINE
VENTE
D'ENTREPÔT ANNUELLE EN MAGASIN
PLUS DE 3 000 000 \$ D'INVENTAIRE À LIQUIDER

DES ÉCONOMIES À TRAVERS NOS MAGASINS SUR UNE IMMENSE SÉLECTION DE MARCHANDISE + NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ + ACHETEZ UN ARTICLE, OBTENEZ-EN UN GRATUITEMENT SUR TOUS LES ARTICLES MARQUÉS D'UNE ÉTIQUETTE ROUGE! * NOUS VOUS DÉPENSONS UN BRAS COURANT À LA TPS ET LA TVQ.

NOS PRIX SONT IMBATTABLES ! COMPAREZ, VOUS SEREZ CONVAINCUS !
Place Laurier, Ste-Foy : (418) 658-5218

POUR VOUS ÉVITER DE FOUILLER SUR 78 SITES WEB



1149\$ - 1459\$ HOLGUIN Cuba Brisas Guardalavaca 4* TOUT compris 7 nuits dimanches, 8-22 janv. 1149\$	1289\$ VARADERO Cuba Villa Cuba Resort 3+* TOUT compris 7 nuits samedis, 7, 14 janv.	1399\$ PUNTA CANA République Dominicaine Club Grand Paradise Bavaro 3+* TOUT compris 24 heures 7 nuits dimanche, 18 déc.	1439\$ PUERTO PLATA République Dominicaine Bahia Principe San Juan 4* TOUT compris 24 heures 7 nuits lundi, 19 déc.	1459\$ PUERTO PLATA République Dominicaine Occidental Caribbean Village 3* TOUT compris 7 nuits lundi, 26 déc.
1469\$ - 1639\$ EXCLUSIVITÉ VARADERO Cuba Hotel Palma Real 3+* TOUT compris 7 nuits samedi, 31 déc. 1469\$	1589\$ CAYO COCO Cuba El Senador 4* TOUT compris 7 nuits vendredi, 23 déc.	1599\$ HOLGUIN Cuba Brisas Guardalavaca 4* TOUT compris 7 nuits dimanche, 18 déc.	1629\$ PUNTA CANA République Dominicaine Tropical Princess Beach Resort 4* TOUT compris 7 nuits dimanche, 18 déc.	1639\$ CAYO COCO Cuba El Senador 4* TOUT compris 7 nuits vendredi, 30 déc.
PLUS DE 1639\$ CAYO COCO Cuba Tryp Cayo Coco 4* TOUT compris 7 nuits vendredi, 30 déc. 1729\$	1749\$ EXCLUSIVITÉ PUNTA CANA République Dominicaine IFA Bavaro Village Beach Resort 3+* TOUT compris 7 nuits dimanche, 25 déc.	1799\$ VARADERO Cuba Barceló Solymar 4* TOUT compris 7 nuits samedi, 24 déc.	1879\$ HOLGUIN Cuba Hotel Playa Pesquero 4+* TOUT compris 7 nuits dimanche, 1er janv.	1899\$ VARADERO Cuba Barceló Marina Palace 4+* TOUT compris 7 nuits jeudi, 22 déc.

FORFAIT DU JOUR > PUERTO PLATA République Dominicaine Casa Marina Beach & Reef 3+* TOUT compris 7 nuits - lundi, 19 déc. 1299\$

VISITEZ NOLITOURS.COM/lesoleil POUR TOUT SAVOIR SUR CETTE DESTINATION ET SUR PLUS DE 100 AUTRES FORFAITS TOUT INCLUS.

POUR EFFECTUER UNE RÉSERVATION, CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE. Voyages Sears, RÉSEAU ENSEMBLE, club Voyages, Voyages

Départ de Québec, prix par personne en occupation double en chambre standard, sauf si spécifié autrement. Les prix incluent les taxes aéroportuaires, la TPS et la TVQ. Les vols sont assurés par Air Transat et les places sont limitées. Les prix annoncés sont en vigueur au moment de la publication et sont valables pour les nouvelles réservations effectuées jusqu'au 1er novembre 2005. Les primes réservoirs 4* sont incluses dans les tarifs lorsqu'applicables. Le surcharge de carburant est incluse dans les tarifs annoncés. Pour tous les détails de conditions générales, veuillez vous référer à la brochure 2005-2006 de Nolitours. Nolitours est membre de Transat A.T. inc. et titulaire d'un permis de Québec. Pénalité: 1,00\$/100\$ de services touristiques pour la contribution des clients au fonds d'indemnisation des clients des agents de voyage.

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

ÉLECTIONS MUNICIPALES



« Le transport en commun avant les pistes cyclables »

—Andrée Boucher

JEAN-FRANÇOIS CLICHE
JFCLICHE@lesoleil.com

■ Le deuxième débat en autant de jours et 14^e de la course à la mairie de Québec a eu lieu hier, sur les ondes du FM 93,3. Animée, mais généralement courtoise, cette tribune a cependant surtout été l'occasion, pour chacun des candidats, de reprendre les mêmes attaques envers leurs adversaires. Seules les répliques ont parfois changé.

Ainsi, les adversaires de la meneuse dans les sondages, l'indépendante Andrée Boucher, ont de nouveau critiqué son bilan sur le plan des loisirs sportifs. « S'il y a quelqu'un qui a tué le sport à Sainte-Foy, c'est bien M^{me} Boucher, a lancé le chef de Vision Québec, Marc Bellemare. Elle a refusé que la Randonnée des gouverneurs passe dans sa ville, elle a refusé que le Marathon des Deux Rives passe dans sa ville, elle a interdit d'installer des paniers de basketball dans la rue. »

Lex-mairesse de Sainte-Foy a rétorqué qu'un sondage avait trouvé, en 1999, que 78% des Fidécens étaient satisfaits de leurs services de loisirs. Mais elle a admis que les partisans des pistes cyclables « utilitaires » (servant au transport plutôt qu'à l'agrément) ne devaient pas voir en elle une alliée.

« Je ne crois pas du tout qu'on puisse faire de la bicyclette un moyen de transport palliatif, à cause de notre climat, a-t-elle dit après le débat. (...) Entre des investissements majeurs dans le transport en commun et des investissements majeurs dans les pistes cyclables, je vais choisir le transport en commun, compte tenu du vieillissement de la population. »

DIVISION

Ses rivaux ont de nouveau avverti que le prochain conseil de ville sera probablement fort divisé, et que M^{me} Boucher n'a selon eux pas les qualités de diplomate nécessaires pour bien gérer ce genre de situation.

Le chef du Renouveau municipal, Claude Larose, en voulait hier pour preuve que M^{me} Boucher « a envisagé, en 1998, de demander au ministre des

Affaires municipales de destituer les conseillers indépendants (alors majoritaires à Sainte-Foy). C'était ça, sa forme de collaboration ».

Lex-mairesse a répondu que ces conseillers voulaient faire payer par leur municipalité leurs frais d'avocat, avant d'ajouter que si M. Larose avait un tel talent de rassembleur, certains de ses conseillers n'auraient pas quitté le RMQ pour Vision Québec.

Le chef du Renouveau a par ailleurs été la cible du feu croisé de ses trois concurrents sur les questions de l'état des rues et du déclin du transport en commun à Québec. Il s'est défendu en disant que la grande ville avait hérité de beaucoup de problèmes des anciennes municipalités et que les villes canadiennes allaient réclamer plus d'argent du fédéral lors des prochaines élections.

Notons que M. Larose a, comme au début de la veille à la radio de Radio-Canada, attaqué à peu près également M^{me} Boucher et M. Bellemare, bien que celui-ci soit désormais derrière le chef du RMQ dans les sondages. M. Larose a déclaré jeudi vouloir rallier les votes de tous ceux qui ne veulent pas voir l'ex-mairesse de Sainte-Foy diriger Québec.

« Dix jours (qu'il reste à la campagne), ce n'est pas long, mais c'est suffisant, a-t-il commenté après le débat d'hier. Les gens ont retardé leur choix parce qu'il y avait beaucoup de candidatures et c'est dans la dernière semaine que les choix vont se faire. Et nous serons bien placés par que les gens qui ne veulent pas de M^{me} Boucher s'en viennent avec nous actuellement », a ajouté hier M. Larose.

Manif anti-Boucher

■ Une manif anti-Andrée Boucher s'organise pour lundi 15h30 à place D'Youville. Un courriel a commencé à circuler parmi les associations étudiantes de l'Université Laval, mais l'action n'est pour le moment revendiquée par aucun groupe. « C'est par l'examen des prises de position de la probable mairesse par rapport aux logements sociaux, au transport en commun et à la démocratie municipale et locale que des étudiant(e)s ont décidé de "Sonner l'alarme, Boucher s'en vient!" », écrit-on. Les étudiants disent vouloir dénoncer le « conservatisme fiscal et social » de la candidate indépendante. La manifestation se fera sous la thématique officieu-

se, ajoutent-ils, de la sorcière Cruella, pour profiter de l'Halloween. Par ailleurs, les principales associations étudiantes des cégeps et de l'Université Laval ont signé une lettre ouverte à Andrée Boucher pour lui faire part de leurs inquiétudes par rapport à sa vision de la gestion municipale. « Nous voyons difficilement comment vous arriverez à intégrer les jeunes et leurs besoins dans la ville de Québec advenant votre élection à la mairie, écrivent les signataires. Si l'on considère que la ville de Québec connaît également un exode massif de ses jeunes, votre attitude ne laisse pas entendre que vous prendrez la situation en main. » Isabelle Mathieu

District 13 ARRONDISSEMENT SAINTE-FOY—SILLERY SAINT-LOUIS

■ L'actuel conseiller municipal Gilles Bolduc défend son titre, qu'il avait remporté après une chaude lutte contre Jean Normand en 2001. M. Bolduc, cousin de la candidate à la mairie Andrée P. Boucher, fera son combat seul, à titre de conseiller indépendant, ayant quitté l'Action civique de Québec. Celui qui était chef des troupes défusionnistes de Sainte-Foy en 2004, Jean-Marc Bergevin, le remplace comme candidat de l'ACQ dans Saint-Louis. Une nouvelle avenue, Nadia Leullier, se présente pour Vision Québec, tandis qu'André Demers porte la bannière du Renouveau municipal de Québec. Un deuxième indépendant, Pierre Lépine, sera aussi de la course. En 2001, le taux de participation avait été de 64,4% dans Saint-Louis.



► Les candidats

ACTION CIVIQUE DE QUÉBEC

JEAN-MARC BERGEVIN
50 ans

Économiste spécialisé en fiscalité municipale

□ Problème principal

Manque de terrains de soccer

□ Sa solution :

« Je verrais d'un bon œil que la Ville réalise enfin la construction du terrain de soccer intérieur près de l'école de Rochebelle, avec partenariat privé si ça s'y prête et surtout en collaboration avec les associations de soccer. Il faut absolument améliorer les infrastructures sportives ; il y a des générations de jeunes joueurs qui n'ont pas eu accès à des tournois majeurs à cause du manque d'équipement. Et on ne parle pas de centaines de millions de dollars ; le projet est évalué à 12 millions \$.»

RENOUVEAU MUNICIPAL DE QUÉBEC

ANDRÉ DEMERS
57 ans

Consultant en développement régional

□ Problème principal

Impact de l'automobile sur la vie de quartier

□ Sa solution :

« On a trois quartiers proches des entrées et sorties de la ville et de grands axes routiers. Il y a un certain nombre de solutions techniques ; pour l'autoroute Duplessis, il faudra certainement un mur antibruit pour les gens les plus proches, qui vivent là depuis longtemps et dont la situation a changé en raison de l'intensification du trafic routier. Il faut faire vérifier les silencieux des camions lourds et avoir une signalisation appropriée pour inciter les camionneurs à réduire l'utilisation du frein moteur. Pour l'entrée du boulevard Laurier qui est à refaire, il faut être branché sur la population et on pourrait le faire avec des conseils de quartier. Les voies secondaires (Louis-Jobin, Pie-XII, Matapédia, Wolfe, etc.) sont en train de devenir des voies rapides. Il y a des aménagements à faire comme des stop, réduction de vitesse, reconfiguration de la voie.»

VISION QUÉBEC

NADIA LEULLIER
37 ans

Ingénieure civile en génie municipal

□ Problème principal

Engorgement de la circulation routière aux abords des ponts

□ Sa solution :

« La circulation routière est de plus en plus saturée près des ponts, ce qui fait que les gens impatients vont passer dans les rues résidentielles et ça affecte la sécurité des citoyens et l'environnement, avec la pollution. Avec tout le réaménagement prochain du boulevard Laurier et de l'axe Duplessis, il va y avoir des changements, comme la fermeture de la sortie Maricourt. Je veux m'assurer que dans les réfections prochaines de ces artères-là, il faut voir à la sécurité des citoyens. Il va falloir ajuster une bonne synchronisation des feux de circulation, des arrêts, peut-être même des dos d'âne.»

INDÉPENDANT

PIERRE LÉPINE
59 ans

Conseiller en sécurité financière et éducateur physique

□ Problème principal

Accès difficile aux équipements de loisirs et de plein air

□ Sa solution :

« Il faut améliorer les aménagements de notre principal équipement de plein air du quartier, la plage Jacques-Cartier ; les gens se plaignent des installations sanitaires et des tables. Il pourrait y avoir un meilleur accès pour les citoyens aux équipements des écoles ; davantage de gymnases pourraient être loués le soir. Aussi, il faut remédier au problème des piscines qui ferment trop tôt dans l'été et doubler la superficie des pistes cyclables. Je ne veux pas faire asséoir les gens, je veux les faire bouger ! »

► Horaire des chefs



□ Marc Bellemare

17h30
Débat télévisé à TQS

□ Claude Larose

17h30
Débat télévisé à TQS
19h30 Concert-bénéfice à Sillery avec le Chœur de Québec
22h Soirée d'Halloween dans Les Saules

□ Andrée Boucher

17h30
Débat télévisé à TQS

□ P.-Michel Bouchard

17h30
Débat télévisé à TQS

► Citation du jour

« Les infrastructures délabrées, c'était la priorité de la Ville de Québec, qui faisait plus dans la dentelle. Il faut revenir aux vêtements de base. »

—ANDRÉE BOUCHER
au débat du 93,3 à la taverne Jos Dion

INDÉPENDANT

GILLES BOLDOC
69 ans

Employé manuel retraité de l'Université Laval

□ Problème principal

Baisse de services aux citoyens

□ Sa solution :

« Les gens nous parlent de baisses de services dans le déneigement, les vidanges. Le ramassage des branches est devenu compliqué. Les licences pour chien ont doublé de prix. Les gens ne sentent pas que leur plainte ont un impact. Je veux m'assurer qu'il y ait un suivi dans les plaintes, qu'on rappelle chaque personne qui va communiquer avec la Ville pour lui dire comment évolue le dossier et qu'on garde l'historique des plaintes. »

Demain : le district 8, Neufchâtel, dans l'arrondissement Les Rivières

AUTRES TEXTES en A 12, 13 et 15

DEMAIN

DANS LE SOLEIL

Que l'hiver est donc beau



Dans le cahier
Arts et vie

« J'ignore si un jour j'aurai le temps de connaître des endroits plus cléments. Des plages, des îles dorées de chaleur... Mais jusqu'à ce jour, l'hiver a pris tout mon temps », écrit Bernard Voyer. L'explorateur vient d'achever un beau livre, où, on s'en doute, le blanc a la part belle. Notre journaliste Didier Fessou l'a lu pour vous.

ÉLECTIONS MUNICIPALES



ANALYSE

La carte de Claude Larose

Le chef du RMQ sait faire marcher sa machine à voter à plein régime



Marc Bellemare

Le football professionnel dans la mire de Bellemare

JEAN-FRANÇOIS CLICHE
JFCliche@lesoleil.com

Marc Bellemare n'en démord pas. La ville de Québec doit avoir son équipe de sport professionnelle, peu importe la discipline. C'est une question de « rayonnement », selon lui.

« Québec est une grande ville et il n'est pas normal qu'une ville de cette taille n'ait pas d'équipe professionnelle », a dit M. Bellemare, dont les propos étaient hier appuyés par l'homme d'affaires André Sarasin et le dépisteur des Devils du New Jersey Claude Carrier.

Un autre homme d'affaires, Peter Vaughan, propriétaire de la Maison anglaise et des Ateliers de conversation anglaise, était présent à la conférence de presse du chef de Vision Québec. M. Vaughan a dit travailler

depuis un certain temps déjà à la création d'une franchise de la Ligue canadienne de football dans la Vieille Capitale.

« L'objectif que j'ai, c'est d'installer une équipe

de la LCF à Québec d'ici cinq ans, dans un stade couvert d'environ 25 000 places. »

M. Vaughan dit avoir trouvé des investisseurs de Vancouver, qu'il a refusé d'identifier, sauf pour en dire qu'ils sont « propriétaires d'une équipe de hockey ». M. Vaughan affirme qu'il aura lundi une rencontre avec le propriétaire d'un terrain où pourrait être construit le stade ; le promoteur ajoute que s'il parvient à faire mettre ce terrain en réserve, il pourra faire des annonces plus précises.

M. Vaughan a également affirmé qu'il avait rencontré le commissaire de la LCF, Tom Wright, le vice-président aux finances de la Ligue, Jim Grundy, et le grand patron des Alouettes de Montréal, Larry Smith, qui lui auraient tous signifié leur intérêt pour le projet.

Joint par LE SOLEIL, le porte-parole des Alouettes Louis-Philippe Dorais a déclaré, après vérification, que « le nom de Peter Vaughan ne lui dit rien, mais M. Smith rencontre beaucoup de gens et il est tout à fait possible qu'ils se soient rencontrés sans que M. Smith s'en souvienne ».

La volonté de la LCF de s'établir dans de nouveaux marchés de l'est du Canada est bien connue, selon M. Dorais. Il n'a pas été possible de joindre la LCF, hier.

Selon M. Vaughan, la construction d'un stade couvert de 25 000 places coûterait environ 115 millions \$. Il compte sur la participation du fédéral et du provincial pour le réaliser, mais dit que la participation financière de la Ville de Québec ne serait pas nécessaire.

EN BREF

Le vote par anticipation a lieu demain

■ C'est demain que se tiendra le vote par anticipation pour les élections municipales, entre 12 h et 20 h. La Ville de Québec rappelle aux électeurs qu'ils doivent avoir avec eux une carte d'identité avec photo, comme une carte d'assurance-maladie ou un permis de conduire. Les résidents doivent être domiciliés sur le territoire de la Ville depuis le 1^{er} septembre pour avoir qualité d'électeur. Le vote par anticipation est réservé aux personnes à mobilité réduite, aux travailleurs électoraux ainsi qu'aux gens ayant des raisons de croire qu'ils seront absents le jour du vote, soit le dimanche 6 novembre. Des bureaux de vote seront ouverts demain dans tous les arrondissements. Des informations supplémentaires sont disponibles dans le site Internet de la Ville, au www.ville.quebec.qc.ca.

(Jean-François Cliche)

ISABELLE MATHIEU
IMathieu@lesoleil.com

■ À l'heure où vous lisez ces lignes, Claude Larose, comme les trois autres candidats à la mairie de Québec, se prépare pour le débat télévisé de ce soir à TQS, le 16^e d'une interminable série.

Le chef du RMQ révise ses notes, teste ses *punchs*, choisit peut-être sa cravate.

Mais surtout, il doit préparer son argument de la dernière chance, celui qui, espère-t-il, pourrait — peut-être — lui permettre de battre Andrée Boucher au fil d'arrivée.

Les deux sondages de cette semaine, le CROP-LE SOLEIL-Radio-Canada et le Léger Marketing-Journal de Québec-FM 93, lui ont permis d'espérer. Un peu. Pas beaucoup.

DERNIÈRE CARTE ?

Avec 18 % (CROP) et 19 % (Léger) d'intention de vote, face à une Andrée Boucher à 42 % (CROP) ou 40 % (Léger), avant répartition des indécis, Claude Larose va certainement vouloir jouer, ce soir, devant des milliers

de téléspectateurs, la carte du « tout sauf Boucher ».

On pourrait l'entendre dire quelque chose comme « Un vote pour Bellemare ou un vote pour Bouchard, c'est un vote pour Boucher ». La tactique est connue, Jean Charest l'a bien utilisée aux dernières élections provinciales.

Avec cette phrase bien connue, Claude Larose voudra se poser comme la seule alternative, forcer un ralliement des forces anti-Boucher. Bref, s'attirer les faveurs de ceux qui ne l'aiment pas, qui n'ont pas d'affinité avec le RMQ, mais qui ne veulent rien savoir d'une administration Boucher.

Le pari n'est évidemment pas gagné d'avance. Utilisons, pour fins d'exercice, les chiffres de notre sondage CROP.

Dans l'hypothèse où l'ex-mairesse de Sainte-Foy reste à 42 % des voix, Clau-

de Larose devra raffer tous les indécis et les votes marginaux (11 %) et les trois quarts des votes de Marc Bellemare et P-Michel Bouchard (14 %) pour les ajouter à son propre résultat (18 %).

Il aura ainsi 43 % des intentions de vote. Une toute petite marge, bien difficile à atteindre. Outre le ralliement des anti-Boucher, on peut s'attendre à ce que Claude Larose fasse marcher sa machine à voter à plein régime. Et on sait qu'il en est capable.

LOGISTIQUE

Lors du congrès à la direction du RMQ en mars, le clan Larose avait loué 13 autobus pour amener les membres voter au centre des congrès et mobilisé environ 300 personnes pour appeler les sympathisants. L'équipe de Régis Labeaume, pourtant solide, avait été déclassée par ce déploiement de logistique. On peut imaginer que Claude Larose aura des ressources encore plus considérables pour le 6 novembre.

Andrée Boucher a beau dire que les 1500 personnes qui sont venues chez

elle pour son lancement de campagne en forme de *garden party* sauront quoi faire le jour du vote, on ne peut pas comparer sa machine à celle du RMQ, la plus riche, et de loin, des partis politiques municipaux.

Lors de la course à la direction du RMQ, Larose avait loué 13 autobus pour amener les membres voter

Si on va se promener dans les rues de Limoilou, on s'apercevra peut-être que Claude Larose a commencé à faire accrocher des chapelets à toutes les cordes à linge pour attirer du mauvais temps le 6 novembre et rendre les partisans les plus âgées de M^{me} Boucher hésitants à sortir.

Pour le moment, Météo Média annonce, pour dimanche de la semaine prochaine, un ciel partiellement ensoleillé avec environ 6°C... Mais en météorologie comme en politique, tout peut arriver...

Une offre affolante.
Solde de l'Halloween, jusqu'au 31 octobre.

Motorola V262
GRATUIT*
(avec un contrat de 3 ans)LG 6190
29,99\$*
(avec un contrat de 3 ans)Motorola V265
49,99\$*
(avec un contrat de 3 ans)

PARLEZ-MOI 25
25 \$/mois*
Appels locaux entrants illimités

Comprend aussi:

- Jusqu'à 100 minutes d'appel interurbain au Canada
- Jusqu'à 1 000 minutes d'appel la nuit et le week-end
- Jusqu'à 100 minutes en tout temps

DE PLUS, obtenez jusqu'à 6 mois d'appels locaux illimités*

le futur est simple™

mobilité™

Pour en savoir plus sur ces super offres, passez nous voir à une boutique TELUS Mobilité, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands. Tous les détails à telusmobilité.com

FUTURE SHOP

SABRE

BYP

teleplus

Dorval

SABRE

SABRE

SABRE

Offre valable jusqu'au 31 octobre 2005 avec nouvelles mises en service uniquement au Québec et en Ontario. Le prix et la disponibilité des téléphones peuvent varier. *Prix net en vigueur à la signature d'un contrat de 3 ans après rabais obtenu en magasin ou crédit porté automatiquement et affiché sur votre prochain relevé mensuel de TELUS Mobilité. Offre valable jusqu'au 31 octobre 2005. Les taxes, les frais d'activation et d'entretien, le temps d'attente additionnel, les frais pour les services payés à l'usage, les frais mensuels d'accès au réseau et les frais mensuels pour le service d'appel d'urgence 911 évité sont en sus. Le tarif mensuel de base des clients qui signent un contrat de 1, 2 ou 3 ans inclut les appels locaux illimités pendant 1, 3 ou 6 mois respectivement. © 2005 TELUS Mobilité.

BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

QUÉBEC

Galerie de la Capitale
Place Fleur-de-Lys
Place Laurier
Centre-ville
440, rue de la Couronne
Expert-Cell Télécom
790, rue Saint-Jean
Expert-Cell Télécom
5237, boul. Wilfrid-Hamel
F.M. Électroniques
41, rue Saint-Vallier Est
Normand Nadeau
Communication
909, boul. Pierre-Bertrand Sud,
local 160
Radio-Orléans
550, rue Marais
Baie-Comeau
Boutique Satcom
Centre régional Marcougan
600, boul. Lafloche

Beauport

Cité Sans Fil
Promonades Beauport
3333, rue du Carrefour, porte 1
DOT Électronique
371, boul. Armand-Paris

Charlesbourg

F.M. Électroniques
Carrefour Charlesbourg
8500, boul. Henri-Bourassa

Donnacoona

Électronique Émond, La Source
Place Donnacoona
325, rue de l'Église

Chicoutimi

Place du Royaume
Communications Télésignet inc.
1660, boul. Saint-Paul, local 116

Gaspé

Eriso Informatique inc.
Place Jacques-Cartier
167, rue de la Reine, local 2

Carleton

Radio Service M.B.C. inc.
1051, boul. Paron

La Malbaie

Services Info-Comm
1005, boul. De Comporté

Lévis

Kiosque Normand Nadeau
Communication
Galerie Chagnon
1200, boul. Alphonse-Desjardins

Montmagny

Michel Proulx Moullier
80, boul. Taché Ouest
Stéléo Plus L. Chabot inc.
4, boul. Taché Ouest

Rimouski

Kiosque La Maison
d'Auto Fortier

Rivière-du-Loup

Kiosque Centre Commercial
Rivière-du-Loup
298, boul. Thériault
Électronique Mercier
162, rue Fraser

Sainte-Foy

Place Sainte-Foy
Boulevard Saint-Fil
Place Lavel
2750, ch. Sainte-Foy, local 107
Proxi Télécom inc.
1905, rue Jean-Talon Sud,
local 102

Saint-Georges

Kiosque Normand Nadeau
Carrefour Saint-Georges
8585, boul. Lacroix
CJ Électronique
13175, boul. Lacroix
Dumoulin Électronique Larivière
573, 90^e Rue

Sainte-Marie-de-Beauce

Les Galeries de la Chaudière
Kiosque Normand Nadeau
Niveau Électronique
1076, boul. Vachon Nord
Normand Nadeau
Communication
Dumoulin Électronique &
Informatique
500, boul. Vachon Nord

Sept-Îles

Groupe Conseil Micro-expert
Kiosque Place de Ville

QUOI FAIRE CE WEEK-END

FÊTE DE L'HALLOWEEN

Trop d'activités pour y résister

■ «L'Halloween c'est notre fête; des bonbons, des fantômes, des sorcières. L'Halloween c'est notre fête; avec tous nos amis!» Avant que les petits monstres ne viennent frapper à notre porte lundi, chantant à tue-tête leurs habituelles comptines, pourquoi ne pas profiter de cette fin de semaine ensoleillée pour sortir et s'amuser un peu?

Parce que la région de Québec renferme une panoplie d'activités plus variées les unes que les autres pour célébrer cette fête de la peur, de la mort et du rire.

C'est le temps de chasser sa petite déprime automnale et de mettre le nez dehors. Voici 10 suggestions d'endroits inspirants où aller faire son tour. Joyeuse Halloween!

1) CITROUILLE DE CITROUILLE!

Amateurs de la grosse courge orangée, le Marché du Vieux-Port vous attend! Aujourd'hui, tous sont invités à s'y présenter déguisés, afin de rencontrer des personnages loufoques et de voir à l'œuvre Michel Lepire, sculpteur de citrouilles. Ceux qui n'ont pas peur des grandeurs pourront même jeter un coup d'œil à une exposition de citrouilles géantes. Rendez-vous au 160, quai Saint-André, Québec, entre 10 h à 15 h. Entrée gratuite. Plus d'information au 692-2517.



Patricia Cloutier

Collaboration spéciale

2) LES ÂMES PERDUES REVIVENT

Beauport a connu son lot de personnages historiques, mais attention... tous ne sont pas recommandables! Leurs âmes perdues revivront au cœur du cimetière et de l'église La Nativité Notre-Dame. Leurs histoires sont à faire dresser les cheveux sur la tête! Une visite de deux heures, tout en théâtre et en effets spéciaux (demain, à la salle paroissiale du 25, Du Couvent, Beauport, 17 h et 20 h, 5 \$). Pour les plus jeunes, la Société d'art et

d'histoire de Beauport a concocté une soirée magique avec conteurs et animation à la Maison Girardin (lundi, 17 h au 600, avenue Royale). À qui le sac de bonbons? Réservation obligatoire pour les deux activités au 821-7031.

3) DES ANIMAUX ENSORCELÉS

Avez-vous déjà visité un zoo la nuit? Non? Eh bien, le Jardin zoologique du Québec vous donne l'occasion de le faire aujourd'hui, lors de «La nuit des esprits». Un alchimiste vous guidera dans un parcours illuminé aux flambeaux, à la rencontre des vrais animaux du zoo, tels que les léopards de l'Amour ou les chauves-souris géantes. Les gourmands auront droit à une dégustation de grillons au chocolat, de friandises et de potage à la citrouille. Venez déguisés! (9300, de la Faune, Charlesbourg, 18 h à 21 h. Remis au demain en cas de pluie. L'entrée est gratuite à l'achat d'un Guide de la famille à 2 \$.

Places limitées. Plus d'information au 641-6044.

4) LES LÉGENDES DES PLAINES D'ABRAHAM

Les plaines d'Abraham invitent toute la famille à entrer dans l'univers de leurs mystérieuses légendes. Pour les 13 ans et plus, une visite du parc à la lanterne haute en frissons aura lieu ce soir, à 19 h ou 21 h 30. (Départ du 390, de Bernières, 10 \$). Réservation requise au 649-6157. Pour les plus jeunes et leurs parents, c'est la visite «à faire un p'tit peu peur» qui les attend à la

tour Martello 2 et au jardin Jeanne d'Arc, demain, de 11 h à 16 h. (Départ au coin des rues Taché et Wilfrid-Laurier, 2,50 \$)

5) LA MASCARADE DU DRAGON ROUGE

Pour une quatrième année, c'est la «rumba» dans la rue Racine, secteur Loretteville! Le lundi 31 octobre, jeunes et moins jeunes seront vêtus de leurs plus beaux costumes pour parader et se laisser éblouir par les amuseurs publics.

Les commerçants distribueront quant à eux des friandises. Le coup d'envoi de la fête est donné à 18 h 30 et l'entrée sur le site est gratuite. Plus d'information au 641-6007.

6) TOUT UN SPECTACLE

Envie d'un spectacle grandiose et drôle à la fois? C'est au Grand Théâtre de Québec qu'il faut aller! Martin Drainville, Luc Guérin et l'Orchestre symphonique de Québec s'allient pour offrir aux enfants et aux parents un heureux mélange de personnages d'Halloween. On raconte même que le spectacle est meilleur quand on est costumé! (Demain, 15 h, au 269, René-Lévesque Est. Billets en vente au coût de 11,95 \$ et 17,95 \$ au 643-8131)

7) DU MAGASINAGE ET DES BONBONS

«Qui a peur d'entrer dans la maison hantée? Pas moi!»

Les enfants devraient se bousculer pour visiter la maison hantée du Méga-Parc des Galeries de la Capitale, en place seulement pour cette fin de semaine.

Demain, tout le centre commercial fête l'Halloween avec distribution de friandises, spectacle et patinage gratuit pour enfants costumés, à partir de 11 h.

À Sainte-Foy, Place Laurier organise aussi une fête de l'Halloween aujourd'hui, avec maquillage et bonbons gratuits!



Le jardin Jeanne d'Arc, sur les plaines d'Abraham, regorge de créatures «halloweenesques» plus surprenantes les unes que les autres. Jusqu'au 31 octobre!

8) MUSÉE «HALLOWEENESQUE»

Les visiteurs du Musée national des beaux-arts du Québec seront transportés dans un tourbillon d'activités pour l'Halloween aujourd'hui et demain, de 13 h à 16 h. Pour 3 \$, devinez le poids de la citrouille dans le hall d'entrée, faites-vous maquiller, participez à un atelier gourmand et visitez la vieille prison. Plus d'information au 643-2150.

9) AU ROYAUME DU JOUET

Le magasin Benjo offre aux enfants de passer une Halloween tout en sucreries cette fin de semaine. Il y aura une ma-

chine à bonbons géante, du maquillage et des ateliers de fabrication de gâteaux et de chocolat dans ce royaume du jouet (réservation obligatoire pour les deux ateliers au 640-0001). Aujourd'hui, l'auteure Anique Poitras y lancera même son livre *La Fée des bonbons*, dès 11 h. (550, Charest Est)

10) LE DOMAINE MAIZERETS EN FÊTE

Pour des frissons garantis, une visite du château hanté du Domaine Maizerets est de mise! Animation sur le site de 11 h à 18 h demain, avec maquillage et concours du plus beau costume. (2000, Montmorency, au 641-6335)

Écoles secondaires de la Commission scolaire des Découvreurs

École secondaire polyvalente de L'Ancienne-Lorette

1801, rue Notre-Dame, L'Ancienne-Lorette
872-9836, poste 2200

Nos programmes, concentration et profil

- Programme d'éducation internationale (PEI) – 1^{re} secondaire ***NOUVEAUTÉ***
- Programme Football – 1^{re} à 5^e secondaire
- Programme Anglais enrichi – 1^{re} à 5^e secondaire
- Concentration Piano – 1^{re} à 5^e secondaire
- Profil Actifs et en santé – 1^{re} et 2^e secondaire

Portes ouvertes : 13 novembre de 10 h à 15 h

Soirées d'information : 1^{er} et 7 novembre à 19 h 30 à la PAL et le 8 novembre à 19 h 30 au Pavillon Notre-Dame

Les examens d'admission pour le PEI et le Programme d'anglais enrichi auront lieu le 11 ou le 19 novembre.

École des Pionniers

130, rue Jean-Juneau, Saint-Augustin-de-Desmaures
878-4551

Nos programmes, concentration et profils

- Programme Défis – 1^{re}, 2^e et 3^e secondaire
- Concentration Anglais accéléré – 1^{re}, 2^e et 3^e secondaire
- Profil Sports et plein air – 3^e secondaire
- Profil Conversation anglaise – 3^e secondaire
- Profil Multisport – 3^e secondaire

Portes ouvertes : 13 novembre de 13 h à 16 h

Soirée d'information : 7 novembre à 19 h 30

École secondaire De Rochebelle

1095, avenue de Rochebelle, Sainte-Foy
652-2167, poste 151 ou 149

Nos programmes, concentration et profils

- Programme d'éducation internationale (PEI) – 1^{re} à 5^e secondaire
- Programme Langues et monde – 1^{re} à 5^e secondaire
- Concentration Art dramatique – 3^e, 4^e et 5^e secondaire
- Profil Sports – 1^{re} et 2^e secondaire
- Profil Arts d'expression – 1^{re} et 2^e secondaire
- Profil Musique – 1^{re} et 2^e secondaire

Portes ouvertes : 6 novembre de 13 h à 16 h

Les examens d'admission pour le PEI et le Profil langues auront lieu le 11 ou le 12 novembre.

École des Grandes-Marées

1505, rue de la Belle-Vue, Cap-Rouge
652-2196, poste 114

Nos concentrations

- Concentration Anglais intensif – 1^{re}, 2^e et 3^e secondaire
- Concentration Basket-ball – 1^{re}, 2^e et 3^e secondaire
- Groupes enrichis – 1^{re}, 2^e et 3^e secondaire

Portes ouvertes : 13 novembre de 13 h à 16 h



{ Croire en leur avenir ! }

Commission scolaire des **D**écouvreurs

LE SECONDAIRE PUBLIC
LA BONNE ÉCOLE

www.csdecou.qc.ca

ÉLECTIONS MUNICIPALES

VÉLOMOBILE QUÉBEC

Des cyclistes dénoncent Andrée Boucher

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN
PANormandin@lesoleil.com

■ La candidate à la mairie de Québec, Andrée Boucher, ne s'est pas fait beaucoup d'amis parmi les cyclistes en déclarant récemment son opposition au développement du réseau cyclable utilitaire. Une trentaine d'adeptes du vélo comme mode de transport ont manifesté hier pour l'inviter à revoir sa position.

Si 86 % des cyclistes de Québec enfourchent leur vélo par loisir, ils sont néanmoins 32 000 à préférer pédaler pour leurs déplacements. C'est du moins ce qui ressort du plan directeur de la Ville, publié en juin dernier. On y apprend également que 40 % de toute la population utilise un vélo. Chez les 18 à 24 ans, la proportion grimpe toutefois à 73 %.

Cette démonstration n'a pas fait changer d'idée la candidate à la mairie qui a affirmé que « Québec n'est pas Amsterdam, et il n'est absolument pas question que des enfants gâtés nous imposent leur *diktat* ».

DÉSACCORD

Vélobus Québec, qui a vu le jour le 22 septembre dernier lors de la journée sans voiture, a donc profité de la journée d'hier pour manifester son désaccord. Une trentaine de cyclistes se sont réunis à l'Université Laval avant de se diriger en groupe vers l'îlot Fleurie pour réclamer davantage de place dans les rues de Québec.

« Attention à nos cyclistes. C'est peut-être le vôtre », pouvait-on lire sur le dos d'une cycliste, enclin d'œil aux affiches invitant les automobilistes à prendre soin des enfants.

« On veut montrer que le vélo est un véhicule utilitaire comme les autres. On veut sensibiliser les automobilistes à notre existence », lance une instigatrice du mouvement, Gabriela Jakubovits.

ESPÈCE MENACÉE

Pour ce groupe, les cyclistes sont une espèce menacée à Québec. Trop peu d'automobilistes se soucient des vélos qu'ils côtoient pourtant quotidiennement dans les rues.

Gabriela Jakubovits en sait quelque chose, elle qui a récemment évité de peu un accident avec un camion... de la Ville de Québec. La jeune femme roulait le long d'un trottoir lorsque le mastodonte bleu a croisé son chemin. « Au lieu de se tasser pour me dépasser, le camion a continué tout droit en klaxonnant au dernier moment », déplore M^{me} Jakubovits. Elle remercie encore ses réflexes de lui avoir permis de sauter sur le trottoir, évitant de justesse de se retrouver coincée sous les roues du véhicule.

« Se déplacer à Québec en vélo est dangereux. Les rues ne sont pas assez larges et les automobilistes ne sont pas sensibilisés à notre présence », poursuit Gabriela Jakubovits. La manifestation d'hier s'inscrit

dans le mouvement international Masse critique — Critical Mass — qui regroupe les cyclistes de plusieurs villes dans le monde. Roulant en groupe — généralement le dernier vendredi du mois —, ils revendiquent une plus grande place aux vélos dans les rues.

Selon le plan directeur de la Ville de Québec, le réseau cyclable actuel est long de 273 kilomètres.

Seulement 40 % du réseau est hors rue, alors que 40 % est composé de bandes cyclables et 20 % de chaussées désignées. À l'exception du corridor du Littoral et de la piste longeant la rivière Saint-Charles, aucune piste ne traverse l'arrondissement La Cité.



Les manifestants revendiquent une plus grande place pour les vélos dans les rues.



VENTE 15^e anniversaire

LOT DE MANTEAUX pour homme et femme
valeur jusqu'à 499 \$

99⁹⁹ \$ 129⁹⁹ \$ 149⁹⁹ \$
Style et couleurs variés

PANTALON EN CUIR
SEULEMENT 88 \$ ET PLUS

PANTALON EN SUÈDE
lavable SEULEMENT 74 \$

JACKET EN CUIR
pour homme SEULEMENT 149⁹⁹ \$
un cuir d'agneau

JACKET POUR HOMME
avec fourrure à l'intérieur détachable SEULEMENT 99⁹⁹ \$

JACKET POUR HOMME
avec fourrure à l'intérieur détachable SEULEMENT 199⁹⁹ \$

L'Enseigne DU CUIR

GRATUIT PRODUIT D'ENTRETIEN sur présentation de cette annonce, à l'achat d'un manteau

SERVICE DE RÉPARATIONS ESTIMATION GRATUITE

Galerias Charlesbourg 622-1634
4250, 1^{re} Avenue

Black Lake
boul. Frontenac

Cours d'anglais gratuits

À l'École des langues Procole inc., chaque professeur détient un certificat professionnel en enseignement du ministère de l'Éducation du Québec. De plus, chacun détient une maîtrise universitaire en sciences de l'éducation et enseigne sa langue maternelle. La prochaine session de 6 semaines commence le mercredi 2 novembre.

Appelez aujourd'hui : 254-8201

Procole est un formateur agréé par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Emploi-Québec.

La boutique du collectionneur

TPM présente

RISK Jeu de table Risk
« Seigneur des anneaux »
49⁹⁵ \$
et tellement plus encore...

Place Fleur de Lys Québec 524-7894
Centre Innovation (Pyramide), Sainte-Foy 653-9021

Au service de vos passions... depuis 20 ans

Pot à café Java

PRIX TRÈS ACTUEL!
Quantité limitée **740 \$**

CUISINE actuelle. Place Ste-Foy 658-5879

Québec Élection municipale 2005

Je vote pour paralyser ma ville Madame B.

Je vote pour développer ma ville Monsieur Claude Larose

Confirmez votre vote

oui non

RMQ-Équipe Claude Larose

RMQ

Imprimé par Imprimeur inc. Autorisé et prévu par Jacques Tremblay, agent officiel du Réseau municipal de Québec-Équipe Claude Larose

Sortez vos orthèses.

Vous sacrifiez vos goûts pour votre confort ? Pouliot, le spécialiste des pieds depuis plus de 30 ans, peut vous aider. Dernières tendances, importations exclusives... ses maîtres-chaussiers vous offrent la plus belle et la plus vaste sélection de chaussures pour orthèses sur le marché. Faites-vous du bien, venez chez Pouliot aujourd'hui.

POULIOT
LABORATOIRE D'ORTHÈSES DU PIED

Montréal • Rimouski • Gatineau
Québec : 2990, chemin Sainte-Foy • 418 652.0100 • 1 800 363.6172

NOUVELLE COLLECTION 2006

idem L'IDÉE MEUBLES

Tout Cuir

DURAHIDE SECTIONNEL
1399⁹⁹ \$

CAUSEUSE
À PARTIR DE 799 \$

325, rue Marais, Québec 418.683.0909 • www.idemmeubles.com

LA SEMAINE POLITIQUE

ON A NOTÉ

CITATION DE LA SEMAINE

« Ça ne va pas très bien avec M. (Stéphane) Dion dans cette négociation. Et le mot "méprisant" ne suffit pas pour décrire ce que j'ai rencontré jusqu'à date, et ça me désole. »
Thomas Mulcair, en Chambre mercredi, à propos des négociations avec Ottawa sur la question des gaz à effet de serre.

ÉPHÉMÉRIDES

29 OCTOBRE 1973 Le Parti libéral de Robert Bourassa remporte les élections générales au Québec avec 54,7% des voix. Il fait élire 102 députés contre six pour son plus proche rival, le Parti québécois de René Lévesque.

30 OCTOBRE 1972 Le Parti libéral de Pierre Elliott Trudeau remporte les élections générales au Canada avec 38,5% des voix. Il fait élire 109 députés contre 107 pour ses plus proches rivaux, les Progressistes-conservateurs de Robert Stanfield.

30 OCTOBRE 1995 Tenue d'un référendum sur la souveraineté du Québec. Le dévoilement des résultats se déroule dans un climat de tension soutenue. Après avoir maintenu une légère avance pendant une bonne partie de la soirée, le Oui s'incline finalement par environ un point de pourcentage : 50,6% contre 49,4%.

31 OCTOBRE 1995 Jacques Parizeau remet sa démission en tant que premier ministre, chef du Parti québécois et député de la circonscription de L'Assomption.

1^{ER} NOVEMBRE 1987 L'ex-premier ministre du Québec René Lévesque meurt terrassé par un infarctus.

Source : « Le Bilan du siècle », Université de Sherbrooke



ANALYSE

Faire sortir le méchant



SIMON BOIVIN

SBoivin@lesoleil.com



PHOTOS ARCHIVES LE SOLEIL

► L'événement de la semaine

■ FAITS

□ Pour une deuxième fois en autant de semaines, un ministre du gouvernement Charest ferrailla avec son homologue fédéral

■ ENJEUX

□ Capacité pour le gouvernement Charest à préserver une image de bonne coopération avec Ottawa tout en s'assurant de l'évolution de dossiers importants dans le respect des compétences du Québec.

■ À SUIVRE

□ Le ministre Thomas Mulcair parviendra-t-il à s'entendre avec Ottawa avant la conférence des Nations unies sur les changements climatiques, le 28 novembre, à Montréal ?

Ceux qui connaissent le caractère bouillant du ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, n'ont pas été si étonnés de le voir vilipender son homologue fédéral, Stéphane Dion, au sujet des négociations sur la réduction des gaz à effets de serre.

question ne vienne pas la journée même où le PQ déposait une motion pour dénoncer « les visées centralisatrices et le mépris du gouvernement du Canada à l'endroit du Québec ». Une motion que le gouvernement Charest a rejetée. Il aurait probablement aimé mieux que le tout ne se déroule pas quelques heures avant l'annonce d'une entente asymétrique de 1 milliard \$ avec Ottawa sur les garderies. « On ne choisit pas quand on va se faire poser une question », analyse-t-on dans l'entourage du ministre.

Au Parti québécois, certains considèrent que Jean Charest utilise ses ministres pour faire pression sur Ottawa. « C'est de la communication, dit un député péquiste. Le gouvernement Charest a besoin d'amour, alors il veut passer pour un grand défenseur des intérêts du Québec. »

Le premier ministre Charest est bien placé pour comprendre le genre de pression que peut exercer une sortie comme celle de Thomas Mulcair. En 1992, Pierre Paradis, alors ministre de l'Environnement du PLQ, a dénoncé le « totalitarisme » d'un gouvernement central « dominateur ». Et qui se souvient du nom du ministre fédéral de l'Environnement de l'époque qui a subi les foudres de M. Paradis ? Dix points à ceux qui ont répondu Jean Charest.

ÉPINGLÉ AU BABILLARD

1

PANACHE DE PROF

Une fine étude behavioriste des deux prises de bec récentes entre Québec et Ottawa permettrait peut-être de dégager un trait caractéristique des professeurs d'université devenus politiciens. Alors que les Mulcair et Lapière déclenchaient les hostilités avec des attaques personnelles, les deux professeurs, Benoît Pelletier, à Québec, et Stéphane Dion, à Ottawa, ont refusé chacun leur tour de jeter les gants devant les caméras.

UN MESSAGE CLAIR...

Le député bloquiste Yves Lesard a trouvé la réponse à l'inextricable question du Canada anglais « What does Quebec want ? ». Le titre d'un communiqué de presse publié cette semaine ne laisse aucun doute. « Le message est clair, le Québec veut un nouveau programme de type PATA. » PATA quoi ? Programme d'adaptation pour les travailleurs âgés qui ont perdu leur emploi.

2

ENTREVUE ÉCLAIR

Erreurs de jeunesse

❑ Comme le mari de Michaëlle Jean, Jean-Daniel Lafond, votre passé vous a valu de nombreuses critiques. Que pensez-vous de toute cette controverse entourant la nomination de la gouverneure générale ?

❑ Personnellement, sur ce qui m'est arrivé, j'ai fermé la porte. Je n'y pense plus.

❑ Comme citoyen, que pensez-vous de ce qui s'est passé à Rideau Hall ?

❑ Je trouve qu'il y a des gens qui se complaisent à déterrer des cadavres. Chacun a droit à son passé. On peut évoluer par rapport à son passé, dans un sens différent ou dans le même sens. On ne doit pas porter de jugement ou se préoccuper de peccadilles.

❑ M^{me} Jean a-t-elle bien réagi, dans les circonstances, avec tout ce qu'on disait d'elle et de son mari ?

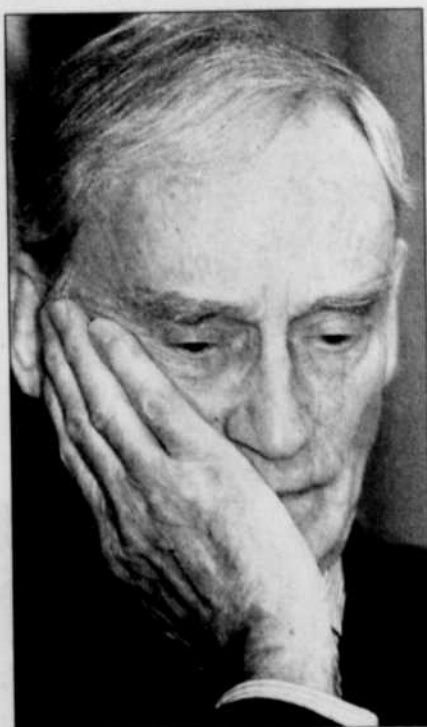
❑ On a le droit d'évoluer. Si elle est restée à son poste, c'est parce qu'elle jugeait que les accusations qu'on lui adressait n'étaient pas fondées ou n'étaient plus fondées.

❑ Et en ce qui a trait à M. Lafond, comment avez-vous perçu les attaques à son endroit, sur ses amitiés controversées avec d'anciens felquistes ?

❑ Si on avait posé le problème en s'attaquant à la fonction, en disant que la fonction de gouverneure générale est obsolète, c'est autre chose. Ce n'est pas le combat qu'on a mené. On a déterré des cadavres.

❑ Est-ce un mauvais réflexe québécois ?

❑ Je ne pense pas que ce soit québécois, c'est humain. Il y a des gens qui



Jean-Louis Roux, acteur. Il a renoncé, en 1996, au poste de lieutenant-gouverneur du Québec à la suite d'une vice-controverse soulevée par une erreur de jeunesse.

se plaisent à déterrer des cadavres, tout simplement.

❑ Que pensez-vous de la nomination de Michaëlle Jean ?

❑ Je pense que c'est une excellente nomination.

❑ Qu'est-ce qu'elle apportera au Canada ?

❑ Sa propre personnalité. M^{me} Adrienne Clarkson a déjà donné une nouvelle envergure au poste, je crois que Michaëlle Jean peut continuer dans le même sens.

Propos recueillis par Mylène Moisan

La sortie vitriolique du ministre du Développement durable contre son homologue fédéral, Stéphane Dion, cette semaine, a dû avoir l'effet d'un défolement libérateur pour M. Mulcair. Il faut bien que le méchant sorte.

Excédé par le piétinement des négociations sur la réduction des gaz à effet de serre, M. Mulcair a dit comprendre un peu mieux les motivations des souverainistes depuis qu'il fait face à M. Dion. « Le mot méprisant ne suffit pas pour décrire ce que j'ai rencontré jusqu'à date, et ça me désole », a pesté M. Mulcair en Chambre, mercredi.

Même si le gouvernement Charest se veut le champion des relations avec Ottawa, il ne se trouve pas beaucoup de députés libéraux à Québec pour lui reprocher son geste. « Peut-être que ça donne des munitions aux péquistes, souligne l'un d'eux. Mais le beau côté de la médaille, c'est que ça montre qu'on n'est pas à genoux devant le fédéral. La collaboration avec Ottawa ne peut pas se faire au détriment des intérêts du Québec. »

Ceux qui connaissent le caractère bouillant du ministre Mulcair n'ont pas été si étonnés de le voir vilipender Stéphane Dion de la sorte. Dans l'entourage du ministre, on raconte que M. Mulcair n'attendait qu'une occasion de charger.

L'agacement et la frustration du ministre apparaissent fondés, si l'on se fie aux confidences de son entourage. Lors d'une rencontre entre fonctionnaires, l'émissaire du gouvernement du Qué-

bec aurait été traité avec beaucoup de désinvolture. « Pendant sa présentation, il y en a un qui sort son coupe-ongle pour se décroter les doigts, ça bâille, les fonctionnaires chuchotent entre eux, relate un proche du ministre Mulcair. Vraiment tout pour faire comprendre que : "Ce que vous avez à dire, on s'en c..." » Et, lors d'un face-à-face ministériel, Stéphane Dion aurait traité le Québec de « quêteux ». « J'ai assisté à la plupart des réunions et le ton a toujours été cordial et il n'y a jamais eu de mépris », réplique André Lamarre, conseiller politique de M. Dion, qui rappelle qu'Ottawa reste ouvert à ratifier une entente.

Autant du côté du gouvernement du Québec que dans l'opposition, les personnes interrogées constatent que, de toute évidence, « Mulcair a été poussé à bout et il s'est laissé aller ».

Il aurait peut-être préféré que la

SUR LA ROUTE



S.O.S.

TOUCHÉ, COULÉ

Rarement une nouvelle aura-t-elle été aussi étonnante que l'entente fédérale-provinciale sur les garderies, annoncée en grande pompe hier par Paul Martin et Jean Charest. Quand la Presse canadienne, à Ottawa, a été mise au parfum des grandes lignes deux jours avant le jour J, les téléphones des journalistes politiques se sont mis à sonner à Québec, dès le lendemain. « Ils spinnent, on va spinner aussi », expliquait la source du SOLEIL, heureuse victime de cette guerre des « spins ».



UN PEU DE SOCIAL

UN PEU DE SOCIAL

Comme tous les députés, les ministres libéraux se doivent de soigner leurs électeurs, en se pointant à des activités organisées dans leur circonscription. Dimanche dernier, Julie Boulet a assisté à la messe de départ du Festival de la chasse de La Tuque, pendant que Lawrence Bergman a pris la parole au Bonaventure Lodge B'Nai Brith. La veille, Pierre Corbeil était au Salon des vins, bières et spiritueux de Val-d'Or pour un deuxième jour de suite...



DOCILITÉ OU MÉFIANCE ?

DOCILITÉ OU MÉFIANCE ?

Les jeunes libéraux débarquent au congrès de leur parti, en fin de semaine, avec l'intention d'exiger « des redevances sur l'exploitation de l'eau ». Ma foi, ce n'est pas déjà ce que promet le ministre du Développement durable ? À moins qu'ils ne commencent à se méfier de Thomas Mulcair qui dit comprendre les frustrations des péquistes depuis qu'il a maille à partir avec le vilain préféré des souverainistes, le ministre fédéral Stéphane Dion.



HOMME À TOUT FAIRE...

HOMME À TOUT FAIRE...

Une conférence de presse serait incomplète sans qu'un journaliste n'ait droit à la visite d'un spin doctor. Justement, à Rimouski, au débat du PQ sur les régions, la conférence de presse n'était pas commencée que déjà LE SOLEIL se faisait expliquer des tas de choses par un partisan de Richard Legrand. « Arrête donc de le spinner », a lancé à la blague un supporter d'André Boisclair. « J'suis tout seul pour faire la job que vous faites à 14 », s'est-il fait répliquer. Faut le dire : il y a bien du monde dans l'équipe Boisclair.



VÉRIFICATION

TOUT DOUX

Le Centre de recherche et d'information sur le Canada n'avait pas le choix. Le sondage qu'il a commandé à la firme CROP indique qu'au Québec, l'option souverainiste ne cesse de monter, année après année, depuis 2001, rafflant maintenant 49% des votes. Le score apparaît dans les tableaux remis aux médias et se retrouve au milieu d'un des communiqués. Pas dans les faits saillants. Explication d'un porte-parole : rassurez-vous, on n'essaie pas de le cacher, il y a toujours des questions sur le sujet en conférence de presse...

► La semaine politique

La page « La semaine politique » est préparée par notre équipe de journalistes et chercheur du Bureau du SOLEIL à l'Assemblée nationale. N'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions, sujets d'analyse, nouvelles brèves, chronique Sur la route ou toute autre idée de reportage.

Écrivez-nous à : anationale@lesoleil.com

Vous pouvez aussi joindre un membre de l'équipe :

Simon Boivin : SBoivin@lesoleil.com

Mylène Moisan : MMoisan@lesoleil.com

Gilbert Leduc : GLeduc@lesoleil.com

Michel Corbeil : MCorbeil@lesoleil.com

Monique Bherer : MBherer@lesoleil.com

Téléphonez-nous à : (418) 528-5666

LE MONDE DES **FONCTIONNAIRES**

Un pour deux; deux pour cinq...

Des ministères et des organismes du gouvernement du Québec viennent d'apprendre une mauvaise nouvelle de la part du Conseil du trésor. Des mauvaises langues diront que le Conseil du trésor est rarement porteur de bonnes nouvelles...

En effet, un certain nombre d'entre eux — comme les ministères des Finances, de la Sécurité publique et du



Gilbert Leduc
GLeduc@lesoleil.com

Tourisme ainsi que Revenu Québec — ont reçu la consigne de ne remplacer que deux départs à la retraite sur cinq plutôt qu'un sur deux, comme la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, l'avait décrété, au printemps 2004, au moment où elle

annonçait la volonté du gouvernement libéral de réduire de 20% les effectifs de la fonction publique d'ici décembre 2013.

Pour la première année d'application de cette mesure visant à faire passer de 74 800 à 60 100 le nombre de postes (ETC) au cours des 10 prochaines années, le Conseil du trésor avait imposé à tous les ministères et organismes un taux de remplacement de 50% des départs à la retraite au sein de leur organisation.

Le ministère de la Sécurité publique avait obtenu une dérogation lui permettant de remplacer tous les départs à la retraite du côté des agents des services correctionnels.

Depuis plusieurs années, le ministère de Jacques P. Dupuis se retrouve dans une perpétuelle situation de pénurie d'effectifs dans les centres de détention. Fréquemment, il doit recourir à des appels de candidatures dans les journaux pour en arriver à combler tous ses besoins de personnel. Dès qu'un candidat est qualifié, il se fait offrir un poste sur-le-champ.

Au printemps dernier, M^{me} Jérôme-Forget n'était pas peu fière d'annoncer que l'objectif de réduction de 926 ETC pour l'année 2004-2005 avait été fracas-



Le mouvement de grèves sectorielles relancé la semaine dernière par le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) intéresse le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).

sé. En effet, 1440 postes avaient été rayés de la carte, ce qui allait permettre à l'État de réaliser des économies récurrentes de 350 millions \$ en tenant compte, également, d'autres mesures de compression dans les dépenses de fonctionnement. Pour l'exercice budgétaire en cours, l'objectif est d'éliminer 1109 postes de plus.

Contrairement à l'année dernière, la règle du remplacement d'un départ à la retraite sur deux n'est plus appliquée de façon totale dans l'administration publique. En effet, des ministères et organismes — comme ceux mentionnés plus haut — doivent appliquer un taux de remplacement de 40% des départs à la retraite. D'autres, comme les ministères de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux, peuvent aller jusqu'à 60%.

La règle du 50% — un remplacement pour deux départs à la retraite — va continuer de s'appliquer pour des ministères comme l'Agriculture, les Pêcheries et l'Alimentation et le Développement économique, l'Innovation et l'Exportation.

Pour déterminer les nouveaux taux modulés de remplacement des départs à la retraite, le Conseil du trésor s'est inspiré des travaux de prévision de renouvellement des effectifs pour chaque exercice financier de 2005 à 2008 réalisé par les ministères et organismes.

Le Conseil du trésor a pris en compte deux variables: l'âge moyen de l'effectif régulier et les besoins de renou-

vement par classe d'emploi.

Dans certains ministères — c'est le cas à la Santé et à l'Éducation —, l'âge moyen du personnel est plus élevé qu'ailleurs dans la fonction publique. Ils seront donc confrontés, plus rapidement que les autres, à des départs massifs à la retraite. Ils pourront donc commencer à remplacer en plus grand nombre ceux et celles qui partiront.

Le Conseil du trésor a également pris en considération le fait que certaines classes d'emplois étaient plus vulnérables que d'autres et qu'il fallait s'assurer de ne pas se retrouver en pénurie après tous les départs à la retraite.

L'EFFET DES COMPRESSIONS À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Pour éviter de terminer le présent exercice budgétaire dans le rouge — un trou de l'ordre de 800 millions \$ l'attend au détour —, le gouvernement a demandé aux ministères et organis-

mes de se serrer la ceinture et de gratter le fond des tiroirs d'ici le 31 mars prochain.

Dans les organisations, les hautes autorités sont à élaborer les stratégies qui vont permettre l'atteinte des cibles de compressions budgétaires.

Il y a fort à parier que les employés à statut occasionnel vont, encore une fois, faire les frais de l'opération. Ne bénéficiant pas de la sécurité d'emploi, ils deviennent des cibles de prédilection lorsque vient le temps de sortir la hache.

Les vérifications effectuées par LE SOLEIL ne permettent pas, pour l'instant, de déterminer l'impact de la nouvelle vague de compressions.

Au ministère de la Sécurité publique, toutefois, une mesure est déjà connue: l'abolition des directions régionales de la Direction générale des services correctionnels.

C'est le sous-ministre en titre du ministère, M^r Louis Dionne, qui a informé, mercredi dernier, les membres de la Commission parlementaire de l'administration publique de cette récente décision. Le haut fonctionnaire comparait devant les députés pour rendre compte de la gestion au ministère de la Sécurité publique.

En abolissant les directions régionales, «on érase l'organigramme d'encadrement», a expliqué M^r Dionne. Il y aura donc un palier décisionnel de moins entre le centre de détention, les quatre réseaux territoriaux, la Direction générale des services correctionnels et le ministère.

La nouvelle sous-ministre associée aux services correctionnels, Johanne Vallée, a expliqué au SOLEIL qu'il sera ainsi possible d'économiser «plusieurs centaines de milliers de dollars» par année.

L'opération entraînera le déplace-

ment de gestionnaires, de fonctionnaires et de professionnels déclarés «excédentaires» vers d'autres secteurs du ministère ou ailleurs dans la fonction publique.

LE SPGQ EST TENTÉ PAR LES GRÈVES SECTORIELLES

Le mouvement de grèves sectorielles et rotatives lancé le printemps dernier et remis sur les rails la semaine dernière par le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) pourrait faire des p'tits.

En effet, le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec va examiner, au cours des prochaines semaines, la possibilité de recourir à ce moyen de pression, a indiqué la présidente du SPGQ, Carole Roberge. Jamais, dans son histoire, ce syndicat n'a eu recours à des sectorielles.

Le SPGQ compte sur trois journées de grève en banque. Le moment du déclenchement des arrêts de travail n'est pas encore déterminé. Le syndicat entend coordonner ses actions avec celles des autres camarades du secteur public.

On sent toutefois que la patience des professionnels est à bout.

En effet, M^{me} Roberge était furieuse, plus tôt cette semaine, à la suite du refus du Conseil du trésor de déposer, par écrit, ses dernières offres dans le contexte des négociations pour le renouvellement de la convention collective. Elle s'est insurgée, également, contre l'attitude de la partie patronale qui refuse de discuter de l'établissement d'un régime de retraite distinct pour les professionnels et qui veut faire une croix sur les 10 années de travaux consacrés à la réforme de la classification des emplois.

Perdus dans le tourbillon du **DIABÈTE?**
Venez y voir clair!

SALON DU DIABÈTE
SAMEDI 5 NOVEMBRE 2005
PLACE LAURIER
(en face du Future Shop - 2^e étage)

Venez vous informer sur le diabète et ses différentes facettes: alimentation, insulinothérapie, troubles sexuels, édulcorants, etc.

SUR PLACE:

- Évaluation de vos pieds en toute intimité et conseils personnalisés
- Insulinothérapie
- Rencontre avec une diététiste
- Et bien plus encore!
- Dépistage et contrôle du diabète
- Kiosque de l'Association des Diabétiques de Québec
- Plusieurs exposants

C'EST GRATUIT
Novembre, mois du diabète...
Passez donc au salon!

Les Diabétiques de Québec
2700, boul. Laurier - Tour Champlain, bur. 6250
Tél. 656-6241 diabete@bellnet.ca

LIFESCAN
ONETOUCH go change tout!

Vous y croyez.

Nous aussi!

Depuis sa création en 1998, le **CLD de Québec** a contribué à l'émergence de 4 228 entreprises et organisations. Des retombées économiques de plus de 300 M \$ et la création de 7 824 emplois.

Un développement local fort profitable!

CLD **Entreprendre ensemble**
CLD DE QUÉBEC
Centre local de développement

525 7771 www.clddequebec.qc.ca

RESTO-MUSEUM
VOODOO grill

Party de Noël
Souper & Spectacles

DJ Darryl
Tam-Tams, Baladi
Love Song Band

Maurice Charlotte
MAURICE CHARLOTTE
MAURICE CHARLOTTE

RÉSERVEZ TÔT! : 647-2000, 575 GRANDE-ALLÉE EST, WWW.VOODOOGRIILL.COM

ENTENTE SUR LES GARDERIES

Une manne pour les services sociaux consacrés à la famille

Québec sera la première province à toucher les 5 milliards \$ sur cinq ans promis par les libéraux fédéraux

RAYMOND GIROUX

RGiroux@lesoleil.com

MONTRÉAL — Une entente « sans condition » sur les garderies permettra au Québec de diriger plusieurs centaines de millions de dollars vers d'autres services sociaux consacrés à la famille.

Le document signé hier par les premiers ministres Paul Martin et Jean Charest confirme le transfert « directement au gouvernement du Québec » de la somme de 960 millions \$ entre 2006 et 2010, en plus des 165 millions \$ versés en fiducie, cette année, en attendant la conclusion de l'entente.

M. Charest n'a toutefois pas voulu préciser comment se départagera cette somme une fois atteint son objectif de 200 000 places d'ici le 31 mars 2006. Le Québec, a-t-il dit, investit toutefois déjà 1,5 milliard \$ dans ce programme, cette année.

Si sept autres provinces ont déjà signé des ententes de principe avec Ottawa sur le sujet, le Québec est la première à signer un accord qui lui permet d'accéder aux 5 milliards \$ sur cinq ans promis par les libéraux fédéraux.

Toute l'information, a-t-il dit en reprenant le contenu de l'entente, sera intégrée dans les cycles publics actuels de rapport sur ses priorités.

Québec fournira de plus au Canada toute l'information qu'il possède sur ses services de garde éducatifs, et consent à ce que le Canada la distribue aux autres provinces.

« Avec tout ce que nous avons déjà, ajoute M. Charest, ce ne sera pas difficile pour le Québec de dépenser un milliard \$ et plus dans les prochaines années pour les familles. » À son avis, l'accroissement des « coûts de système » dépasse cette somme lui seul.

« La reddition de comptes, a expliqué M. Charest en conférence de presse, se fait dans une technique que reconnaît le gouvernement fédéral » comme par l'étude des crédits, ce qui donne « une information claire, transparente, et cela va permettre au gouvernement fédéral de savoir comment l'argent est dépensé ».

« Au fond, dit-il, le fédéral prend acte de ce que nous faisons comme reddition de comptes. (...) C'est un très bon exemple de fédéralisme ».

Ce volet de l'entente permet à M. Martin d'évoquer l'importance de « la création d'un système national de garderies ». Le premier ministre a vanté à plus d'une reprise le régime québécois qui « a une longueur d'avance ».

« L'asymétrie s'applique partout, a-t-il ajouté, car toutes les provinces diffèrent de niveau d'implication et il faut le reconnaître. On veut un système qui marche et qui reconnaît les circonstances particulières de chaque province ».

À ceux qui rappellent le mauvais accueil fait dans l'opinion anglo-canadienne lors de l'accord asymétrique sur la santé, M. Martin réplique que selon lui, « cette entente sera très bien reçue partout au pays ».

« Nous avons dit dès le départ en lançant le programme que nous suivrions le modèle québécois, où se dépense la moitié des sommes consacrées à la garde d'enfants et à l'apprentissage de tout le pays ».

« Nous avons nos objectifs, mais les provinces en sont à des étapes différentes de leur développement dans ce domaine et nous en tenons compte. »



Jean Charest et Paul Martin ont signé une entente « sans condition ».

Le texte officiel de l'entente souligne que son champ d'action relève de la compétence exclusive du Québec et précise que « le Canada reconnaît que l'attribution de son financement doit s'inscrire dans le respect de cette compétence exclusive ».

Quant au ministre des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, qui a récemment eu maille à partir avec le lieutenant de M. Martin pour le Québec, Jean Lapierre, il voit dans

cette 149^e entente signée entre Québec et Ottawa depuis l'arrivée du PLQ au pouvoir, en avril 2003, « une preuve éloquente » des résultats que donnent la collaboration entre les deux paliers de gouvernement.

Ottawa avait délégué les ministres Ken Dryden et Lucienne Robillard à la signature de l'entente, mais non M. Lapierre, tandis que Carole Thériault et M. Pelletier représentaient le Québec.

Bernard Lord crie à l'injustice

■ MONCTON — Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, a dit hier qu'il était « inacceptable » que le fédéral donne plus de flexibilité au Québec qu'à sa province dans l'entente conclue hier, relative au programme national de garderies. Le Nouveau-Brunswick est une des seules provinces à ne pas avoir signé d'entente de principe avec Ottawa dans le dossier des garderies et Bernard Lord a dit espérer que le premier ministre fédéral, Paul Martin, fasse preuve de la même ouverture qu'à l'égard du Québec. L'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick sont les deux seules provinces qui n'ont pu s'entendre avec Ottawa jusqu'à ce jour. Depuis le début des négociations, le gouvernement du Nouveau-Brunswick affirme vouloir une entente « flexible », une proposition que rejette le gouvernement Martin. Lors d'un point de presse, M. Lord a dit souhaiter qu'à la suite de la conclusion d'un accord avec le Québec, le gouvernement fédéral se montrera plus « ouvert » à l'endroit du Nouveau-Brunswick. « J'espère que ça permettra de faire débloquer les choses », a déclaré M. Lord. Selon le scénario néo-brunswickois, une bonne partie des 100 millions \$ que la province recevrait serait investie pour améliorer le système de garderies actuel. Toutefois, le gouvernement Lord souhaite aussi pouvoir verser de l'argent aux parents qui font le choix de rester à la maison avec leurs enfants. PC

ARRANGEZ VOTRE CHEZ-VOUS À VOTRE GOÛT.

À la Banque Laurentienne, nous croyons que le simple fait d'être propriétaire mérite d'être récompensé. Avec une limite minimale de 20 000 \$, notre Megamarge hypothécaire vous donne rapidement accès à une somme allant jusqu'à 75 % de la valeur de votre propriété pour vous permettre de réaliser vos projets, quels qu'ils soient.

En plus, le taux d'intérêt* est moins élevé que celui de la plupart des autres produits de financement et vous remboursez à votre rythme. Comme quoi il y aura toujours des avantages à être maître chez vous.

MÉGAMARGE HYPOTHÉCAIRE

1 866 252-2088



BANQUE
LAURENTIENNE

*Taux variable pouvant être aussi bas que le taux préférentiel de la Banque Laurentienne. Le taux d'intérêt applicable variera parallèlement au taux préférentiel de la Banque Laurentienne pendant la durée du prêt. Le taux préférentiel est de 4,75 % en date du 26 octobre 2005. Sujet à l'approbation de crédit. Le taux d'intérêt accordé peut varier selon la situation financière du client. Certains frais de transactions peuvent s'appliquer. Certaines conditions s'appliquent.

Pour vous mesdames

100% laine véritable

Blondo

Jolan

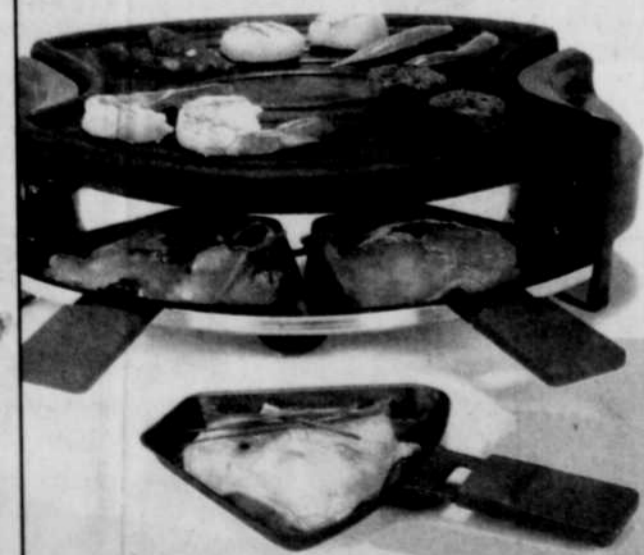
chaussure-conseil pour hommes, femmes et enfants

Bottes de qualité canadiennes avec peau de mouton véritable

Place Laurier 651-7418 Place Fleur-de-Lys 525-5755

Fondez pour la
Mini raclette
pour deux !

Design de charme pour un
tête-à-tête gourmand
44,95\$



dans le nouveau quartier st-roch
baltazar
objets urbains

1051, rue Saint-Joseph est, Québec, Q. 18 524, 1991

Dion devrait faire son travail, réplique Boisclair

L'aspirant chef du PQ prie le ministre de l'Environnement de s'abstenir de se répandre en « commentaires insipides » dans les médias

RAYMOND GIROUX
RGiroux@lesoleil.com

■ MONTRÉAL — André Boisclair a vertement rabroué Stéphane Dion, hier, en le priant poliment de faire son travail sans se répandre en « commentaires insipides » dans les médias d'information.

« Quand je lis une lettre comme celle que M. Dion a publiée, a-t-il dit, je ne peux pas m'empêcher de penser aux propos de M. (Thomas) Mulcair qui, lorsqu'il parlait de Stéphane Dion, disait à l'Assemblée nationale que le mot *méprisant* n'était pas assez fort pour exprimer le fond de sa pensée. »

Le ministre fédéral de l'Environnement a repris la plume, hier, et accusé les candidats à la direction du Parti québécois de mal assumer leurs responsabilités. « Vos débats ont surtout pris la forme d'une surenchère dans la précipitation référendaire », écrit M. Dion.

« Je pense que si M. Dion a quelque chose d'utile à faire à ce moment, c'est de s'asseoir avec Québec et de négocier une entente sur la mise en œuvre du Protocole de Kyoto. Il devrait consacrer ses énergies avec les ministres du gouvernement du Québec plutôt que de faire des commentaires insipides. »

« J'ai confiance que les Québécois vont voir dans les propos de M. Dion rien d'autre que des attaques, a-t-il dit. Ce n'est pas d'augure à faire en sorte que les Québécois changent leur perception de sa personne. »

« Il faut se consacrer sur le fond des choses, a ajouté M. Boisclair, et quand je vois le genre de débat dans lequel M. Dion tente de nous enfermer, je suis sûr que les Québécois n'y verront aucun intérêt. »

Le favori à la course à la direction du Parti québécois a brièvement rencontré la presse à son arrivée au congrès de l'autre formation souverainiste, le Bloc québécois, sur la patinoire bien glacée de l'Université de Montréal.

Seize députés du Bloc appuient maintenant la candidature de M. Boisclair contre 10 en faveur de Pauline Marois. Huit des neuf candidats ont annoncé leur présence au cours de la fin de semaine et, ironie du sort, le seul absent, Ghislain Label, est un ancien député bloquiste.

« Je vais solliciter le plus d'appuis possible, je vais travailler avec ceux qui travaillent dans les instances du Bloc québécois, du Parti québécois, a-t-il dit. Beaucoup de membres du Parti québécois sont ici et je serai bien content de les saluer. »

« J'ai beaucoup d'amis qui sont ici, j'ai une équipe fantastique de députés du Bloc qui travaillent avec moi », a ajouté M. Boisclair en soulignant en particulier le travail de Bernard Bigras.

Même s'il ne s'attend à aucune manifestation d'appui de la part du chef bloquiste, Gilles Duceppe, qui a déjà dit qu'il demeurerait neutre dans cette course, le candidat dit le considérer comme un partenaire déterminant de la souveraineté. « J'ai hâte de travailler avec lui, c'est un ami, c'est un

Les enseignants rejettent les compromis négociés

■ MONTRÉAL — Non contents de rejeter massivement les offres du gouvernement, les enseignants durcissent le ton et ont rejeté hier les compromis négociés il y a deux semaines. Le maintien des catégories pour les élèves en difficulté, le recours au boycott des activités culturelles et la diminution de la taille des groupes sont donc revenus en jeu hier dans la relance de la négociation. La quasi-totalité des 44 syndicats membres de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) — 95% — ont rejeté la proposition de Québec, qui avait pourtant presque fait l'objet d'un règlement il y a deux semaines, avant que les enseignants ne tournent abruptement les talons. *PC*

CONSEIL GÉNÉRAL DU PLQ

Charest vante son bilan

Le PM demeure imperméable devant les sondages défavorables

SIMON BOIVIN
SBoivin@lesoleil.com

Imperméable aux sondages défavorables, Jean Charest a tracé, hier, un bilan positif des réalisations de son gouvernement qu'il présente comme le champion de la famille et de la prospérité économique.

Devant quelque 800 délégués libéraux réunis en Conseil général, cette fin de semaine, à l'Hôtel Loews Le Concorde, le premier ministre a dressé une liste des engagements remplis par le PLQ depuis deux ans et demi. Que ce soit en santé, en éducation, en environnement ou en économie, M. Charest a égrené des promesses électorales qu'il a accompagnées d'un invariable: « On l'a fait! »

M. Charest a fait la part belle aux mesures d'aide à la famille. Le premier ministre affirme avoir fait plus pour elles que n'importe quel autre gouvernement au pays. Il a profité de l'annonce de l'entente avec Ottawa sur les services de garde pour souligner qu'elle reconnaît « que le Québec a droit à sa différence ». Ce sont les familles, particulièrement celles à faibles revenus, qui ont bénéficié le plus du soutien financier de son gouvernement, a repris M. Charest. « Les familles, c'est important et le PLQ va les appuyer de toutes les façons possibles », a-t-il lancé.

Il a de nouveau reconnu que les baisses d'impôt ciblées n'ont pas été atteintes, mais ajoute qu'il garde les mêmes objectifs. « On aurait aimé y aller en courant, dit-il, on va y aller en marchant. »

Accueilli, à l'extérieur du Concorde, par une centaine de syndiqués du SFPQ, du SPGQ et de la CSQ, le pre-



Jean Charest a été accueilli, à l'extérieur du Concorde, par une centaine de syndiqués du SFPQ, du SPGQ et de la CSQ.

mier ministre s'est gardé de jeter de l'huile sur le feu des négociations. « Nous visons toujours d'en arriver à des règlements négociés, a dit M. Charest, mais il faut pour cela être à la table de négociation. Pas dans la rue. »

La soirée d'hier a été l'occasion de présenter officiellement deux candidats libéraux pour les prochaines élections complémentaires. Raymond Bachand, un ancien secrétaire particulier de René Lévesque, qui a aussi été pdg du Fonds de solidarité de la FTQ et de Secor, succédera à Yves Séguin dans Outremont. L'ancien maire de Varennes, Jean Robert, associé au Parti québécois depuis belle lurette, sera quant à lui sur les rangs dans Verchères.

Les délégués en provenance des 125 circonscriptions du Québec devront débattre, aujourd'hui et demain, de

33 résolutions. Si elles sont acceptées en plénière, demain, ces résolutions pourraient en bout de ligne faire partie d'une plate-forme électorale libérale.

Parmi celles qui retiennent l'attention, la perception de redevances aux compagnies qui exploitent l'eau de source, le rejet de l'idée d'implanter des photos-radars, l'implantation de PPP à la SAQ, et des redevances sur les ressources naturelles au profit des régions.

Ce matin, le Comité de suivi des engagements électoraux fera une allocution attendue. Lors d'une sortie précédente, à Trois-Rivières, ce comité composé de militants a porté un regard sévère sur le respect de certaines promesses électorales du PLQ, notamment en ce qui concerne les baisses d'impôt.

LOTTO QUÉBEC Résultats

SUPER 7 Tirage du 2005-10-28: 02 21 23 27 29 33 41
Complémentaire: 28

W Joker Tirage du 2005-10-27: Lettre gagnante **K**
03 11 28 32 38

Catégories	Gagnants	Lots
Lettre+5/5	0	1 000 000,00 \$
5/5	0	25 000,00 \$
Lettre+4/5	2	1 000,00 \$
4/5	13	100,00 \$
Lettre+3/5	289	50,00 \$
3/5	1 105	10,00 \$
Lettre+2/5	4 386	5,00 \$
Lettre+1/5	22 927	2,00 \$
Lettre	36 426	1,00 \$

Le Mini Tirage du 2005-10-28

NUMÉROS	LOTS
393022	50 000 \$
93022	5 000 \$
3022	250 \$
022	25 \$
22	5 \$
39302	1 000 \$
3930	100 \$
393	10 \$

Extra Tirage du 2005-10-27: 481 4135

Extra Tirage du 2005-10-28: 610076 175382

PANCO Tirage du 2005-10-28: 02 09 10 13 15 19 24 27 30 34 39 41 50 55 60 62 65 66 67 70

Predictions ESSAYEZ UN NOUVEAU «POOL» DE FOOTBALL

École de diction orale communication

DERNIÈRE SEMAINE POUR VOUS INSCRIRE

DÉBUT DES COURS: 12, 14, 15, 16, 17 nov. 15 ou 30 heures, 5 semaines

VOUS APPRENDREZ À :

- Vous exprimer clairement d'une façon ordonnée
- Maîtriser votre TRAC
- Respirer, poser et projeter votre voix
- Être naturel, crédible et convaincant
- Acquérir plus d'aisance, d'assurance et de confiance
- Être performant en entrevue
- Améliorer votre langage non verbal
- Faire des présentations
- Perfectionner votre diction et votre français parlé (articulation, débit, pauses, intonation, messages téléphoniques...)

Chambre de la sécurité financière UFC
Pour information: 653-1127
Bureaux ouverts samedi et en semaine de 9 h à 16 h.

MARIE-LAURENCE NADEAU, professeur de diction

JEAN MARTIN, professeur de communication orale, Formateur agréé, Emploi-Québec

Pour les fonctionnaires provinciaux, l'École est inscrite au RAP.

RÉOUVERTURE

de notre restaurant du boul. Hamel

CREVETTES Papillon EN FÊTE

7 jours sur 7 à partir de 11,95

On s'est refait UNE BEAUTÉ... On vous attend!

- CREVETTES PAPILLON' AU VIEUX DULUTH®
- FILET MIGNON ET CREVETTES PAPILLON'
- BROCHETTE DE POULET ET CREVETTES PAPILLON'
- FILET MIGNON (DE PORC) ET CREVETTES PAPILLON'
- FILET DE SAUMON ET CREVETTES PAPILLON'
- CREVETTES AU GRATIN
- ESCARGOTS

Entrée au choix 11,99 2 pour 1

VIEUX DULUTH®

DEPUIS 1982
APPORTEZ VOTRE VIN ET/OU BIÈRE

Réservez pour votre party de Noël maintenant!

371, Soumande Vanier 681-7274 | 475, route du Pont St-Nicolas 831-5551 | 5079, boul. Hamel Québec 871-7070 | 5790, boul. Étienne-Dallaire Lévis 835-6668

20% SUR TOUT EN MAGASIN

jusqu'à mardi le 1^{er} novembre

AVALANCHE

Le plus grand choix de vêtements de ski au Québec

MONT STE-ANNE 10930, boul. Sainte-Anne 418.827.3108 | QUÉBEC 3930, boul. Hamel 418.877.5584

Également disponible: Raymond Lamontagne, 5699, rue Saint-Georges, Lévis.

MONT-TREMBLANT 296, route 117, Saint-Jovite | BROMONT Les Sommets de Bromont 86, boul. Bromont | SAINT-SAUVEUR 22-8, rue de la Gare

www.avalancheskiwear.com

TERRITOIRES INNUS

Un nouveau négociateur prend le dossier en charge

STEEVE PARADIS

Collaboration spéciale

BAIE-COMEAU — Nommé mardi négociateur fédéral en chef dans le dossier des négociations territoriales des communautés innues du Québec, Gilles Thériault espère relancer au plus tôt ces négociations, pratiquement au neutre depuis près de deux ans, et les reprendre où elles étaient.

« J'entame mon mandat avec l'objectif d'en arriver à la signature d'un traité le plus rapidement possible. Je crois que nous sommes rendus au stade où les parties veulent mener la négociation à terme, sans toutefois fixer d'échéancier », a indiqué M. Thériault en entrevue avec LE SOLEIL. J'ai hâte de discuter de la reprise des négociations avec les autres interlocuteurs. »

Pour l'instant, M. Thériault n'a toutefois pas d'interlocuteurs du côté du Québec, car le gouvernement n'a toujours pas nommé de successeur à Louis Bernard, qui tente présentement sa chance dans la course à la direction du Parti québécois.

Le négociateur fédéral se dit très emballé par le défi qui l'attend. Afin de mieux connaître les neuf communautés innues avant la reprise des palabres, il compte les visiter au cours des prochaines semaines car, dit-il à la blague, il ne souhaite pas occuper ce poste pendant 10 ans. « Je n'ai pas en-

core pu parler à tous les chefs, mais j'ai cru comprendre une volonté de reprendre rapidement les négociations », a lancé M. Thériault, qui se dit confiant que les démarches juridiques de certaines communautés, comme Betsiamites, n'enrayent pas définitivement le processus.

« J'ai un profond respect pour les Premières Nations, mais je suis aussi très sensible aux préoccupations des non-autochtones, a-t-il poursuivi. J'ai la volonté à ce que toutes les parties intéres-

sées dans ces négociations soient partie prenante dans les décisions et qu'elles y trouvent leur compte. »

EXPÉRIENCE

Âgé de 56 ans et originaire de Baie-Sainte-Anne, un village de pêcheurs du Nouveau-Brunswick, Gilles Thériault a surtout fait carrière dans le monde des pêches, notamment comme directeur général de l'Union des pêcheurs des Maritimes et président d'un cabinet de consultants dans le

développement des pêches

Plus récemment, M. Thériault était négociateur fédéral dans l'affaire Marshall, qui découlait d'un jugement de la Cour suprême donnant aux nations micmac et malécite des Maritimes et de la Gaspésie le droit de pratiquer la pêche commerciale. Ce dossier avait notamment conduit à la crise de Burnt Church, où pêcheurs blancs, autochtones et fonctionnaires fédéraux s'étaient affrontés. « L'affaire Marshall, qui s'est

conclue positivement et qui procure aujourd'hui beaucoup d'harmonie dans les communautés impliquées, devrait me servir comme expérience », a souligné M. Thériault, avouant au passage qu'il lui reste encore à assimiler quelques aspects du nouveau dossier qu'il a accepté de piloter.

« Je suis bien au fait du processus de négociations et des revendications territoriales globales autochtones et j'espère contribuer de façon positive à l'avancement de ce dossier. »

Un candidat libéral au long passé souverainiste

MONTRÉAL (PC) — Raymond Bachand, le candidat du Parti libéral du Québec (PLQ) dans la circonscription d'Outremont aux prochaines élections partielles, bien connu pour sa longue feuille de route souverainiste, est maintenant animé par une triple conviction.

Primo: les dernières années ont clairement démontré que le Québec peut très bien se développer dans le cadre fédéral actuel. *Secundo*: le Parti libéral du Québec est le parti le plus ouvert aux discussions à mener sur les grands enjeux et à y trouver des solutions favorables au développement économique. *Tertio*: la dernière chose dont le Québec a besoin est d'un autre débat constitutionnel.

Raymond Bachand a œuvré avec René Lévesque

M. Bachand, âgé de 58 ans, a œuvré auprès de René Lévesque à titre de secrétaire particulier de 1979 à 1981 après avoir été chef de cabinet, pendant deux ans, auprès du ministre du Travail et de la Main-d'œuvre,

Pierre-Marc Johnson. Il avait auparavant fait du travail d'organisation pour le Parti québécois dans différentes régions pendant une dizaine d'années.

Depuis la mise en place du Fonds de solidarité du Québec (FTQ), en 1994, il y a été associé pendant sept ans, dont les quatre dernières années à titre de président-directeur général, jusqu'à 2001. Il est actuellement associé et président de Secor conseil.

Au cours de la conférence de presse tenue hier pour annoncer son geste, le candidat libéral a soutenu que le Québec « a tout l'espace voulu pour se développer dans le cadre fédéral actuel ».

« Ce dont le Québec a besoin aujourd'hui n'est pas d'un débat constitutionnel. Ce dont il a besoin est de trouver les solutions qui vont assurer le développement économique au cours des prochaines années. C'est ce développement économique qui va protéger notre système de justice sociale », a-t-il fait valoir.

Négligeant de son propre aveu les conseils fournis par les spécialistes en communication, M. Bachand a longuement expliqué les facteurs qui lui ont fait changer son analyse politique du Québec.

Selon lui, les Québécois francophones désireux d'accéder à des postes de commande ne sont plus victimes de discrimination systémique, mais sont jugés sur leurs compétences; l'éducation et le travail se font en français, les femmes ont acquis un statut égalitaire, le Québec est devenu un État moderne, malgré ses problèmes de financement. « C'est drôle, tout ça dans le cadre de la fédération canadienne, contre lequel il faut se battre. Ce n'est jamais facile, personne ne va faire de cadeau. Il faut prendre sa place. On a tout l'espace voulu pour se développer dans le cadre fédéral actuel », a-t-il lancé.

Son seul commentaire sur la FTQ et son leader Henri Massé a été de signaler que les chefs syndicaux, au cours des négociations du secteur public, « doivent défendre les intérêts de leurs membres, mais le gouvernement, lui, doit défendre l'intérêt collectif ».



LE PLUS GROS SHOW DE L'ANNÉE!

DEMAIN 19H30

LE GALA DE L'ADISQ

UN SPECTACLE EN DIRECT PRÉSENTÉ EN HAUTE DÉFINITION

WWW.RADIO-CANADA.CA/TELEVISION

RADIO-CANADA
VOUS ALLEZ VOIR.

MON FÉLIX À MOI

MARIE-CHRISTINE TROTTIER REÇOIT LES LAURÉATS

DEMAIN artv
APRÈS LE GALA DE L'ADISQ

LE MONDE

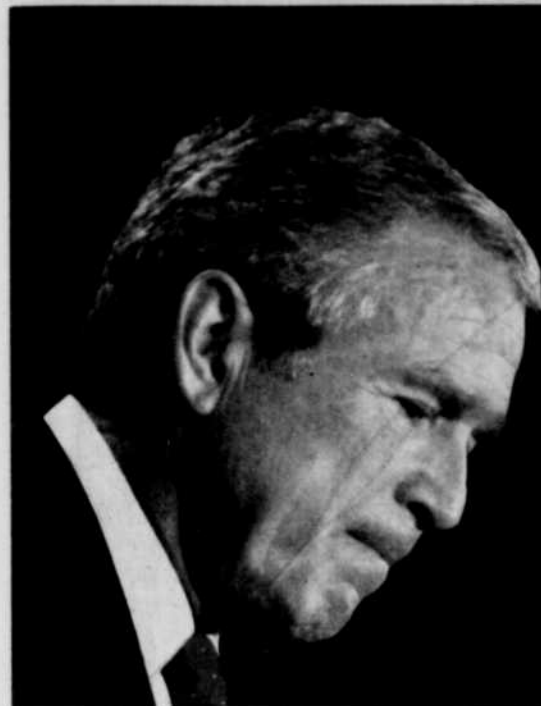


SAINTE-FOY
2551, LALONDE
St Yves, cottage 4 cc, renove
de la cave au grenier, garage
P.D. 479 0005
VOIR AUTRE ANNONCE PAGE E 9

HÉLÈNE LAUZIER REMAX 1^{er} CHOIX H.L.
COURTESY REALTOR ASSOCIATE 687-3211



◀ UNE PLACE DE CHOIX POUR L'ADIEU DE ROSA PARKS A 25
L'ONU CONDAMNE LES PROPOS DU PRÉSIDENT IRANIEN A 24 ▶



Jour noir à la Maison-Blanche

« Scooter » Libby mis en accusation pour son rôle dans le « Plamegate »

■ WASHINGTON (AFP et AP) — L'administration Bush a subi hier un revers sans précédent avec l'inculpation de Lewis Libby, directeur de cabinet du vice-président Dick Cheney, accusé d'avoir entravé une enquête sur une « fuite » visant à faire taire une critique de la guerre en Irak.

Libby a démissionné aussitôt après l'annonce de son inculpation pour entrave à la justice, parjure et faux témoignage. Dans un communiqué, il s'est dit persuadé qu'il sera complètement et totalement disculpé dans cette affaire connue sous le nom de *Plamegate*, du nom de Valerie Plame, l'agente de la CIA dont le nom avait été révélé au grand jour. « J'ai assumé mes responsabilités honnêtement et sincèrement, dont celles concernant cette enquête. C'est avec regret que je me mets de côté de ces fonctions aujourd'hui », a-t-il indiqué. Il va toutefois « contester les accusations », a réagi Dick Cheney, en disant regretter profondément sa démission.

Le président George W. Bush lui a également rendu hommage, soulignant que Libby avait « fait beaucoup de sacrifices » et qu'il avait servi durant « des périodes extraordinaires dans l'histoire de notre nation », tout en rappelant les principes de la présomption d'innocence.

« Scooter » Libby, 55 ans, a été inculpé « pour avoir menti sur la façon dont il a appris en 2003, puis transmis à des journalistes, des informations alors secrètes sur l'emploi de Valerie Plame à la CIA », a expliqué le procureur indépendant Patrick Fitzgerald. Il risque jusqu'à 30 ans de prison et une amende de 1,25 million \$.

« Le conseiller du président, lui, n'a pas été inculpé, mais cette décision ne signifie pas que Karl Rove soit tiré d'affaire. Le plus proche des conseillers présidentiels devra continuer à collaborer avec la justice, après avoir déjà témoigné à quatre reprises devant le Grand Jury fédéral.

Fitzgerald cherche depuis décembre 2003 à savoir qui a divulgué à la presse l'identité de l'agente de la CIA Valerie Plame, dont le mari, Joseph Wilson, un ancien ambassadeur, s'était publiquement interrogé sur de « faux prétextes » invoqués par l'administration Bush pour envahir l'Irak en mars 2003.

Wilson soutient que la Maison-Blanche a voulu le discréditer en laissant entendre qu'il n'avait dû qu'à sa femme, spécialiste des armes de destruction massive à la CIA, l'obtention d'une mission d'enquête au Niger sur l'existence d'un trafic nucléaire avec l'Irak. Il avait conclu qu'un tel trafic n'existait pas, et estime qu'on a délibérément exagéré la menace de l'arsenal de Saddam Hussein.

« Cette affaire est plus importante qu'une fuite d'informations hautement confidentielles. Il s'agit de la façon dont la Maison-Blanche de Bush a fabriqué et manipulé le renseignement pour argumenter en faveur de la guerre en Irak et pour discréditer quiconque osait s'opposer au président », a commenté le chef du groupe démocrate au Sénat, Harry Reid.

CHENEY MENACÉ

Dick Cheney lui-même pourrait être menacé par l'enquête. Il est l'un de ceux qui ont informé Libby en juin 2003 sur l'identité de M^{me} Plame. Interrogé à ce sujet, le procureur Fitzgerald a indiqué hier en conférence de presse qu'il « ne parlait pas des gens qui ne sont pas accusés ».

Au cours de son enquête, Patrick Fitzgerald a interrogé plusieurs responsables gouvernementaux, ainsi que des journalistes qu'il a contraints de livrer leurs sources — jusqu'à envoyer en prison Judith Miller, du *New York Times*, pendant 85 jours avant qu'elle n'accepte de témoigner.

L'ambassadeur Wilson a affirmé hier qu'il s'agissait d'un « triste jour pour l'Amérique ». « Quelle que soit l'issue de l'enquête et de la procédure, je continue de penser que révéler l'identité secrète de ma femme, Valerie Plame, était très mauvais et dommageable à notre pays et j'estime que ma famille a été attaquée parce que j'ai dit la vérité sur des événements qui ont mené notre pays à la guerre » en Irak.



Lewis « Scooter » Libby, directeur de cabinet du vice-président Dick Cheney, a été mis en accusation hier pour entrave à la justice, parjure et faux témoignage. Il risque jusqu'à 30 ans de prison.

À lire

- Riffi au « New York Times » A 22
- L'histoire de l'affaire Plame-Wilson A 22
- Le procès de la guerre en Irak A 23
- Quelques scandales célèbres aux États-Unis A 23

L'ombre du vice-président

WASHINGTON (AP) — C'est dans une grande discrétion que s'est faite l'ascension de Lewis « Scooter » Libby jusqu'au sommet des coulisses du pouvoir américain. La chute n'en est que plus brutale pour celui qui se retrouve désormais sous les projecteurs de l'actualité la plus brûlante après les avoir si ostensiblement évités.

Cet avocat de 55 ans, formé à la Columbia University de New York, est un spécialiste en politique étrangère, expérience acquise en tant que conseiller au Pentagone et au département d'État.

Fidèle d'entre les fidèles du vice-président Dick Cheney, dont il était jusqu'à hier le directeur de cabinet, Libby est connu sous le surnom de « Cheney's chency ». Il était son homme de l'ombre, son âme damnée, son éminence grise, celui qui réglait tous les problèmes.

« Scooter » est à Cheney ce que Cheney est à Bush », explique l'ancienne assistante du vice-président, Mary Matalin.

Le surnom que porte Libby, ce « Scooter » quelque peu incongru pour un homme si puissant, lui vient de son père, parce que quand il était bébé il ne tenait pas en place. Ce petit nom lui est resté, son propriétaire affirmant en plaisantant qu'il empêchait Washington de le prendre trop au sérieux...

Avec son double casque de conseiller de Bush et de directeur de cabinet de Cheney, Libby jouissait d'une influence considérable et était au courant de tous les aspects de la politique de la Maison-Blanche, en particulier la sécurité nationale. Expert sur la sécurité intérieure et les armes de destruction massive avant même le 11 septembre 2001, il avait utilisé cette expérience pour mettre en forme la politique de l'administration Bush après les attentats contre le Pentagone et le World Trade Center.

Voir VICE-PRÉSIDENT en A 22 ▶

Karl Rove échappe aux accusations pour le moment

PARTICIPEZ À NOTRE CONCOURS : *La fête des récoltes*

12 600\$ en prix à gagner

soit, un bon d'achat de 5 000\$ chez Tanguay et 152 bons d'achats, d'une valeur de 50\$ chacun, valides dans toutes les succursales Le Jardin Mobile, pour une valeur de 7 600\$

(1 bon d'achat de 50 \$ par semaine, par succursale, durant 8 semaines)

Les coupons de participation et les règlements du concours sont disponibles dans toutes nos succursales de Jardin Mobile.

De plus, durant ce concours, procurez-vous LE SOLEIL au prix de 47¢ taxes incluses, les SAMEDIS 29 octobre et 5 novembre 2005, dans toutes les succursales Le Jardin Mobile.

Chou-fleur
de la Californie
gros chou #12
catégorie no 1

97¢ chacun

Une impressionnante sélection
de courges et de citrouilles

Bananes
importées

27¢ la livre

Ananas
GOLDEN RIBE
mûrs sur le plan
premier mangier
du Costa Rica

1.97\$

Poires « Bartlett »
des États-Unis
prémiales
catégorie no 1

97¢ la livre

La fête des récoltes
avec Le Jardin Mobile en collaboration avec Tanguay

Participez à notre concours en complétant ce coupon et en le déposant dans les boîtes prévues à cette fin dans une des succursales de Jardin Mobile, avant 21 heures, dimanche le 6 novembre 2005. Vous pourrez ainsi mériter un bon d'achat, d'une valeur de 5000 \$, valide chez Tanguay ou l'un des 152 bons d'achats de 50\$ chacun, valide dans toutes les succursales de Jardin Mobile. Les règlements de participation de ce concours sont disponibles dans toutes les succursales de Jardin Mobile.

NOM _____
ADRESSE _____
RESIDENCE _____
CODE POSTAL _____
BUREAU _____

Champignons frais
entiers blancs de l'Ontario
catégorie no 1

97¢ contenant de 227 g

Mimicitrouilles
du Québec
catégorie no 1

97¢ chacune

Spéciaux valides jusqu'au lundi 31 octobre 2005, dans toutes nos succursales. Ouvert 7 jours, 7 soirs de 9h à 21h. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Photos à titre indicatif seulement.

« PLAMEGATE »

Guerre civile au « New York Times »

La couverture du dossier irakien par Judith Miller au centre du tourbillon

GILES HEWITT
Agence France-Presse

■ NEW YORK — Les partisans et les détracteurs du *New York Times* ont observé avec horreur et fascination, cette semaine, l'éclatement d'une guerre civile au sein de la rédaction du quotidien, à propos de sa journaliste Judith Miller, celle-là même qui a fait 85 jours de prison cet été pour avoir refusé de dévoiler ses sources dans l'enquête sur le « Plamegate ».

La dispute interne, étalée dans les colonnes du grand quotidien, touche des sujets sensibles comme la couverture par le *Times* de la guerre en Irak ou le contrôle éditorial du journal, provoquant des scissions profondes au sein de la rédaction.

Au centre du tourbillon, la journaliste Judith Miller, 57 ans, considérée tantôt comme un reporter sans scrupules qui a gravement entamé la crédibilité du journal, tantôt comme la championne de la liberté d'expression qui a préféré être incarcérée plutôt que de compromettre ses sources.

La crédibilité de la journaliste qui a été emprisonnée pour avoir refusé de dévoiler ses sources mise en doute

Elle s'est elle-même surnommée Miss folle furieuse. Détenu pendant 85 jours cet été, Miller, Prix Pulitzer 2002, avait d'abord reçu le soutien de sa rédaction pendant sa détention, notamment celui du grand patron Arthur Sulzberger Jr.

Mais, depuis sa libération, journalistes et responsables de la rédaction l'ont désavouée publiquement, estimant qu'elle n'avait pas été honnête avec sa propre rédaction à propos de sa source, qu'elle a fini par révéler. Trois rédacteurs du quotidien l'ont dépeinte, à la une, comme une « semeuse de zizanie » avec laquelle « certains collègues refusent de travailler ».

Dans un courriel au personnel, le directeur de la rédaction, Bill Keller, a estimé que M^{me} Miller semblait « avoir

trompé » le responsable du bureau de Washington qui lui avait demandé si elle connaissait l'identité de l'espion démasqué, Valerie Plame.

Parmi ceux qui décochent les flèches figure aussi la chroniqueuse Maureen Dowd qui a publié une critique dévastatrice sur sa collègue. Sous le titre « Femme de destruction massive », elle dénonce le manque de discernement de la journaliste, quand elle avait relayé les affirmations de la Maison-Blanche sur l'existence d'armes de destruction massive en Irak.

En mai 2004, le journal avait admis dans un long *mea-culpa* avoir parfois manqué de rigueur dans sa couverture de l'avant-guerre en Irak, reconnaissant avoir été trompé par de fausses informations transmises par des exilés irakiens soucieux de voir disparaître le régime de Saddam Hussein. Cinq des six articles en cause étaient signés ou cosignés par M^{me} Miller.

Mais en dépit du *mea-culpa*, ce scandale a profondément affecté le journal, considéré comme un quotidien de référence aux États-Unis.

Dimanche dernier, Byron Calame, le médiateur qui représente les lecteurs du journal, est allé jusqu'à suggérer que Miller quitte le quotidien.

Hier, Arthur Sulzberger a affirmé que son journal avait mis trop de temps à corriger les reportages indiquant que l'Irak s'était doté d'armes de destruction massive. Mais il ajoute que sa journaliste Miller n'avait pas l'entière responsabilité de l'erreur. « Ce fut une erreur institutionnelle. »

Le journal avait traversé une crise similaire en 2003, quand un de ses jeunes journalistes Jayson Blair avait inventé plusieurs articles.



De nombreux véhicules des services secrets étaient stationnés devant la Maison-Blanche, cette semaine.

VICE-PRÉSIDENT

Suite de la A 21

Libby et Cheney se sont connus au Pentagone lorsque l'actuel vice-président américain était ministre de la Défense de George Bush père. En 2000, Libby conseilla ainsi Cheney pour la campagne présidentielle avant de le suivre à la Maison-Blanche.

Pour ceux qui les côtoyaient, le tandem Libby-Cheney était une paire très cérébrale, et Libby ne se gênait pas pour donner son avis quand il voyait les choses d'une autre manière que son patron.

Tout en grimant les échelons, Libby laissait en parallèle vivre sa créativité : il publia en 1996 un roman salué par la critique, *The Apprentice*, une histoire exotique et romanesque qui

se déroule en 1903 au Japon. « Je rêve parfois de devenir simplement un écrivain, assis quelque part en Crète à boire des vins au nom bizarre », déclarait-il au *New York Times* en 2002.

Mais il continua d'assumer son écrasant travail. Il se trouvait avec Cheney lorsque ce dernier fut enfermé dans un endroit secret juste après les attentats de 2001. Puis devint, toujours aux côtés de son patron, l'âme derrière la marche à la guerre en Irak.

Il prépara notamment un épais dossier argumenté sur la nécessité d'envahir l'Irak à cause des armes de destruction massive présumées de Saddam Hussein. Ce document aurait ensuite été la base de la défense de la position américaine présentée par le chef de la diplomatie Colin Powell devant l'ONU.

Le « Plamegate »

□ L'affaire Plame-Wilson est une histoire de trahison de l'identité d'un agent de la CIA, Valerie Plame, qui aurait été divulguée pour discréditer son mari, Joseph Wilson, un ancien ambassadeur ayant mis en cause la justification de la guerre en Irak. Il est interdit aux États-Unis de démasquer « intentionnellement » un agent secret.

□ Un procureur indépendant, Patrick Fitzgerald, a été chargé en décembre 2003 d'enquêter sur cette « fuite » ayant permis d'identifier l'agent.

□ Le nom de Valerie Plame avait été évoqué dans une poignée d'articles de la presse américaine citant des sources anonymes de l'administration Bush.

□ L'affaire avait commencé le 6 juillet 2003 avec une tribune de Joseph Wilson, publiée dans le *New York Times*. Ce spécialiste de l'Afrique s'est rendu au Niger à la demande de la CIA en février 2002 pour enquêter sur un éventuel trafic nucléaire entre le Niger et l'Irak. Wilson accusait l'administration d'avoir manipulé les informations du renseignement « pour exagérer la menace irakienne », y compris les conclusions de son propre rapport dans lequel il niait tout trafic nucléaire entre le Niger et l'Irak.

□ Le 14 juillet 2003, l'éditorialiste conservateur Robert Novak avait minimisé les accusations. Citant « deux hauts responsables de l'administration » anonymes, il laissait entendre que l'ex-ambassadeur n'avait dû sa mission au Niger qu'à l'intervention de sa femme, agent de la CIA, dont il révélait l'identité.

□ Un journaliste de l'hebdomadaire *Time*, Matthew Cooper, avait évoqué lui aussi le couple Plame-Wilson. Il a publiquement indiqué qu'il s'était entretenu de ce couple avec Karl Rove, le stratège politique du président George W. Bush.

□ Une journaliste du *New York Times*, Judith Miller, qui n'avait pas consacré d'article à l'affaire mais qui était soupçonnée d'avoir évoqué le sujet avec ses sources, a passé 85 jours en prison, entre juillet et septembre, pour avoir refusé de dévoiler celles-ci à la justice. Elle a finalement reconnu avoir parlé du couple Plame-Wilson avec le directeur de cabinet du vice-président Dick Cheney, Lewis Libby, ainsi qu'avec d'autres personnes qu'elle n'a pas nommées.



uRRRRgent!

Recycler
Réemployer
Réduire

Pourquoi jeter quand on peut réemployer ?

Vous avez reçu ou recevrez sous peu votre bottin du réemploi, plein d'adresses et de renseignements utiles.

CONSULTEZ-LE. CONSERVEZ-LE !

Communauté métropolitaine de Québec

www.pgmr.info

Volez en première classe. À chaque fois.

Les Saab 2006 sont arrivées



saabcanada.com



Saab 92X TI Sport à hayon 2006

À partir de 25 900\$* PDSF



La nouvelle Saab 93 CombiSport 2006

À partir de 36 400\$* PDSF

Arrive bientôt



Saab 93 berline sport

À partir de 34 900\$* PDSF

Louez pour 399\$* mensualisation de 48 mois 3280 \$ comptant

Taux de location 2,9%



Saab 95 berline 2006 redessinée

Arrivée prévue : fin de l'automne 2005



Saab 97X VUS 2006

À partir de 50 900\$* PDSF

*PDSF est le prix de détail suggéré par le fabricant. Le PDSF pour le modèle Aero de la Saab 9-3 berline sport est 41 900 \$. Les modèles Aero pour les Saab 9-5 berline et Saab 9-7X VUS ne sont pas disponibles au Canada. Offre basée sur la location de 48 mois d'une Saab 93 berline sport 2006. Un acompte ou un échange d'une valeur minimum de 3280 \$ est requis pour des mensualités de 399 \$. Aucun dépôt de sécurité n'est exigé. Le taux d'intérêt annuel est de 2,9 %. Sur approbation du crédit GMAC. L'obligation totale est de 22 451 \$. L'option d'achat au terme de la location est de 15 154 \$. Taxes en sus. D'autres options de location sont disponibles. *Le transport (1180\$), la taxe sur la climatisation (100 \$), l'IVT à la fin de la location, la TPS, la TVQ, l'assurance, l'entretien, les frais d'administration, les frais de livraison à l'inscription au RDPRM, les droits et l'équipement optionnel sont en sus. Les détaillants peuvent vendre à moindre prix. ** Les offres s'appliquent aux modèles neufs ou de démonstration 2006 suivants : Saab 93 berline sport provenant des stocks des détaillants et livrés le ou avant le 31 janvier 2006. Un échange entre détaillants peut être nécessaire. L'offre est réservée aux clients de détail et aux clients de parc admissibles. Voyez un détaillant, visitez saabcanada.com ou composez le 1 888 888-SAAB pour les conditions et les détails. L'étude Euro NCAP évalue des variantes européennes des modèles, auxquelles elle attribue des notes allant de une à cinq étoiles, la cote cinq étoiles représentant les meilleures performances aux essais. Les Saab 9-3 2004 ont obtenu la plus haute distinction en matière de protection contre les impacts frontal et latéral, avec une note de cinq étoiles sur ses essais de collision Euro NCAP. Date des évaluations : novembre 2002 (Saab 9-3). Les modèles Saab vendus en Europe et ceux vendus ailleurs dans le monde peuvent présenter des différences. Pour plus d'information visitez www.saabcanada.com.

Saturn Saab de Lévis

4585, boul. de la Rive-Sud
Lévis
835-1888

Saturn Saab de Québec

765, rue Marais
Québec
681-5777

« PLAMEGATE »

La guerre en Irak sur le banc des accusés

PASCAL RICHE
© Libération

■ WASHINGTON — On pourrait appeler cela « la malédiction mésopotamienne ». Pour George W. Bush, la guerre en Irak est à la fois sa chance et son infortune.

Sa chance, parce qu'elle l'a aidé à se définir. « Je suis un président de guerre », déclarait-il pendant la campagne. Et elle a probablement assuré sa réélection, les Américains détestant changer de général au milieu d'une bataille. Mais la guerre ne cesse de le hanter. Mal justifiée, mal préparée, elle mine son second mandat.

En inculquant hier Lewis « Scooter » Libby, 55 ans, le directeur de cabinet du vice-président Dick Cheney, la justice fédérale américaine vient de donner le coup d'envoi à un procès qui risque d'empoisonner l'administration Bush pendant de longs mois.

Car au-delà de Libby, c'est l'ensemble de la préparation de la guerre en Irak qui sera au cœur du procès. Pour le président, qui avait juré en 2000 qu'il « restaurerait l'honneur et l'intégrité à la Maison-Blanche », c'est un nouveau coup dur qui s'ajoute, un an après sa réélection, à une longue liste.

LA MANIPULATION

Si l'affaire Wilson a pris tant d'ampleur dans les médias américains, ce n'est pas parce que la couverture d'un agent de la CIA a été « grillée ». C'est parce qu'elle est au cœur des contrevérités qui ont conduit à l'invasion de l'Irak.

L'espionne Valerie Plame a été prise pour cible par la Maison-Blanche parce que son mari avait eu l'impudence de dénoncer la manipulation des renseignements. L'enquête du procureur Patrick Fitzgerald vient jeter une lumière crue sur le vent de panique qui a saisi l'administration lorsque l'ancien ambassadeur Joe Wilson a menacé de faire tomber le château de cartes qui a servi à justifier la guerre. Lorsque l'on recourt à des moyens criminels pour protéger un secret, c'est souvent que le secret lui-même est criminel.

Aujourd'hui, alors que le nombre de soldats tués en Irak a dépassé la barre des 2000, seule une minorité d'Américains considère encore que la guerre valait la peine d'être menée. La majorité juge désormais qu'elle était une erreur. Ce basculement de l'opinion a

entraîné une déflagration au sein du propre camp de George W. Bush. Des républicains modérés, qui jusque-là rongeaient leur frein en silence, n'hésitent plus à décocher leurs flèches.

La semaine dernière, le colonel Larry Wilkerson, ancien directeur de cabinet de Colin Powell lorsque ce dernier était secrétaire d'État, a accusé les faucons de l'administration d'avoir pris des décisions « en secret » pour lancer le pays dans la guerre : « Ce que j'ai vu, c'était une cabale entre le vice-président des États-Unis, Richard Cheney, et le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, sur des questions cruciales, qui a pris des décisions dont la bureaucratie n'était pas informée. »

Cette semaine, dans une entrevue au *New Yorker*, c'était au tour de Brent Scowcroft, ancien conseiller à la Sécurité nationale et ami proche de George Bush père, de livrer brutalement ce qu'il a sur le cœur. L'Amérique, accuse-t-il, paye les conséquences d'une « espèce d'utopisme révolutionnaire. Comment les néoconservateurs apportent la démocratie à l'Irak? Vous envahissez, vous menacez, vous faites pression, vous évangélisez ».

Et, selon lui, la guerre « devait faire partie de la guerre au terrorisme, mais c'est l'Irak qui nourrit le terrorisme ». Il s'étonne de « ne plus reconnaître » Dick Cheney, son ami de 30 ans.

LA DROITE GROGNE

Les déboires irakiens, auxquels s'est ajouté le fiasco qui a suivi l'ouragan Katrina, ont tellement affaibli George W. Bush que sa propre base politique, la droite religieuse, peut monnayer son appui. Exigeant la nomination d'un « dur » à la Cour suprême, elle vient de torpiller le premier choix de Bush, sa conseillère Harriet Miers. Cible d'une campagne de dénigrement particulièrement violente, Harriet Miers a jeté l'éponge jeudi.



Les déboires irakiens, auxquels s'est ajouté le fiasco qui a suivi l'ouragan Katrina, ont tellement affaibli George W. Bush que sa propre base politique, la droite religieuse, peut aujourd'hui monnayer son appui.

De leur côté, les experts et chroniqueurs néoconservateurs ne ménagent plus leurs critiques, allant jusqu'à réclamer la démission de l'un de leurs anciens alliés, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld.

Dans d'autres circonstances, l'inculpation de Libby pourrait être considérée comme un moindre mal pour l'administration Bush, un simple fusible qui saute. Mais une malédiction ne s'évanouit jamais si facilement et l'affaire ne fait, en réalité, que commencer.

« Scooter » Libby n'est pas un obscur fonctionnaire, c'est un des personnages au cœur de la galaxie néoconservatrice, de la préparation de la guerre, et Dick Cheney n'est pas loin derrière.

Le procès qui s'ouvre risque d'être explosif. Comme le constatait sur un plateau de télévision David Gergen, ancien conseiller de quatre présidents (Nixon, Ford, Reagan, Clinton), « c'est en réalité la préparation de la guerre qui va être en procès ».

► Scandales célèbres

L'affaire Plame—Wilson est de même nature que les scandales les plus célèbres ayant mis en cause la Maison-Blanche, du Watergate à l'affaire Monica Lewinsky, en passant par le scandale Irangate sous Reagan.

□ En août 1994, Kenneth Starr, ancien avocat de la Maison-Blanche sous la présidence républicaine de George Bush, avait été désigné pour enquêter sur Whitewater, une affaire d'immobilier mettant en cause Bill et Hillary Clinton. Il avait ensuite enquêté sur la liaison entre le président Clinton et une stagiaire de la Maison-Blanche, Monica Lewinsky. Cette affaire avait mené Clinton au bord de la destitution, finalement refusée par le Sénat.

□ Un autre procureur spécial célèbre est Archibald Cox, ancien conseiller du démocrate John Kennedy désigné en 1973 pour enquêter sur l'affaire d'espionnage politique du Watergate, mettant en cause l'administration républicaine de Richard Nixon. Cox avait cependant été rapidement limogé par la Maison-Blanche, Nixon s'indignant de son insistance à réclamer des enregistrements de conversations dans le bureau présidentiel. Malgré ce limogeage, un procédure de destitution avait conduit à la démission de Nixon en 1974.

□ Lawrence Walsh avait été chargé en 1986 d'enquêter sur l'irangate, un trafic d'armes vendues à l'Iran pour financer la rébellion antisandiniste (Contras) au Nicaragua durant l'administration républicaine de Ronald Reagan. Constatant accusé par la droite de mener une enquête à charge, Walsh avait notamment obtenu l'inculpation du secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, en 1992, peu avant l'élection présidentielle perdue par George Bush. En raison d'une grâce présidentielle, Weinberger avait échappé à un procès. Le colonel Oliver North, chargé du dossier des Contras à la Maison-Blanche, avait, lui, été condamné en 1989, mais le verdict avait été annulé un an plus tard pour vice de forme.

sfbc Anapharm
Entreprise de recherche
sur les médicaments

www.anapharm.com



Nicole,
massothérapeute

10 ANS de confiance

Anapharm vous offre bien plus que vous ne le pensez. Participer à une étude de recherche clinique chez Anapharm, c'est : • Obtenir un bilan de santé • Être suivi par un personnel médical hautement qualifié • Recevoir une indemnité compensatoire en fonction de la durée de votre séjour en clinique et de vos visites de retour • Un souci constant de votre confort, de votre bien-être et de votre sécurité.

Québec • Montréal • Trois-Rivières

KATRINA L'ONU enquête sur de possibles violations des droits de l'homme

■ LA NOUVELLE-ORLÉANS (AFP) — Une commission d'enquête de l'ONU vient d'être ouverte sur les éventuelles violations de droits de l'homme commises après le passage du cyclone Katrina à La Nouvelle-Orléans. Arden Sengupta, expert indépendant, est actuellement en visite à La Nouvelle-Orléans pour écouter les témoignages des sinistrés, enquêter sur la manière dont ils ont été traités pendant les évacuations et sur les moyens de secours mis en place par les autorités locales. Les critiques ont été nombreuses après le passage du cyclone, le 29 août, sur l'incompétence des autorités, la mauvaise organisation et le retard des secours, et

surtout les conditions déplorables dont ont eu à souffrir les évacués, après que 80% de la ville eut été inondée. « Nous devons être capables de dire qui est responsable, si (le gouvernement) est responsable et dans quelles proportions et alors, nous chercherons à rendre justice », a dit l'expert. Celui-ci a écouté des témoignages d'évacués racontant leur traitement dans les centres de secours, sans eau et sans nourriture, et déplorant l'absence de forces policières, alors que, selon eux, des meurtres étaient perpétrés. L'enquêteur doit terminer sa mission sur place le 8 novembre et présenter son rapport au printemps 2006. Juste après le passage du cyclone, des récits de violence — petite fille à la gorge tranchée, viols, cadavres s'accumulant dans des chambres froides — ont été diffusés par les médias, mais, un mois après, la presse a fait son *mea-culpa*, indiquant que la plupart de ces faits avaient été largement exagérés ou même inventés, citant des policiers et des médecins légistes qui ont démenti ces récits. **AFP**



Ce jeune Iranien est descendu dans la rue à l'occasion de la Journée antisioniste annuelle.

Les Iraniens derrière leur président

Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne l'appel d'Ahmadinejad à rayer Israël de la carte

TÉHÉRAN (AP et AFP) — Le Conseil de sécurité des Nations unies a condamné hier les déclarations du président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, mais ce dernier a néanmoins persisté hier dans son appel à « rayer Israël de la carte », le jour où des centaines de milliers de ses compatriotes descendaient dans la rue à l'occasion de la Journée antisioniste annuelle.

Sans répéter ses propos, le président iranien a de nouveau critiqué Israël et l'Occident, alors que ses déclarations n'en finissent pourtant pas de soulever l'indignation de la communauté internationale.

Pour célébrer la journée annuelle de colère pour Al-Qods (Jérusalem), organisée depuis la révolution islamique de 1979, plusieurs centaines de milliers d'Iraniens ont manifesté dans tout le pays hier.

Dans la capitale Téhéran, au moins 200 000 personnes se sont rassemblées sous la bannière « Mort à Israël, mort à l'Amérique ». En marge de la manifestation, Mahmoud Ahmadinejad s'en est de nouveau pris à Israël et aux pays occidentaux en général. « Ça les énerve quand ils entendent une voix qui cherche la vérité, a-t-il déclaré. Ils pensent qu'ils sont les maîtres incontestés du monde. »

À la fin de la manifestation, une déclaration des participants a été lue, réaffirmant « la position déclarée par le président qui est que le régime sioniste doit être rayé de la carte ».

Des rassemblements semblables ont eu lieu dans tout le pays. À l'étranger, plusieurs milliers de Libanais se sont rassemblés à Beyrouth à l'appel du Hezbollah, et au moins 30 000 personnes ont manifesté à Bahreïn, brûlant des drapeaux israéliens et américains.

CONDAMNATION DE L'ONU

Les membres du Conseil de l'ONU ont condamné hier les déclarations à

l'encontre d'Israël. « Les membres du Conseil soutiennent la déclaration du secrétaire général (Kofi Annan) du 27 octobre selon laquelle, conformément à la Charte des Nations unies, les États membres se sont engagés à s'abstenir de la menace ou de l'usage de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre État », a expliqué le président du Conseil, l'ambassadeur de Roumanie à l'ONU, Mihnea Motoc.

« Israël se félicite de la condamnation par le Conseil de sécurité de ces déclarations scandaleuses qui ne sont pas seulement alarmantes et dangereuses, mais qui ont en fait révélé la part d'extrémisme, de fondamentalisme et de folie qui caractérise ce régime (iranien) menaçant pour le monde, a réagi l'ambassadeur d'Israël à l'ONU, Dan Gillerman. J'espère que cet appel de la communauté internationale ramènera cette direction (iranienne) à la raison », a-t-il dit.

Israël, qui demande toujours l'expulsion de l'Iran des Nations unies, a réclamé hier une réunion d'urgence du Conseil de sécurité.

La France a indiqué de son côté qu'elle allait consulter l'Allemagne et la Grande-Bretagne, avec lesquelles elle a tenté par la négociation de convaincre l'Iran de renoncer à l'enrichissement d'uranium, pour examiner les suites à donner aux propos du président iranien, qui sont « un élément nouveau et important ».

Ces paroles ont mis dans l'embarras la Russie elle-même, plus sûr obstacle contre un renvoi du dossier iranien devant le Conseil de sécurité. L'ambassade iranienne à Moscou a d'ailleurs tenté de limiter l'impact des déclarations de Mahmoud Ahmadinejad, hier, affirmant que le président « iranien n'avait pas l'intention de s'exprimer en des termes durs et de s'engager dans un conflit ».

Escalade militaire par Israël

Série d'attaques
aériennes sur
la bande de Gaza

JÉRUSALEM (AFP) — Israël s'est lancé dans une escalade militaire en multipliant hier les attaques aériennes sur la bande de Gaza et a accusé de nouveau l'Autorité palestinienne de laisser faire les « groupes terroristes ».

Un membre des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, groupe armé proche du Fatah du dirigeant palestinien, Mahmoud Abbas, a été tué et un autre a été blessé dans la dernière de ces attaques, dans le secteur de Beit Hanoun.

L'armée israélienne a indiqué que deux batteries d'artillerie étaient déployées désormais face à la bande de Gaza en raison de la poursuite des tirs palestiniens. Par ailleurs, 16 Palestiniens ont été arrêtés par l'armée en Cisjordanie.

Jeudi, le premier ministre israélien, Ariel Sharon, avait annoncé le lancement d'une « campagne antiterroriste de grande envergure sans limitation de temps », au lendemain d'un attentat suicide palestinien revendiqué par le Jihad islamique ayant fait cinq morts, outre son auteur, à Hadera, dans le nord d'Israël.

Les autorités israéliennes avaient également annoncé la reprise des opérations de « liquidation ciblée » d'activistes palestiniens. La première de ces opérations a coûté la vie à huit Palestiniens, dont deux membres du Jihad islamique, jeudi.

GÉNÉRATION SACRIFIÉE

Dans une entrevue publiée hier, le ministre de la Défense israélien, Shaoul Mofaz, a écarté la possibilité de parvenir à un accord de paix avec la présente direction palestinienne, estimant qu'il faudrait attendre la « génération suivante ».

« Tout au plus, pourrions-nous parvenir à des accords intérimaires et je ne pense pas qu'un État palestinien verra le jour ces prochaines années », a dit M. Mofaz, proche de M. Sharon et membre comme lui du parti Likoud.

« Israël prend des mesures unilatérales et ne veut pas réellement de partenaire », a dénoncé le négociateur en chef palestinien, Saëb Erakat, faisant allusion au fait qu'Israël s'est retiré unilatéralement de la bande de Gaza à l'été sans que cette mesure soit inscrite dans la perspective d'un accord de paix avec les Palestiniens.

« Le problème d'Israël, ce n'est pas une génération particulière, mais l'ensemble des Palestiniens », a-t-il ajouté, assurant qu'il « existe un partenaire palestinien pour aboutir à une paix véritable qui mettra fin à l'occupation ».

DAMAS TENU D'EXPULSER LE JIHAD

Le Quartette pour le Proche-Orient a par ailleurs appelé hier la Syrie à expulser « immédiatement » le Jihad islamique, qui a revendiqué l'attentat meurtrier de mercredi en Israël. Il « appelle le gouvernement syrien à prendre des mesures immédiates pour fermer les bureaux du Jihad islamique palestinien et à empêcher l'utilisation de son territoire par des groupes armés engagés dans des actes terroristes », indique un communiqué des quatre partenaires du groupe international (États-Unis, Russie, ONU et Union européenne).

Ce communiqué a été adopté à l'issue d'une conversation téléphonique d'une demi-heure qu'ont eue hier le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, le secrétaire britannique au Foreign Office, Jack Straw, le haut représentant diplomatique de l'Union européenne, Javier Solana, et la commissaire européenne aux Relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner, a précisé le porte-parole.



À LIRE
dans votre
Soleil de
samedi
notre cahier
spécial
Sports d'hiver
au Québec



**Les appartements du
Château de Bordeaux**

Ouverture été 2006

*Un concept unique
pour aînés retraités autonomes*

- 3 1/2 et 4 1/2 avec balcon
- Salle à manger avec service aux tables
- Piscine intérieure, spa, salle d'exercices
- Salon de coiffure
- Dépanneur, nettoyeur, services bancaire et pharmaceutique
- Insonorisation supérieure
- Stationnement intérieur
- Cinéma, salon Internet, bibliothèque, salle de billard et chapelle

EXTRA GRATUIT :

- Lave-vaisselle
- Climatiseur

(418) 527-0007

Bureau de location
2142, chemin Saint-Louis
Sillery (Québec) G1T 1P8

Mélior
www.groupe-melior.com

**Chaussure de course
NEW BALANCE 1060**
Pour homme et femme

spo experts
PEPS • Université Laval

Spécialiste de la marche
et de la course à pied à Québec
Tél.: 656.9914

Consultez nos spécialistes
par M. Jacques Mainguy
et informez-vous sur
de jogging de niveau
donnés sur place

new balance

Une place de choix pour Rosa Parks

Le corps de la militante noire sera exposé dans la rotonde du Capitole

■ WASHINGTON (AFP) — L'Amérique fera ses adieux cette fin de semaine à Rosa Parks, pionnière de la lutte pour les droits des Noirs, dont la dépouille mortelle sera exposée pendant deux jours dans la rotonde du Capitole, une première pour une femme aux États-Unis, où le racisme est toujours au cœur de la société.

Rosa Parks sera la deuxième personne n'ayant jamais été fonctionnaire du gouvernement à recevoir cet honneur, après Pierre L'Enfant, l'architecte français de la ville de Washington, décédé en 1825.

En refusant le 1^{er} décembre 1955 de céder sa place à un homme blanc dans un autobus comme c'était alors la règle en Alabama, Rosa Parks avait lancé un vaste mouvement qui allait aboutir à l'abolition de la ségrégation raciale dans le sud des États-Unis.

Elle est décédée lundi à l'âge de 92 ans à Detroit, au Michigan. Toute la semaine, 200 autobus de la ville ont porté des rubans noirs pour honorer « la mère du mouvement pour les droits civiques », selon les termes du Sénat, qui a approuvé à l'unanimité une résolution pour que sa dépouille reçoive un der-

nier hommage des Américains dans le hall du Congrès. « Nous pensons qu'avoir sa dépouille dans la rotonde est probablement la façon la plus expressive du gouvernement de faire savoir à tous que l'héritage de Rosa Parks est assumé par le pouvoir législatif », a dit le représentant démocrate du Michigan John Conyers, pour qui la militante des droits civiques a travaillé pendant 20 ans.

Rosa Parks sera la deuxième personne noire américaine à recevoir un tel honneur après Jacob Chesnut, un officier de police du Capitole tué dans une embuscade avec son collègue. Leurs dépouilles mortelles avaient



Toute la semaine dans 200 autobus de Detroit, des rubans noirs ont été placés sur les bancs afin de commémorer le geste historique de Rosa Parks.

été exposées dans la rotonde. Cet honneur est généralement réservé aux anciens présidents ayant marqué leur époque : Abraham Lincoln, John F. Kennedy, Ronald Reagan.

Le corps de M^{me} Parks sera visible à Montgomery, en Alabama, aujourd'hui et une cérémonie religieuse est prévue demain. Elle voyagera ensuite jusqu'à

Washington, où elle sera exposée demain et lundi, avant de repartir pour Detroit, où elle sera exposée de lundi soir à mercredi, jour de son enterrement. En raison de son geste, Rosa Parks avait été arrêtée par la police. Peu après, une campagne de boycott contre la compagnie de bus avait été lancée, avec à sa tête un jeune pasteur

noir, Martin Luther King. Le 13 novembre 1956, la Cour suprême des États-Unis avait déclaré les lois ségrégationnistes de l'Alabama illégales.

La gestion désastreuse du cyclone Katrina à La Nouvelle-Orléans à la fin août a rappelé le profond malaise existant aux États-Unis face au racisme.

Un sondage avait révélé que 6 Noirs sur 10 imputaient au racisme des autorités la lenteur des secours, alors que seulement un blanc sur huit pensait la même chose. Quarante deux pour cent des plus de 1000 morts provoqués par Katrina étaient noirs, alors que cette communauté forme 32 % de la population de l'État.

Il y a 10 jours, les militants pour les droits des Noirs avaient rassemblé des milliers de personnes sur la grande esplanade de Washington pour dénoncer le sort encore réservé aux Noirs.

Selon les statistiques, près du quart des Noirs américains (24,7%) vivaient en dessous du seuil de pauvreté en 2004, une proportion deux fois plus élevée que celle enregistrée dans la population générale (12,7%).

Cindy Sheehan crée sa fondation

■ L'égérie des antiguerre, Cindy Sheehan, a annoncé hier qu'elle allait créer une fondation pour encourager des solutions pacifiques aux conflits et un prix de la paix au nom de son fils Casey, tombé en Irak. La Fondation de la paix Camp Casey aura pour but « d'encourager une solution pacifique à tous les conflits, que ce soit dans les familles ou dans les



Cindy Sheehan

pays », a-t-elle affirmé. Il sera décerné à quelqu'un âgé de moins de 30 ans qui a mené des actions pour la paix. Sheehan, mère de Casey Sheehan, soldat mort en Irak, est devenue cet été une icône du

mouvement contre la guerre en campant devant le ranch texan du président George W. Bush. Cette semaine, elle a lancé un appel à un mouvement de désobéissance civile pour exiger le retrait des troupes américaines d'Irak, alors que la barre psychologique des 2000 soldats américains morts a été franchie. Avec une vingtaine d'autres manifestants antiguerre, Cindy Sheehan a été arrêtée mercredi devant les grilles de la Maison-Blanche à Washington, pour avoir manifesté sans autorisation contre la guerre en Irak. AFP



« DEBOUT C'EST L'HEURE ! »

avec **Martin Pouliot**

et ses collaborateurs

- Stéphane Gendron (maire de Huntingdon)
- Normand Lester
- Réjean Breton
- Dany Dubé
- Jean-Claude Crouzet
- Luc Lescarbeau

Du lundi au vendredi, dès 6 heures

Souvenirs garantis ... toute la journée!



MISE AU POINT

Veillez noter les corrections suivantes :

Dans le cahier publicitaire Sears en vigueur du 22 au 28 octobre 2005, (CC104F505/305).

À la page 9, Rabais 40%. Haut Reebok Playdry en molleton de polyester à prix ordinaire de 45 \$ pour hommes. En solde 27 \$.

Correction : L'article n'est pas disponible pour cette promotion. Un substitut sera offert au même prix : Haut Reebok en molleton, #97504/97506/97506, rég. Sears 55 \$.

À la page 26, Rabais 30%. Tous les ensembles à prix ordinaires pour garçons, en tailles 2-6X.

Correction : À l'exclusion des articles des programmes "Valeur" Sears dont le prix se termine par .97.

À la page 39, Paire de gants d'exercice Free Spirit (#30284) en prime.

Correction : Le prix original Sears était 21,99 \$. Le prix courant actuel est 9,94 \$.

Dans le cahier publicitaire Sears EXTRA en vigueur les 29 et 30 octobre 2005, (WE104F505/305).

À la page 3, Rabais 40%. Tous les sous-vêtements Stanfield's™ à prix ordinaires pour hommes.

Correction : À l'exclusion des sous-vêtements épais et des articles des programmes "Valeur" Sears dont le prix se termine par .97.

À la page 3, Rabais 30% sur les dormeuses Sears Baby™ pour bébés en tailles 7-26 lb. Rabais 30% sur les tenues de nuit à prix ordinaires pour garçons et filles, en tailles 2-18. Rabais 10-60 \$ sur tous les combinés de voyage et poussettes à prix ordinaires. Rabais 5-30 \$ sur tous les sièges d'auto à prix ordinaires.

Correction : À l'exclusion des articles des programmes "Valeur" Sears dont le prix se termine par .97.

À la page 5, Rabais 25%. Tous les articles de décoration de Noël à prix ordinaires.

Correction : À l'exclusion des articles des programmes "Valeur" Sears dont le prix se termine par .97.

Dans le cahier publicitaire Sears en vigueur du 29 octobre au 4 novembre 2005, (CC111F505/305).

À la page 3, Offres quotidiennes de mardi : Rabais 30%. Tous les séparables Tan Jay™, Alla, Hagger for her™, Alfred Dunner™ et Emma James™ à prix ordinaires pour femmes.

Correction : L'article illustré n'est pas disponible dans tous les magasins.

À la page 40, rabais 50 \$. Téléscope, n° 42836. Rég. Sears 129,99 \$. En solde 79,99 \$.

Correction : L'article illustré est disponible par catalogue seulement. Un substitut sera offert dans nos magasins : Téléscope, n° 42959. Rég. Sears 199,99 \$. En solde 99,99 \$.


À la page 42, Téléviseur JC Pureform™ 32 po. Rég. 699,99 \$. En solde 619,99 \$. Rabais 80 \$.

Correction : Rég. 699,99 \$. En solde 619,99 \$. Rabais 80 \$.

À la page 44, Rabais 70 \$. Perceuse/tournevis Craftsman 19,2 V, 1/2 po, avec lampe de poche. N° 27707.

Correction : Le n° de l'article est erroné. Le numéro d'article devrait se lire : n° 22707.

Nous sommes sincèrement désolés de tout inconfort que ces erreurs ont pu causer à nos clients.



Seul son prix ne vous coupera pas le souffle.

459 \$/mois*
Location 48 mois

0 \$ comptant
dépôt de sécurité

34 999 \$**
à l'achat

Taux de financement à l'achat de 2,5% sur 48 mois

	MENSUALITÉ*	COMPTANT (ou échange équivalent)
Location 48 mois	329 \$	6 031 \$
	399 \$	2 784 \$



La Cadillac CTS 2006 est maintenant disponible chez votre concessionnaire.

Moteur V6 VVT de 2,8 L • Boîte manuelle AISIN 6 vitesses • Sièges avant chauffants • Freins ABS avec fonction d'assistance au freinage d'urgence • Traction asservie à toutes les vitesses à commande électronique • Système antivol

Privileges Cadillac : Garantie limitée et programme d'entretien prescrit sans frais de 4 ans ou 80 000 km. et service OnStar intégré au véhicule avec abonnement au plan Sain et sauf pendant un an.




CADILLAC CTS
NOUVELLE RACE

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère ses consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquent au modèle CTS 2006 (50M9G7A). Le modèle illustré comprend certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditions à l'approbation du crédit de GMAC. Frais relatés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits en sus et payables à la livraison. *À la location, paiements mensuels basés sur un total de 48 mois avec versement initial, voir ci-dessous, ou échange équivalent. Transport et préparation inclus. Assurance, assurance et taxes en sus. Frais de 12 \$ de km après 80 000 km. Première mensualité est exigible à la livraison. **À l'achat, option incluse. (Rapport 11 250 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Taux de financement à l'achat de 2,5% pour un terme de 48 mois sur approbation du crédit GMAC. Exemple de financement basé sur un financement de 30 000 \$, le paiement mensuel est de 438 \$ et les frais de crédit totaux de 1 024 \$ pour une obligation initiale de 21 024 \$. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion, incitatif d'achat ou de location. L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère ses consommateurs de lire ce qui suit. Une commande ou un échange entre concessionnaires peuvent être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 888 446-2000.

APOGEE

LIQUIDATION D'INVENTAIRE

LOT DE PANTALONS DOUBLÉS
À PARTIR DE **19,00 \$**

ANORAKS DUVET D'OIE
À PARTIR DE **99,00 \$**

ENSEMBLES DE SKI À PARTIR DE **149,00 \$**

LE PLUS GRAND SPÉCIALISTE
DE VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES POUR
COUREURS ALPIN AU QUÉBEC

CASQUES GANTS LUNETTES BÂTONS SACS COMBINAISONS DE COURSE

1005, av. St-Jean-Baptiste, local 139
Québec, (Québec) G2E 5L1

Tél: 418.872.6569
Sans frais: 1.877.770.9090

Liquidation

sur modèles sélectionnés
de coutellerie signée

ONEIDA

Sur marchandise en inventaire seulement.
Quantité limitée.
Photo à titre indicatif.

Offre valide à notre
succursale de Charest
seulement

Renaud & cie

Le plus grand magasin de services de
vaisselle et d'articles de cuisine à Québec



Nouvelle adresse:
1257, boul. Charest Ouest 681-1944

Plus facile d'accès, ce magasin est situé entre
Boiteau Luminaire et La Galerie du Meuble.

82, rue St-Paul, Québec 692-0122

L'armée américaine rendra le palais de Tikrit aux Irakiens

■ L'armée américaine s'apprête à rendre aux Irakiens le palais de Saddam Hussein, situé à Tikrit, fief du président déchu, alors que, selon de «très bonnes» probabilités, les troupes américaines devraient continuer de diminuer en 2006, a indiqué hier un

commandant. L'armée américaine avait installé des divisions dans le palais présidentiel, qui avait servi de quartier général à Saddam Hussein. Elle l'avait baptisé «base d'opérations avancées Danger». «Il n'y aura plus de présence américaine» dans l'immense palais après le déploiement de la 42^e division d'infanterie, a dit le général Joseph Taluto, commandant de la division multinationale du Centre-Nord, dans une vidéoconférence de presse depuis Bagdad. La 101^e division aéroportée, qui prendra le relais de la 42^e division d'infanterie, prendra ses quartiers au nord de la ville. **AFP**

L'avocat de Saddam craint pour sa sécurité

Il réclame le transfert
du procès à La Haye

DOHA (AFP) — Un avocat de Saddam Hussein demande à l'ONU que le procès du président irakien déchu se tienne à La Haye avec la participation de magistrats étrangers indépendants, dans un message adressé hier au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

«Nous vous soumettons notre demande (...) afin d'intervenir auprès des autorités américaines (d'occupation) et de l'actuel gouvernement irakien pour reconsidérer le statut de l'actuel tribunal et pour transférer ce tribunal hors d'Irak, à La Haye, aux Pays-Bas, mais avec (la participation) de juges internationaux indépendants et équitables», écrit M^{re} Najib Al-Naouimi, qui affirme dans son message être mandaté par Saddam Hussein pour le défendre.

M^{re} Najib Al-Naouimi

qualifié d'«illégal»

le tribunal irakien

Dans ce message, dont l'AFP a obtenu une copie, M^{re} Naouimi qualifie d'«illégal» le tribunal irakien qui juge Saddam Hussein et sept de ses anciens lieutenants, et s'élève contre l'assassinat «par le ministère de l'Intérieur, de Saadoun Janabi», l'avocat d'un de ces coaccusés.

Le procès de Saddam Hussein et de sept membres de son régime pour le massacre de 143 chiites en 1982 s'est ouvert le 19 octobre à Bagdad devant le Tribunal spécial irakien (TSI), rebaptisé Haut tribunal pénal irakien.

Saadoun Janabi, avocat d'un de ces sept coaccusés, a été tué par ses ravisseurs peu après son enlèvement à Bagdad. Défenseur d'Awad Ahmad Al-Bandar, un ex-juge du tribunal révolutionnaire et adjoint du chef du cabinet du président déchu, il avait été enlevé à son cabinet dans le quartier Chaab à Bagdad.

M^{re} Naouimi affirme disposer de «preuves et de témoins» sur «l'implication du gouvernement irakien dans cet assassinat, qui donne à (chaque membre de) l'équipe de la défense le sentiment d'être le prochain à être assassiné», selon le texte de son message à Kofi Annan. «Nous sommes dans une situation très dangereuse» pour pouvoir assister aux audiences du procès à Bagdad, ajoute-t-il pour justifier sa demande de transfert à La Haye.

L'équipe de défense de l'ex-président, notamment son avocat irakien Khalil Al-Doulaïmi, avait annoncé mercredi à Amman la suspension des procédures légales ainsi que tous les contacts avec ce tribunal, invoquant des raisons de sécurité.

Un des avocats français de l'ex-président irakien, M^{re} André Chamy, a annoncé hier qu'il demandait aux autorités irakiennes le dépaysement du procès de son client en raison du «climat d'insécurité particulièrement grave» qui règne en Irak.

Meubles Authentika
VENTE D'OUVERTURE
DU JAMAIS VU!

ENFIN
À QUÉBEC

1 JOUR SEULEMENT
le dimanche 30 octobre
de 11 h à 17 h

SOFA et CAUSEUSE
en CUIR

Reg. 35905
EN 24 Paiements
DE 62,45 \$ SANS FRAIS
NI INTÉRÊTS

1499\$

PAYEZ DANS 1 AN!

GRAND CHOIX
de COULEURS

850, boul. Pierre-Bertrand Sud, Vanier (418) 682-1333

MON AVENIR,
J'Y VOIS

Salon Éducation Emploi

ENTRÉE
GRATUITE

27 au 30 octobre 2005
Centre de foires de Québec

(418) 659-3212
www.SalonEducationEmploi.com

Québec

énergie 987

LE SOLEIL

TVA

jobboom

À L'HALLOWEEN, CHANGEZ DES VIES!

À l'Halloween, les fonds recueillis permettront de bâtir des écoles en Afrique

Un meilleur avenir pour toute une génération!

Aidez les enfants à remplir les tirelires de l'UNICEF et donnez en ligne à www.unicef.ca/tot

**CAMPAGNE
HALLOWEEN
UNICEF**



UNICEF/HQ99-0126/GIACOMO PIROZZI

Pour chaque enfant
Santé, Éducation, Égalité, Protection

unicef

L'humour comme opposition officielle en Italie

Benigni raille Berlusconi à l'émission *Rockpolitik*

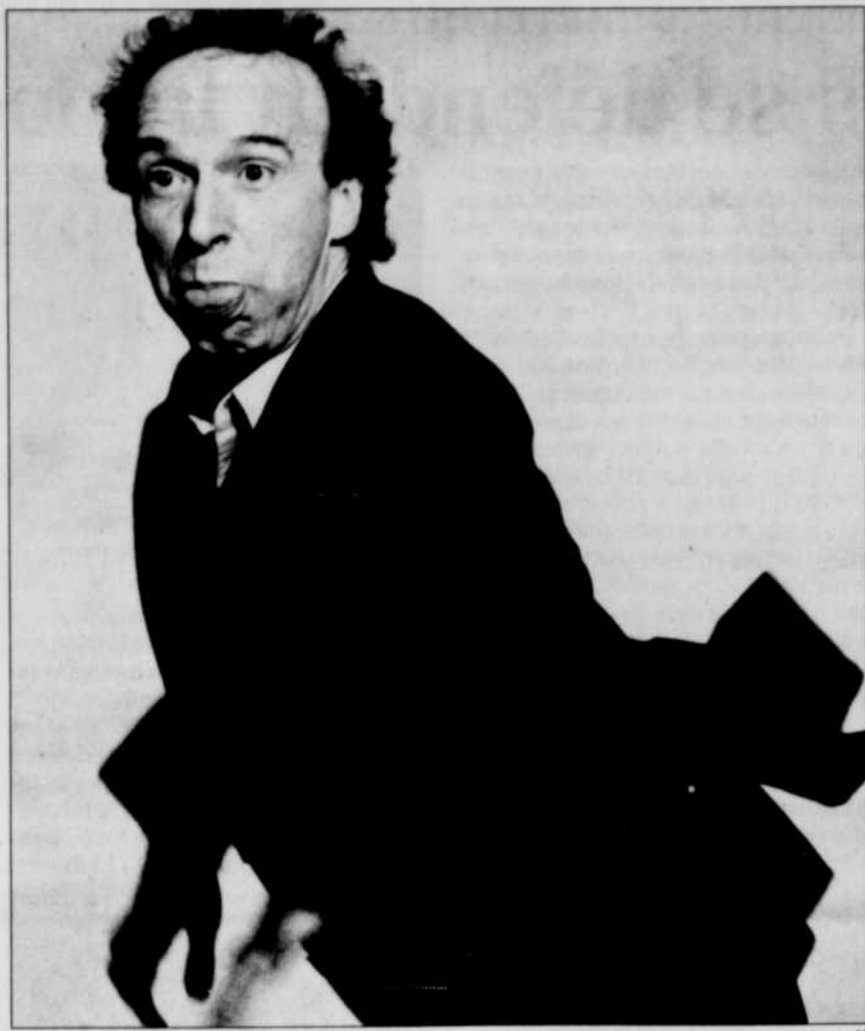
ROME (AFP) — Plus de 12 millions d'Italiens ont suivi jeudi soir la deuxième présentation de *Rockpolitik*, une émission télé peu appréciée par le chef du gouvernement Silvio Berlusconi, car il a été une nouvelle fois la cible des moqueries de l'animateur et de ses invités.

Show politique et émission de variétés conçu par le chanteur Adriano Celentano et diffusé sur la Rai Uno, *Rockpolitik* avait cette semaine pour vedette le comédien Roberto Benigni.

Celui-ci a interpellé sur un ton moqueur le chef du gouvernement, qui avait fait connaître son mécontentement après avoir été raillé au cours de la première émission la semaine dernière. « Silvio, viens avec nous faire le comique (...). Si tu viens ici, tu pourrais tout ce que tu veux; faire les cornes, mettre le bandana », lui a lancé Benigni, très en verve.

Les caméras ont montré à plusieurs reprises l'assistance pliée par les rires, les larmes aux yeux, notamment lorsque Benigni a fait mine pendant une dizaine de minutes de chercher une seule décision bonne pour les Italiens prise par Silvio Berlusconi.

L'émission a alors atteint son pic avec 15 millions de spectateurs, selon les taux d'audience diffusés hier.



Roberto Benigni a fait plier de rire l'assistance lorsqu'il a fait mine pendant une dizaine de minutes de chercher une seule décision bonne pour les Italiens prise par Silvio Berlusconi.

L'entourage du chef du gouvernement n'a pas goûté le show. « L'émission de Celentano a une nouvelle fois été une séance préméditée de lynchage contre Berlusconi. C'est une honte », a accusé hier Isabella Bertolini, vice-présidente des députés de Forza Italia, son parti.

À moins de six mois de l'affronte-

ment entre le chef du gouvernement italien et son adversaire Romano Prodi pour les législatives d'avril, l'émission de Celentano est considérée par la majorité au pouvoir comme une arme contre le gouvernement et son chef.

M. Berlusconi avait personnellement critiqué la semaine dernière la première émission de *Rockpolitik* comme « le dernier épisode d'un système de communication (...) qui a toujours attaqué depuis 2001 l'action du gouvernement et le président du Conseil ».

Les dirigeants de la Rai, le service public italien, se sont en revanche déclarés enchantés hier du succès de l'émission. « Benigni a été exceptionnel. Il nous a offert une page de grande télévision, de vraie satire, et les taux d'écoute sont excellents », a déclaré le directeur de la chaîne.

L'Italie compte sept chaînes de télé à diffusion nationale: trois pour la Rai, le service public audiovisuel, trois sont propriété de Silvio Berlusconi et une, « la 7 » appartient au groupe privé Telecom Italia.

Trente ans après, Rome s'interroge sur la mort de Pasolini

ROME (AFP) — Trente ans après le meurtre de Pier Paolo Pasolini, plusieurs manifestations célèbrent à Rome l'œuvre du poète et cinéaste italien, mais les commémorations seront marquées par les interrogations qui entourent encore les circonstances de sa mort.

Qui a tué Pasolini, 53 ans, dans la nuit du 2 novembre 1975, sur une plage d'Ostie, près de Rome? Pino Pelosi, le garçon âgé de 17 ans au moment des faits et condamné à neuf ans de prison après ses aveux, a-t-il agi seul et pour se défendre du poète qui tentait de le violer, comme le veut la version officielle? Ou bien n'était-il que l'instrument d'un complot ourdi par des fascistes, voire par des dirigeants politiques gênés par les textes de l'intellectuel contre le pouvoir?

La mairie de Rome penche sérieusement pour la seconde hypothèse, et elle a exigé cette semaine la réouverture de l'enquête, en annonçant son intention de se constituer partie civile.

Jusqu'en janvier 2006, des expositions évoqueraient le parcours et l'œuvre de Pasolini, à travers des clichés inédits pris lors du tournage des scènes finales de *Salo ou les 120 journées de Sodome*, ou en retraçant les liens tissés entre le cinéaste et Rome, dont il était éperdument amoureux. Mais de nombreux débats seront également consacrés au rôle politique de l'intellectuel et aux circonstances mystérieuses de sa mort.

REVENU SUR SES AVEUX

« Aujourd'hui, de nouveaux éléments démontrent que Pino Pelosi n'a pas tué Pasolini seul, peut-être même n'a-t-il pas du tout participé à l'assassinat », a affirmé jeudi le responsable des politiques culturelles de la mairie de Rome, Gianni Borgna.

La mairie, qui a remis un dossier au parquet, se fonde sur deux nouveaux témoignages, dont celui de Pino Pelosi lui-même. Ce dernier est revenu sur ses aveux en mai et a affirmé n'avoir pas assisté à l'assassinat commis par trois inconnus, sans y participer.

Pendant 30 ans, Pelosi aurait gardé le silence par peur des représailles.

Mais son revirement, entaché par une exclusivité payante accordée à une télévision, n'a pas été retenu par la justice, qui l'a estimé peu crédible.

« Lors du premier procès, en 1976, le tribunal pour mineurs avait condamné Pino Pelosi pour homicide volontaire commis avec des inconnus, avant que la Cour d'appel et la Cour de cassation n'estiment, sur requête du parquet, qu'il avait agi seul », a expliqué l'avocat de la mairie, M^r Guido Calvi.

Pasolini avait été l'un des premiers à mettre en cause les institutions dans les meurtres commis par l'extrême droite

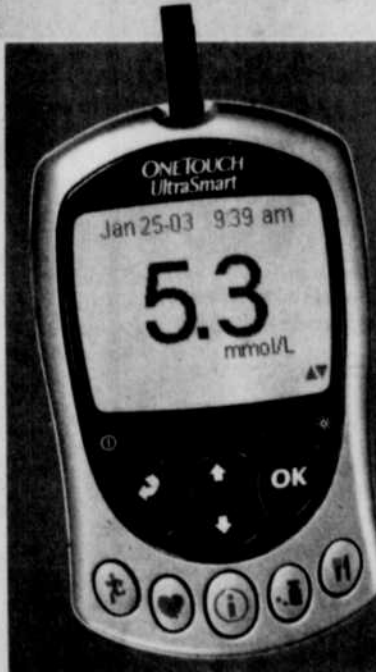
« Mais comment le meurtrier a pu tuer Pasolini de ses mains, alors qu'on n'a retrouvé quasiment aucune trace de sang sur ses vêtements quand il a été arrêté, le soir des faits? », a demandé Gianni Borgna, reposant une question maintes fois posée depuis 1975.

Pour ceux qui ont toujours refusé la version officielle, Pasolini était un intellectuel peu commode, témoin provocateur d'une société italienne marquée par de fortes tensions politiques.

Écrivain, poète, cinéaste, mais également journaliste, il avait été l'un des premiers à mettre en cause les institutions dans les attentats meurtriers commis par l'extrême droite, notamment à Milan en 1969 et dans lesquels des hommes des services secrets avaient joué un rôle trouble.

« À l'époque, on se tuait dans la rue simplement parce qu'on était communiste ou fasciste », a rappelé l'écrivain Carlo Lucarelli, avant d'ajouter que Pasolini avait été menacé de mort à plusieurs reprises par l'extrême droite.

Le lecteur OneTouch® UltraSmart® vous offre un moyen plus facile de voir les tendances :



JUSTE EN FAISANT DES TESTS !

Obtenez l'information nécessaire pour vous aider et aider votre professionnel de la santé à surveiller et à adapter votre plan de traitement de façon à mieux maîtriser votre diabète

Info. hypo (3.9 mmol/L ou moins)	
Total - 14 jours:	6
Av. pt déj.	5
Apr. pt déj.	1
Avant déj.	0
Après déj.	0

HYPOGLYCÉMIE

Moy. heure du jour - 14 jours	
(14) Av. pt déj.	5.3
(14) Apr. pt déj.	7.5
(14) Avant déj.	4.4
(14) Av. dîner	7.1
(7) Apr. dîner	6.9
(2) Nuit	6.6

MOYENNE/HEURE JOUR

Glycémies/Repas		
	Av. pt déj.	Apr. pt déj.
Déc 12	4.4	6.7
Déc 11	5.6	6.4
Déc 10	3.9	6.9
Déc 10	7.8	---
Déc 9	3.9	6.9

GLYCÉMIE/REPAS

TOUS LES AVANTAGES DE LA TECHNOLOGIE OneTouch® UltraSmart®

- FACILE D'EFFECTUER UN TEST *
 - RAPIDE, 5 SECONDES
 - MINUSCULE ÉCHANTILLON DE SANG
 - MOINS DE DOULEUR
 - FACILE D'AVOIR UNE VUE D'ENSEMBLE
 - SOUTIEN TECHNIQUE PERSONNALISÉ
- 1 800 663-5521

Lecteur OneTouch® UltraSmart® classé #1

Une des principales revues destinées aux consommateurs a qualifié le lecteur OneTouch® UltraSmart® d'EXCELLENT POUR SA FACILITÉ D'UTILISATION et l'a classé au premier rang parmi 13 autres appareils examinés. *

Consultez votre pharmacien

AVEZ-VOUS DES PROBLÈMES D'HYPOGLYCÉMIE?

L'hypoglycémie ou taux de sucre bas (lorsque votre glycémie est inférieure à 4 mmol/L) est une condition sérieuse et doit être détectée et traitée très tôt. Bien qu'elle se vit différemment d'une personne à l'autre voici quelques principaux symptômes : tremblements, nervosité, sudation, palpitations. Les causes peuvent être : l'activité physique, la nourriture ou les médicaments.

Les tests sont le meilleur moyen pour vous et votre équipe de soins de savoir si votre glycémie est dans les limites visées. Repérez les tendances avec l'appareil OneTouch Ultra Smart, discutez des résultats avec votre médecin ou votre éducateur en diabète. Si vous vérifiez assez souvent votre glycémie, vous apprendrez vite comment la maintenir à l'intérieur de l'échelle des valeurs cibles.



METTEZ UN X SUR LA GLACE NOIRE

X3 à partir de seulement **459\$/mois**

Automobiles Jalbert inc.
1885, boul. Central, Québec
(418) 687-4840
www.jalbert-auto.qc.ca

xDrive[™] Traction intégrale
TRACTION MAXIMALE | RENDEMENT MAXIMAL

Seule la technologie xDrive allie la maniabilité légendaire de BMW avec la traction et le contrôle d'un système de traction intégrale à haute performance. Maintenant offerte sur 11 différents modèles BMW, incluant les nouvelles Berline et Touring BMW de Série 3 et 5, de même que les véhicules d'activités sportives X3 et X5. Pour obtenir plus d'informations, visitez le www.bmw.ca/xDrive.

Les frais de location sont ceux offerts par Services Financiers BMW sur approbation de crédit uniquement pour le modèle BMW X3 2.5 2006 en stock. Le PDP pour le modèle BMW X3 2.5 2006 de base est de 44 300\$. *Pour une location de 36 mois comprenant une mensualité de 459\$, un montant de 9107 \$ est exigé à la signature du contrat de location (cette somme inclut le dépôt de garantie, les frais d'administration du contrat, les frais de transport et de préparation, un dépôt de sécurité, l'assurance et l'assurance responsabilité civile). Le taux de location applicable est de 3,9%. Le coût de l'assurance est de 3,9%. Les frais d'assurance, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le crédit et sur les manutentions sont en sus. Le véhicule modèle du véhicule à l'expiration du terme est de 27 300\$. Le manutentionnaire sera selon le montant emprunté et le véhicule utilisé de la région. Le kilométrage annuel autorisé est de 20 000 km (12 500 à l'échelle occidentale). Des frais peuvent être exigés pour votre location. CPE toutes les semaines. Le véhicule doit être rendu au plus tard le 31 décembre 2006. Photo à titre indicatif seulement.

Des conseils qui s'adressent à VOUS.

Un spécialiste en services financiers peut vous aider à élaborer un plan qui s'appuie sur des solutions adaptées à votre situation personnelle.

Nous vous proposons une gamme de **Portefeuilles sous gestion professionnelle** qui offrent notamment :

- une solution de placement **tout-en-un**
- un portefeuille s'appuyant sur votre **profil d'investisseur unique**
- l'**expertise** de spécialistes du placement chevronnés
- le **suivi** et le **repositionnement** de vos placements

Laurette Fiset
Spécialiste en services financiers
Placements CIBC inc.

Pour obtenir des conseils clairs et objectifs qui s'adressent à vous, communiquez avec moi au (418) 529-3511.

Boul. René Lévesque et Turnbull

CIBC Service Impérial CIBC

Pour ce qui compte dans votre vie

1 Les Portefeuilles sous gestion professionnelle CIBC comprennent les Services de portefeuille personnalisé («SPP») CIBC, les Portefeuilles Axiom et les Services de portefeuilles sous gestion («SPG») CIBC. Les SPP sont un service de gestion discrétionnaire de placements offert par Compagnie Trust CIBC, une filiale de la Banque CIBC, aux particuliers dont le ménage a des actifs de placement supérieurs à 100 000 \$. Un Portefeuille Axiom est un fonds commun de placement qui investit dans d'autres fonds communs de placement. Les SPG sont un service qui vous aide à choisir un Portefeuille sous gestion professionnelle CIBC qui vous convient, lequel est un fonds commun de placement qui investit dans d'autres Fonds mutuels CIBC. Les Portefeuilles Axiom sont gérés par Gestion d'actifs CIBC inc. Un montant minimum de 25 000 \$ est exigé pour les placements dans un Portefeuille Axiom; certaines exceptions peuvent s'appliquer. Les Fonds mutuels CIBC, les Portefeuilles sous gestion CIBC et les SPG sont offerts par Placements CIBC inc., une filiale de la Banque CIBC. Les placements dans les fonds communs de placement peuvent être assortis de commissions, commissions de suivi, frais de gestion et d'autres frais. Veuillez lire le prospectus attentivement avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas couverts par la Société d'assurance-dépôts du Canada ni par tout autre organisme public d'assurance-dépôts, et ils ne sont pas garantis par la Banque CIBC. La valeur des fonds communs de placement varie souvent et le rendement passé peut ne pas se reproduire. Le Service Impérial CIBC est offert sur certains marchés et il convient surtout aux particuliers dont le ménage a des actifs de placement supérieurs à 100 000 \$. Service Impérial® CIBC fait partie de la Banque Canadienne Impériale de Commerce («Banque CIBC»). Placements CIBC inc., une filiale de la Banque CIBC, offre des produits et services de placement. Les représentants du Service Impérial CIBC offrant des fonds communs de placement au Québec sont des «Représentants en épargne collective» de Placements CIBC inc., une filiale de la Banque CIBC. «Axiom et Portefeuilles Axiom sont des marques de commerce de Gestion d'actifs CIBC inc. » Marque déposée de la Banque CIBC. Le logo CIBC et «CIBC Pour ce qui compte dans votre vie» sont des marques déposées de la Banque CIBC.

EN BREF

Un bilan positif en faveur du compostage

■ SEPT-ÎLES — La municipalité de Sept-Îles tire un bilan positif de son projet-pilote de compostage à son site d'enfouissement sanitaire, même si le compost obtenu est contaminé en raison de présence de métaux lourds et d'hydrocarbures. L'équipe instigatrice du projet s'attendait toutefois à un tel résultat car les boudins de compostage avaient été remplis en partie de boues de fosses septiques et de déchets de l'ancien site où le sable de recouvrement a pu être contaminé par la machinerie lourde. L'objectif premier du projet était toutefois de découvrir si un processus de compostage était possible et efficace étant donné la courte période estivale et l'expérience s'est avérée concluante sur ce point. Les responsables ont souligné qu'il faudra être très vigilant dans le tri des matières qui entreront dans le processus de compostage. Quant au compost obtenu lors du projet-pilote, il sera utilisé pour recouvrir l'ancien site d'enfouissement sanitaire, comme prévu à l'origine. *Steeve Paradis (collaboration spéciale)*

Plus besoin de se rendre au C.H. Baie-des-Chaleurs

■ POINTE-À-LA-CROIX — La Régie de la santé du Restigouche accepte de nouveau depuis hier les patients gaspésiens de la MRC d'Avignon qui se rendent au service d'urgence de l'hôpital régional de Campbellton, au Nouveau-Brunswick. Depuis février 2004, les patients des huit municipalités d'Avignon-Ouest ne souffrant pas d'un arrêt cardiorespiratoire ou d'un traumatisme grave étaient acheminés au Centre hospitalier de la Baie-des-Chaleurs à Maria, ce qui occasionnait un détour pouvant atteindre 75 kilomètres. Après un an et demi de pressions, de réunions publiques et de rencontres de négociation, les citoyens d'Avignon-Ouest ont finalement vu lundi soir les dirigeants de la Régie de la santé du Restigou-

che revenir vers un niveau de services qui se rapprochera de ce qu'ils ont connu depuis un siècle. L'organisme néo-brunswickois se garde toutefois le droit d'acheminer de nouveau les citoyens de l'axe Escuminac-L'Ascension vers Maria, si son service d'urgence est débordé pour des périodes plus ou moins longues. *Gilles Gagné (collaboration spéciale)*

Plus de remise en liberté pour Tremblay et Létourneau

■ BAIE-COMEAU — Steeve Tremblay et Ange-Aimé Létourneau, deux des principaux présumés dirigeants du réseau de trafic de stupéfiants démantelé la semaine dernière sur la Côte-Nord, ont décidé de renoncer pour l'instant à leur enquête sur remise en liberté. Ils font notamment face à des accusations de gangstérisme et de trafic de stupéfiants. Les deux hommes demeurent donc incarcérés. La suite des procédures pour eux et la plupart de la cinquantaine d'accusés dans ce dossier se déroulera le 28 novembre au palais de justice de Baie-Comeau. *Steeve Paradis (collaboration spéciale)*

Tentative de meurtre au pénitencier de Port-Cartier

■ PORT-CARTIER — Tentative de meurtre mercredi vers 19 h 30 au pénitencier fédéral de Port-Cartier, alors qu'un homme de 54 ans a été agressé par trois autres détenus de 28, 32 et 34 ans dans le secteur de la cantine, où se trouvaient 70 détenus. La victime a été blessée sérieusement à la tête et aux poumons à l'aide d'un objet contondant, mais on ne craint pas pour sa vie. L'homme a été transféré au Centre hospitalier régional de Sept-Îles. L'escouade régionale d'enquête de la SQ mène actuellement l'enquête. *Steeve Paradis (collaboration spéciale)*

VERS LE 6 NOVEMBRE

Trois anciens maires s'affrontent à Chandler

L'avenir de la Gaspésie est l'un des sujets dominants de la campagne

GILLES GAGNÉ
Collaboration spéciale

■ CHANDLER — Trois candidats expérimentés briguent les suffrages pour diriger le conseil municipal de Chandler. Le maire sortant Claude Cyr se mesure à ses deux prédécesseurs, Michel Saint-Pierre, maire de 1999 à 2001, et Jean Paquin, à la tête de la ville de 1982 à 1999.

Il s'agit de la seconde élection dans le Grand-Chandler qui englobe depuis 2001 les villages de Newport, Pabos Mills, Pabos et Saint-François. La municipalité unifiée compte près de 9000 personnes. En 2001, Claude Cyr avait battu Michel Saint-Pierre.

M. Cyr, un enseignant à la retraite, se dit très fier d'avoir sorti l'administration municipale du broubier créé par l'arrêt du chantier de modernisation de la papeterie Gaspésia en janvier 2004. Il a donné suite à la proposition des anciens actionnaires de l'usine, le Fonds de solidarité de la FTQ, la Société générale de financement et Tembec, proposition qui assure à Chandler 5,5 millions \$ de taxes municipales pour les années 2003 à 2007 et la propriété de la papeterie.

Sans trop rêver, M. Cyr croit qu'il est encore possible de relancer Papiers Gaspésia, où il reste 325 millions \$ à investir pour produire du papier glacé. «Sinon, nous aurons un fonds solide de diversification puisque la municipalité touchera 85% des 15 premiers millions \$ du produit de la vente du bâtiment», dit-il.

Si la Gaspésia ne trouve pas de preneur en pâtes et papiers, M. Cyr souhaite la réalisation du projet d'usine de panneaux du Groupe GDS et du Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie. Jean Paquin, un employé de la Commission scolaire René-Lévesque,

reproche à M. Cyr de ne pas avoir négocié d'entente financière pour les retraités de la Gaspésie lors des pourparlers ayant mené au transfert de propriété du complexe industriel. «Les retraités ont perdu 30% de revenus (...). Je ne vous ai pas entendu en parler en Cour supérieure (...) Ça se serait négocié comme une peanut à ce moment-là», a-t-il dit à M. Cyr lors du débat tenu lundi par la radio CHNC.

Le maire sortant dit emprunter la voie des travailleurs de la mine Jeffrey d'Asbestos, qui ont réussi à sauver l'essentiel de leur fonds de pension avec l'aide de l'État.

S'il est élu, M. Paquin défendra des projets porteurs de 540 nouveaux emplois, ce qui revient à la main-d'œuvre de l'usine Gaspésia en 1998. Il mise beaucoup sur les nouvelles technologies et le télétravail. «Dans les villes, ça coûte cher le pied carré (de bureau); nous avons un avantage.»

En tourisme et culture, M. Paquin retient l'attention avec un projet de train récréatif à l'intérieur des limites de la MRC du Rocher-Percé. «Ça nous prend un train de la culture, qui partirait de la Bolduc (le site Mary-Travers

de Newport) et qui se rendrait jusqu'à la baie du Grand-Pabos (...) ou même jusqu'à Percé et Barachois. On mettrait en valeur le travail de nos artisans et artisans», évoque-t-il.

Quant à Michel Saint-Pierre, un orthopédiste, il refuse d'accorder une entrevue au SOLEIL, n'étant pas content de la couverture reçue lors de son mandat de 1999 à 2001 et des commentaires entendus à la suite de son absence au débat de CHNC.

À Grande-Rivière, le maire sortant, Edmond Sirois, qui dirige le conseil depuis 21 ans, veut absolument mener à terme le Carrefour de la pêche et de l'aquaculture, un projet touristique et de recherche en deux phases totalisant 10 millions \$. Annoncée en mai 2004, l'initiative est retardée en raison de modifications de plans qui ont fait passer la première phase de 4,7 à 6 millions \$.

«Nous avons rencontré le ministre Claude Béchard il y a 10 jours et il nous assure d'une réponse d'ici le 15 décembre», note M. Sirois, 72 ans, un huissier à la retraite.

Son rival, Romuald Boutin, un enseignant à la retraite de 63 ans, vient de passer neuf ans au conseil. Il est surtout connu pour son engagement dans les sports et les loisirs. Il veut maintenant faire aboutir des projets dans d'autres secteurs, notamment pour les travailleurs saisonniers.

«Les éoliennes nous passent par-dessus la tête. On manque le bateau. La MRC doit devenir le berceau des produits verts (écologiques), que ce soit dans les composantes éoliennes ou dans les pièces de voitures électriques. Le bois et la forêt ne nous soutiennent plus comme avant et Grande-Rivière doit aussi développer l'hébergement touristique», dit-il.

La municipalité unifiée compte 9000 personnes

Les soins de santé primaires : de quoi s'agit-il ?



Partout au Canada, les gouvernements oeuvrent à l'amélioration des soins de santé primaires : des soins de base quotidiens pour tous les Canadiens.

Les soins de santé primaires peuvent contribuer à réduire les listes d'attente, à diminuer la pression sur les salles d'urgence et à améliorer la viabilité à long terme de notre système de santé. Un système de soins de santé primaires solide repose sur quatre principes fondamentaux.

- **Les équipes**
Des intervenants en santé travaillent de concert pour améliorer les soins et réduire les doublons. Vous faites équipe avec eux pour prendre soin de votre santé.
- **L'accessibilité**
Vous avez accès aux soins appropriés en temps voulu, y compris à des conseils, de l'information et des soins en dehors des heures de bureau habituelles.
- **L'information**
L'information est partagée entre les intervenants en santé afin d'améliorer la qualité, l'accessibilité et la coordination des services offerts.
- **Des modes de vie sains**
En privilégiant la prévention des maladies et des blessures, le traitement des maladies chroniques et la prise en charge de sa propre santé par chaque individu, nous vous aidons à demeurer en santé plutôt que de vous soigner après que vous soyez tombé malade.

Visitez notre site Web : www.soinsdesanteprimaires.ca

Soins de santé primaires

Un partenariat fédéral/provincial/territorial financé par Santé Canada.

Vous êtes MÉNOPAUSÉE et incommodée par la sécheresse, la douleur ou l'irritation vaginale

Vous pourriez participer à une étude de recherche clinique d'une durée de 13 mois. Votre participation se limitera à 8 visites. De plus, vous pourriez bénéficier d'un suivi médical et gynécologique complet

Si ceci vous intéresse, vous devez :

- ➔ Être ménopausée et âgée de 45 à 80 ans
- ➔ Être en bonne santé
- ➔ Ne pas être sous traitement hormonal
- ➔ Ne pas avoir subi d'hystérectomie

Linique de Recherche en santé des femmes

Pour plus de renseignements, veuillez contacter **Vicky Bujold** ou **Mélissa Côté**, infirmières de recherche, au numéro **(418) 650-2295**

LES PRIX LES PLUS BAS SOUS LE SOLEIL

1.866.749.3344 **GoTravelDirect.com**

Puerto Plata Fin Beach 1 SEMAINE, TOUT-COMPIS 599\$ LES 4, 10, 25 NOV ET LES 2, 8, 15 DEC DE NOVEMBRE	Santa Lucia Gros Club Santa Lucia 1 SEMAINE, TOUT-COMPIS 699\$ LES 4, 10, 22, 29 NOV ET LES 8, 15 DEC DE NOVEMBRE	La Romana Sunset Beach Resort & Casino 1 SEMAINE, TOUT-COMPIS 799\$ LES 4, 10, 25 NOV ET LES 8, 15 DEC DE NOVEMBRE	La Romana Casal Romana 6 NUITS, TOUT-COMPIS 899\$ LE 11 NOV DE NOVEMBRE	La Romana Des Jans Beach Resort 1 SEMAINE, TOUT-COMPIS 1089\$ LE 30 NOV DE NOVEMBRE
Puerto Plata Villas Garden Beach Resort 1 SEMAINE, TOUT-COMPIS 1099\$ LE 10 NOV DE NOVEMBRE	Varadero Casitas Playa de Oro 1 SEMAINE, TOUT-COMPIS 1099\$ LE 10 DEC DE NOVEMBRE	Santa Lucia Gros Club Santa Lucia 1 SEMAINE, TOUT-COMPIS 1129\$ LE 20 DEC DE NOVEMBRE	Ile de Marguerite Resort Playa el Agua 1 SEMAINE, TOUT-COMPIS 1239\$ LE 10 JAN DE NOVEMBRE	Varadero Playa Galia 1 SEMAINE, TOUT-COMPIS 1269\$ LE 20 JAN DE NOVEMBRE
Puerto Plata Villas Golf & Beach Resort 1 SEMAINE, TOUT-COMPIS 1299\$ LE 27 JAN DE NOVEMBRE	Puerto Plata Villas Garden Beach Resort 1 SEMAINE, TOUT-COMPIS 1349\$ LE 23 DEC DE NOVEMBRE	Varadero Casitas Playa de Oro 1 SEMAINE, TOUT-COMPIS 1369\$ LE 12 FÉV DE NOVEMBRE	La Romana Casal Romana 1 SEMAINE, TOUT-COMPIS 1479\$ LE 30 JAN DE NOVEMBRE	La Romana Des Jans Beach Resort 1 SEMAINE, TOUT-COMPIS 1519\$ LE 27 DEC DE NOVEMBRE

Prix disponibles en ligne seulement à www.gotraveldirect.com. Contribution au fonds d'indemnisation de 3.50 \$ par tranche de mille dollars en supplément.

GO TRAVEL DIRECT

ÉDITORIAL

Président et Éditeur **ANDRÉ PROVENCHER**
 Rédacteur en chef **YVES BELLEFLEUR**
 Directeur de l'édition **PIERRE-PAUL NOREAU**
 Directeur de l'information **FRANÇOIS BOURQUE**

Changement de ton



Pierre-Paul Noreau

PPNoreau@lesoleil.com

Jean Charest vient de remporter une importante victoire en signant hier avec Ottawa l'entente sur le financement des services de garde. À nouveau, il a obtenu du surmesure, tout en se soustrayant à la reddition de compte sur l'argent reçu du fédéral. Pour le chef libéral et son équipe, cet accord tombe à point nommé.

Dans le contexte du Conseil général du Parti libéral du Québec (PLQ) qui se déroule en fin de semaine dans la capitale, cette signature évite sans doute à Jean Charest de s'imposer comme le principal sujet des conciliabules stratégiques tenus en marge de ce rassemblement partisan. L'insatisfaction persistante des sondés à l'endroit de son gouvernement va en effet finir par susciter d'importantes démissions à ceux qui évaluent que leur formation n'a aucune raison valable de ne pas faire meilleure figure dans l'estime des Québécois.

Or, les relations fédérales-provinciales qui devraient être un atout dans le jeu libéral donnent plutôt l'impression d'être depuis un long moment un irritant caillou dans la chaussure du gouvernement du Québec. Le retentissant épithète « méprisant » jeté à la figure du ministre fédéral de l'Environnement Stéphane Dion, cette semaine par son homologue Thomas Mulcair en pleine Assemblée nationale est venu démontrer toute l'ampleur de la frustration ressentie à Québec.

En réalité, le coup de sang du ministre-député de Chomedey est peut-être à l'origine du déblocage ayant conduit à l'entente sur les services de garde. Jean Charest et Paul Martin ont en effet jugé à la suite de cet épisode que leur intérêt mutuel était de sonner la fin de la récréation et de forcer la collaboration entre les deux cabinets. De là, un échange direct et franc entre les deux premiers ministres, selon leur entourage.

Paul Martin a fait d'importantes concessions pour assainir le climat et indiquer aux Québécois qu'il ne renonçait pas à les voir l'aider à remporter les élections générales du printemps. L'adjectif « asymétrique » honni par l'orthodoxie fédéraliste canadienne a été réutilisé et Ottawa a aussi accepté que Québec agisse à sa guise avec le milliard de dollars qui sera transféré dans ses coffres pour le financement du programme sur l'apprentissage et la garde des enfants.

Les deux premiers ministres avaient donc raison d'être tout sourire hier en conférence de presse, heureux qu'ils étaient de baigner dans le miel des propos d'un quartette ministériel pour une fois porté à la louange intergouvernementale.

Mais si la vertu du fédéralisme coopératif est facile à prêcher, l'usage démontre qu'elle est très ardue à mettre en pratique. Paul Martin a à nouveau pris des risques pour répondre aux attentes élevées de Jean Charest. Toute la question est maintenant de savoir si ce nouveau climat peut durer suffisamment longtemps pour leur être réciproquement profitable.

La manipulation



Jean-Marc Salvat

JMSalvat@lesoleil.com

L'inculpation de Lewis Libby, le chef de cabinet du vice-président américain, éblouisse non seulement le numéro deux de l'administration républicaine, Dick Cheney, mais George Bush lui-même. Elle accreditte un peu plus la thèse d'une grande manipulation orchestrée au sommet de l'État pour justifier et précipiter l'envoi de soldats en Irak.

Au cours des prochains jours, le président Bush répétera que la mise à l'écart de Saddam Hussein a constitué un développement extraordinaire de la guerre qu'il a lancée. Personne ne le contredira là-dessus. L'arrestation du bourreau de Bagdad est et demeure une immense victoire pour la justice et les droits humains. C'en est également une pour les innombrables victimes du despote et leurs proches.

Mais la question n'est pas là. Nous l'avons déjà dit et il faut le répéter aujourd'hui : le problème que George Bush glisse malheureusement toujours sous le tapis, c'est que les justifications pour lancer une guerre ne sont pas sans importance. Bien au contraire. C'est là-dessus que les États du monde se sont divisés. C'est aussi ce qui a fait grimper le prix humain du conflit.

Pour justifier son intervention en Irak, l'administration Bush avait fait valoir le danger imminent que représentaient les armes de destruction massive irakiennes. Or, ces armes étaient inexistantes. Mais tout avait été mis en œuvre pour faire croire à leur existence. Pour que les mensonges tiennent, il fallait discréditer ceux qui tentaient de les démolir. Nous voilà au cœur des accusations portées hier et de « l'affaire Plame ».

Le procureur spécial Patrick Fitzgerald cherche depuis deux ans le haut responsable de l'administration Bush qui a révélé — à une presse complaisante et va-t-en-guerre — l'identité d'une agente de la CIA, Valerie Plame. L'époux de M^{me} Plame est un ancien ambassadeur qui avait dénoncé les « faux prétextes » invoqués par le gouvernement américain pour envahir l'Irak en 2003. Il est illégal de trahir l'identité d'un agent secret aux États-Unis.

Le procureur Fitzgerald a-t-il trouvé le mouchard ? Pas encore. Pas clairement en tout cas. Mais en accusant Lewis Libby de faux témoignage, de parjure et d'entrave à la justice, il a lancé son filet sur un personnage central de l'administration républicaine.

Le procès de Lewis Libby pourrait être une boîte de Pandore. C'est que, de M. Libby au vice-président Cheney, il n'y a qu'une toute petite porte de bureau. Et ce n'est encore qu'un tout petit pas qui le sépare de Karl Rove, le principal stratège politique du président George Bush.

Ce matin, les principaux porte-étendards des néoconservateurs américains se retrouvent au milieu d'une toile d'araignée. Ils attendent la suite avec inquiétude. Leur stratégie est en train d'être démontée.



CHRONIQUE

Le premier ministre transparent

Le sondage *Crop-La Presse* publié jeudi a dû être une douche froide pour le premier ministre Jean Charest. Le taux de popularité de son gouvernement reste à ses planchers historiques. À peine 25% des sondés sont satisfaits ou très satisfaits des libéraux. Depuis un an, après une courte et modeste embellie en août, rien n'y fait, rien ne réussit.

Ce jugement sans appel des citoyens a quelque chose d'injuste. Parce que le gouvernement libéral, depuis un an, et plus particulièrement depuis le printemps dernier, va plutôt bien. Un remaniement ministériel heureux, un budget cohérent, une fermeté bien acceptée dans les négociations du secteur public, des missions à l'étranger qui ont bien fonctionné, une attitude combative face à Ottawa, une gestion compétente, pas de gaffes.

Jean Charest mérite certainement mieux que ce maigre 25%. Mais la réalité est là, et ce jugement est clair. Et il faut essayer de comprendre ce qu'il signifie. Comment se fait-il que les libéraux soient si impopulaires, que rien de ce qu'ils font ne réussit à percer ce mur de l'insatisfaction et à renverser la tendance ? Vingt-cinq pour cent, c'est l'équivalent politique d'un EEG plat, parce qu'en fait, il n'est pas vraiment possible d'aller plus bas.

Cela se traduit évidemment en intentions de vote. À peine 21% des Québécois voteraient pour le PLQ, contre 40% pour le PQ et 17% pour l'ADQ. Une fois répartis les indécis, assez nombreux, les libéraux, avec

30% des intentions de vote, seraient littéralement écrasés par les péquistes, qui iraient chercher 47% des voix.

Et le plus étonnant, c'est que les libéraux se font battre par du vent. Le Parti québécois, si populaire dans les sondages, n'a pas de chef, pas de programme électoral, accaparé par une lutte à la direction qui étale ses divisions. En principe, le succès politique se bâtit d'habitude sur les erreurs et les carences des adversaires. C'est une loi qui ne semble pas jouer dans le cas des libéraux, incapables de capitaliser sur les vulnérabilités du PQ.

On retrouve certainement dans l'appui au PQ le même processus qui a brièvement mené l'ADQ à des sommets, il y a trois ans. Une déception face à la politique qui mène à délaissier les politiciens traditionnels et à leur préférer un concept que l'on peut idéaliser. C'est certainement ce que permet actuellement un parti sans direction.

Mais il y a évidemment plus que cela, quelque chose qui ne colle pas entre les Québécois et M. Charest. On sait un peu pourquoi le gouvernement libéral a sombré dans les sondages assez rapidement après sa victoire du printemps 2003, pris en sandwich entre ceux qui étaient déçus de son impréparation et ceux qui étaient indignés par ses réformes. Mais pourquoi ça ne remonte pas maintenant que le gouvernement est plus compétent et plus modéré ?

Je soupçonne qu'une autre mécanique est entrée en jeu, autrement plus assassine. Ce n'est plus de la colère, ce n'est plus de la déception, ce n'est pas non plus une

opposition idéologique à ses orientations dites néolibérales. Au contraire, tous les sondages, sur la santé, sur les négociations du secteur public, indiquent plutôt que l'électorat, de centre droite, est assez à l'aise avec les idées de ce gouvernement.

Il y a autre chose de bien pire, et c'est l'indifférence. Le gouvernement libéral et le premier ministre Charest sont en quelque sorte devenus transparents. Bien des gens ont fait une croix sur Jean Charest, ils l'ont écarté de leur univers mental. Il ne choque plus, il ne déçoit plus, il ne plaît plus, il n'est même plus détesté. Il n'est tout simplement plus là.

Quand on est détesté, on peut combattre, on peut convaincre. Mais qu'est-ce qu'on peut faire quand les gens ne vous voient plus, ne vous écoutent plus ? C'est bien plus qu'une question d'image. Car la meilleure pub du monde ne donnera pas grand-chose si la télé est fermée.

Cette indifférence repose sur quelque chose de profond, sur le fait, je reviens souvent là-dessus, que Jean Charest et son gouvernement n'ont pas occupé le champ du leadership. Jean Charest gère le gouvernement, et il le fait, quoi qu'on en dise, fort correctement, mais il ne dirige pas le Québec. C'est l'absence de direction que l'on sentait dans la stratégie économique du gouvernement, rendue publique il y a deux semaines. L'Avantage québécois, que j'ai qualifiée de stratégie du manger mou, tant elle est informée et sans direction.

Le gouvernement Charest restera impopulaire — et il restera transparent — tant qu'il n'aura pas donné un sens à sa présence, tant qu'il n'aura pas expliqué aux Québécois pourquoi il est là et où il veut les mener.



Alain Dubuc

ADubuc@lesoleil.com

Collaboration spéciale

BLOC-NOTES

SERVICES DE GARDE

On attribue les places par copinage et népotisme

Marie-Ève Normandeau et Martin Noël
 Les auteurs habitent Québec.

En tant que parents utilisateurs du service de garde public, plus précisément d'un service de garde en milieu familial, nous ne pouvons qu'applaudir la réforme annoncée par la ministre Thérèse, en particulier la création de bureaux coordonnateurs, qui auront pour mandat de gérer les listes d'attente. Réformer la structure administrative des services de garde en milieu familial est souhaitable non seulement pour les parents, mais également pour l'ensemble des contribuables québécois qui financent les places du réseau à 85%. Elle est aussi nécessaire pour ceux et celles qui, comme citoyens, souhaitent que les critères d'accessibilité de ce programme respectent des normes de transparence et d'équité.

En effet, depuis un peu plus de six mois que nous utilisons des services de garde, nous avons été témoins de plusieurs irrégularités qui illustrent la pertinence et la nécessité d'une telle réforme administrative. Notre cas est plutôt banal : nous avons inscrit notre futur enfant sur les listes d'attente d'au moins 20 CPE de la région de Québec, volets installation et milieu familial. Le temps venu de retourner sur le marché du travail, nous avons dû placer notre fille dans un service de garde privé, faute de place dans le réseau public.



Des parents applaudissent la nouvelle réforme des services de garde.

Nous y avons rencontré un enfant, fraîchement arrivé de Montréal, qui a quitté cette garderie après seulement deux semaines pour un CPE puisque « sa grand-mère était la grande amie de la directrice », selon les dires de notre éducatrice. Nous n'avons alors pas accordé une grande im-

portance à cet incident, puisque cet exemple d'attribution de place par copinage n'était après tout qu'un oui-dire.

Cet été, un service de garde en milieu familial subventionné nous a offert une place que nous avons acceptée immédiatement, pensant alors y voir la preuve de la bonne marche du système. Quelle ne fut pas notre surprise de constater que la majorité des places étaient occupées par des voisins, amis et parents plus ou moins éloignés des éducatrices ! Sur les neuf places subventionnées (sept, si l'on ne tient pas compte des enfants des éducatrices), deux seulement avaient été complètes grâce à la liste d'attente du CPE.

D'ici quelques semaines, nous devons laisser notre place subventionnée et retourner au privé, puisque ce service de garde déménage dans un autre secteur de la ville. Devinez qui occupera la place laissée vacante par le départ de notre fille ? La semaine dernière, on nous a candidement informé qu'elle sera prise par le poupon âgé de quelques semaines de la meilleure amie de la sœur de l'une des éducatrices...

Bref, il est grand temps que l'État fasse du ménage dans ce système où copinage et népotisme font office de règle d'attribution. Ceux et celles qui se plaignent de perdre le contrôle des garderies en milieu familial n'ont qu'à s'en prendre à leur propre incompétence à gérer le réseau.

OPINIONS

ARABIE SAOUDITE

Poussée vers les réformes tant par les combattants saoudiens que par les Américains !

Mounira Badro

Analyste du monde arabo-musulman

L'électrochoc du 11 septembre a indéniablement altéré les perceptions envers l'Arabie Saoudite. Accusé un moment de laxisme devant les réseaux terroristes, le régime saoudien subit encore, bien que dans une moindre mesure aujourd'hui, les pressions américaines et internationales.

Le régime est poussé vers la voie des réformes par Washington, lequel considère la démocratisation comme un moyen de lutter contre le terrorisme. Il est également influencé par un contexte régional de ras-le-bol généralisé des populations arabes face aux pouvoirs publics. Le régime cherchera donc à améliorer ses relations avec les États-Unis tout en composant avec un clergé wahhabite ultraconservateur opposé aux réformes et avec une population qui rejette tout rapprochement avec les Américains.

Sur un autre front, le royaume des Saouds doit gérer ses problèmes de sécurité domestique et la vague d'attentats terroristes lancés sur son territoire par le réseau d'Al-Qaïda dans la péninsule arabe. Dans ce contexte, comment l'Arabie Saoudite affrontera-t-elle ces multiples défis ?

Depuis trois ans, l'Arabie Saoudite est l'objet d'une série d'attentats perpétrés par des extrémistes religieux qui s'identifient comme jihadistes. Ils se justifient par la présence d'Occidentaux (les Américains plus particulièrement) dans la péninsule arabe ainsi que l'ordre que ces derniers chercheraient à imposer. Cette instabilité est étrangère au royaume saoudien : celui-ci tue généralement dans l'œuf toute forme de rébellion. Depuis, le régime a mis en place diverses mesures pour combattre l'insécurité interne craignant que ce problème ne devienne épidémique et n'atteigne un seuil critique pour la stabilité du royaume.

Les services de l'ordre saoudiens ont été appelés à affronter ce problème par la force. Ils ont éliminé 25 activistes dont la tête avait été mise à prix

sur une liste de 26. Ils ont porté un coup dur à la branche locale d'Al-Qaïda en tuant, en août dernier, un de ses principaux chefs, Saleh Al-Aoufi.

Les Saoudiens forment la plus forte proportion d'étrangers à se battre aux côtés des insurgés en Irak et ils présentent une menace pour la sécurité de l'Arabie Saoudite. Une fois que la guerre en Irak sera terminée et que les militaires étrangers quitteront, les combattants saoudiens finiront par rentrer au pays, important du même coup le fanatisme. Il faut se rappeler que bien des ressortissants saoudiens ont combattu les forces soviétiques en Afghanistan; ces combattants, une fois démobilisés, se chercheront un théâtre qui répondra à leurs aspirations. C'est dans ce contexte qu'un certain nombre d'entre eux se sont identifiés aux jihadistes d'Abou Moussab Al-Zarqawi, chef d'Al-Qaïda en Irak.

Pour pallier les critiques internationales et montrer qu'il veut faire évoluer la gestion du pays, le pouvoir saoudien a entrepris une série d'initiatives, adoptant d'importantes mesures pour couper ses liens avec tout ce qui peut être assimilé à des mouvances extrémistes par les nations occidentales. Il collabore étroitement avec plusieurs pays qui font la lutte au terrorisme et il a organisé sur son territoire, en février dernier, la première conférence internationale de lutte au terrorisme. L'initiative la plus singulière fut de mener des réformes dans le cadre d'un processus surnommé « dialogue national » : c'est dans ce contexte que se sont tenues les premières élections municipales à Riyad en février dernier.

La portée des élections fut toutefois limitée. Les élections étaient partielles (la moitié des conseillers municipaux furent choisis par le régime) et à caractère local (restreignant aux candidats le choix des thèmes et excluant des débats d'ordre idéologique).

Plusieurs voient ce premier pas comme une ouverture vers une culture politique absente du pays jusqu'ici; d'autres qualifient cette réforme d'avan-

cée trop timide où le vote est toujours exclusif aux hommes. De telles réformes dans un pays aussi conservateur demanderont du temps, c'est certain.

Mais un réel processus de transformation exige surtout une volonté politique et la population doit y être prédisposée. Le processus de réformes exigera également la prise en compte du domaine social, principal défi au pouvoir, en plus de la prise en compte des réformes économiques et politiques. L'exemple de la libéralisation du statut de la femme est significatif à cet égard. L'histoire a montré que de réelles réformes ne peuvent s'effectuer sans la prise en compte du rôle des femmes dans la société. À titre d'exemple, soustraire la force économique qu'elles possèdent dans un pays industrialisé diminue considérablement la compétitivité du pays en question. Le nouveau souverain de l'Arabie Saoudite, le roi Abdallah, semble ouvert à l'amélioration des droits des femmes et a récemment accordé sa première entrevue télévisée en tant que roi à une femme, Barbara Walters.

À l'heure de la mondialisation, une réelle transformation et évolution exigent des réformes multidimensionnelles. Un niveau de réformes globales pourra offrir une alternative viable à la tentation jihadiste. Le décloisonnement de l'espace social aura le bénéfice de stimuler le dialogue et la réflexion sociale, étouffés jusqu'ici. Après tout, le jihadisme n'est pas exclusivement un mouvement religieux ou politique. Il est également une expression culturelle dont la pensée rejette le présent et recherche un avenir meilleur : le jihadisme croit pouvoir le trouver par un retour au passé.

La jeunesse saoudienne, laquelle forme 65 % de la population (moins de 25 ans), est privée de repères et elle s'identifie mal à la vieille garde. Cette jeunesse arrive difficilement à imaginer son avenir alors que l'Arabie Saoudite se place au 77^e rang sur l'échelle de l'indicateur de développement humain (PNUD). Le système éducatif, l'appauvrissement, les frus-



Le président des États-Unis, George W. Bush en compagnie du nouveau souverain de l'Arabie Saoudite, le roi Abdallah.

trations et l'absence d'espaces d'expression sont autant de facteurs qui incitent au repli sur soi et au refuge dans le religieux. Dans cette perspective, les réformes apparaissent comme un moyen durable de transformer les sources d'une culture jihadiste ainsi qu'un moyen de repenser un contrat social qui permettait jadis à la famille royale de détenir le monopole du pouvoir en échange de pourvoir à tous les principaux besoins de la population saoudienne.

Le roi Abdallah semble enclin à une plus grande ouverture. Il cherchera

à élargir, autant que possible, le soutien populaire et à accroître sa légitimité grâce à une série de réformes. Il devra cependant composer avec deux courants opposés : les conservateurs qui résistent aux changements et les réformateurs qui sont en quête d'importantes transformations. Somme toute, le défi des réformes est de taille pour le régime saoudien même s'il en est l'instigateur. L'Arabie Saoudite ne pourra plus se perpétuer dans l'immobilisme et elle sera inévitablement vouée au changement.

CARREFOUR DES LECTEURS

Pas en mon nom !

J'ai honte d'être étudiante quand les fanatiques de l'ASSE saccagent le parlement en prétendant parler en mon nom.

Je suis sidérée, d'abord, de voir qu'en pleine semaine d'exams, ces enrégimés trouvent le temps de manifester au lieu d'étudier. Il ne faut pas se laisser bernier : ces revendicateurs ne sont nullement représentatifs de la majorité des étudiants, qui désapprouvent leur manière d'agir, et c'est pourquoi leur action violente n'en est que plus odieuse.

À tous ces pseudo-révolutionnaires élevés dans la ouate et qui ont le culot de se pointer avec des drapeaux de l'ex-URSS dans des manifestations comme si les goulags de l'empire communiste déchu étaient un modèle de démocratie dont on se doit d'être nostalgique, je dis : je ne vous ai rien demandé !

Je paie mes frais de scolarité chaque année, heureuse que ces frais n'aient pas été indexés au coût de la vie depuis des années et qu'en valeur réelle, ils ne représentent plus que 1300 \$.

Je me trouve chanceuse et je considère tout à fait normal de contribuer à ma propre éducation, car lorsque tout le monde fait sa part, n'est-ce pas cela une société juste ?

Ma province a déjà un déficit de plus de 100 milliards \$. Revendiquer la gratuité scolaire dans un tel contexte relève tout simplement de la pensée magique. Sommes-nous solidaires de notre voisin qui se lève à 6 h du matin pour aller travailler à 14 \$ l'heure dans un atelier ? Il paie déjà des impôts, c'est suffisant sans le dépouiller davantage.

Caroline Rodgers

Québec

Pas d'Halloween à l'école

Il n'y aura pas de fête de l'Halloween cette année dans les écoles. Les enseignants ne souligneront pas cette grande fête... Aussitôt la nouvelle tombée, les médias, la radio surtout, se sont levés bruyamment pour dénoncer cette aberration : « Peuple, réveillez-vous, il y a urgence en la demeure ! Oubliez les petits monstres et petites sorcières dans les rues avant



Pas d'activités d'Halloween à l'école pour les enfants : un lecteur réagit.

15 h, les enfants seront retenus au travail jusqu'à la cloche ! Et, tant qu'à y être, profitons de l'occasion pour démontrer la rigidité de cœur de ces enseignants qui cherchent franchement à prendre nos enfants en otage !

L'Halloween ne reviendra que dans un an... après quelque 180 jours de classe où on aura demandé aux enfants d'apprendre à lire, à écrire, à se respecter, etc. Et si, dans la tourmente, on tirait l'oreille, on entendrait peut-être ces enseignants parler des 180 jours d'école qui les séparent du prochain Halloween et durant lesquels ils devront se battre pour obtenir de meilleurs services aux élèves.

J. Morin

Breakersville

À Québec pour rester !

Dans LE SOLEIL du 17 octobre, Francine Lavoie, du Conseil de la souveraineté, s'inquiétait du départ possible de Québec de la Télé-université et le commentaire laissait entendre que nos locaux étaient à moitié vides.

Nous tenons à rassurer vos lecteurs : la Télé-université est à Québec depuis ses débuts, il y a 33 ans déjà, et elle y est pour y rester. À cet effet, il y a deux semaines, lors d'une conférence de presse, notre directrice générale, M^{me} Louise Bertrand, a encore

confirmé la pérennité de la TELUQ à Québec, mettant un terme aux fausses rumeurs qui ont circulé dans différents milieux au cours des deux dernières années.

La Télé-université compte actuellement 202 employés réguliers à notre siège social de Québec. Notre plan d'effectifs a même crû de 11 postes au cours des derniers mois. Quant aux locaux, il est également faux de croire que nos installations sont à moitié vides. Au contraire, nous affichons « complet », et ce, depuis que nous nous sommes installés dans Saint-Roch, il y a cinq ans.

Denis Gilbert
Chargé des relations avec la presse
TELUQ

Trop en sécurité

À votre question « Comment expliquez-vous la réticence plus grande dans la capitale à la souveraineté ? », je vous répondrais que les gens de Québec et des environs ne savent pas ce que c'est que d'avoir des voisins qui ne parlent pas votre langue et qui vous méprisent parce que vous ne leur parlez pas en anglais, même pour acheter un litre de lait au dépanneur.

J'ai vécu 19 ans en banlieue ouest de Montréal et mes voisins étaient de toutes les origines sauf du Québec. Ils

avaient différentes langues maternelles, mais parlaient tous anglais dans la vie de tous les jours et ils plantaient fièrement leur drapeau canadien dans leur parler.

Les gens de Québec ne voient pas plus loin que le bout de leur nez et que le fond de leur petit portefeuille personnel. Ils ont eu peur en 1995 que des fonctionnaires québécois de la région d'Ottawa viennent prendre leurs emplois à Québec. Ici, tout le monde parle français. On a l'impression qu'il n'est aucunement menacé.

Selon l'étude menée par MM. Langlois et Gagné de l'Université Laval, les francophones de Montréal appuient la souveraineté à 62 % et cet appui grimpe à 71 % dans la banlieue montréalaise. Je vous ai expliqué pourquoi. Dans l'Outaouais, ils étaient 33 % en 1995 à appuyer la souveraineté et ils sont maintenant 45 %. C'est décourageant. Je suis obligée de constater que les gens de Québec et des environs ne sont pas capables de voir plus loin que le bout de leur lorgnette. Ce n'est pas avec une mentalité comme celle-là qu'on va créer un Québec indépendant, fort et progressiste, capable de se tenir debout pour sauver le français en Amérique. Malheureusement.

Sylvie Brousseau

Saint-Jean-d'Orléans

Faire du Canada ou du Québec son pays

L'étude récemment publiée par l'Institut du Nouveau Monde faisant état d'un appui d'une majorité d'électeurs au projet souverainiste doit être commentée.

Déjà, dans son mémoire à la Commission Tremblay dans les années 50, le philosophe Charles De Koninck faisait état de la crainte du grand État comme moteur de la dynamique politique au Québec. En effet, chaque fois que le gouvernement fédéral a tendance à centraliser les pouvoirs, l'appui à la souveraineté augmente, mais aussi, lorsque le poids politique du gouvernement du Québec tend à augmenter, l'appui à la souveraineté diminue. C'est comme si, au fond de l'appui à la souveraineté, se profilait une tendance anarchiste qui dirait à l'État, quelle que soit sa juridiction : « Assez ! Revenez à vos limites que sont la promotion

de la justice et de l'équité. » Il serait intéressant de voir quels seraient la réponse et le taux de réponse à une question susceptible de provoquer un ralliement telle que « Voulez-vous faire du Canada ou du Québec votre pays ? », qui ne tend pas à provoquer l'exclusion du camp adverse (comme lors des deux précédents référendums), et de mesurer le véritable appui à l'un et l'autre camp, mais surtout le taux de confiance dans le modèle d'État proposé. Avec un taux de confiance envers les politiciens qui s'affaiblit de jour en jour, il est pertinent de s'interroger sur la volatilité du taux d'appui au projet souverainiste dans le sens proposé par Charles De Koninck.

François Dorion

Charlebourg

Des femmes partout !

Oui, des femmes partout et même dans l'Église catholique. Il y a des femmes compétentes, capables de conseiller le pape, de donner l'heure juste et de faire le grand ménage dans ce pouvoir temporel, plus politique qu'évangélique. Des femmes pour apporter de l'équilibre, de la joie, de la vie dans une Église qui agonise, manipulée par ceux qui croient détenir la vérité. La vie spirituelle est une réalité à expérimenter dans l'humilité et la modestie. La table est mise pour un concile. Place aux hommes mariés ordonnés et aux femmes prêtres. Un visage renouvelé.

Lorraine Leblond

Québec

Écrivez-nous !

Vous voulez réagir à une question d'actualité, exposer votre point de vue, commenter un débat public, faire part d'une réflexion ou témoigner d'une expérience personnelle ? Écrivez-nous à opinion@lesoleil.com

Adresse postale :
Carrefour des lecteurs
Journal LE SOLEIL
410, boulevard Charest Est, C.P. 1547
Succ. Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6
Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger ces lettres au besoin.



La gouverneure générale s'est rendue en Europe pour prendre part aux cérémonies rendant hommage aux anciens combattants autochtones. À Kemmel, en Belgique, Lamar Swindler, Harvey Thunderchild et Lorne Gardypie ont offert une performance devant des enfants.

Michaëlle Jean entreprend sa première visite à l'étranger

MICHEL DOLBEC
Presse canadienne

PARIS — La gouverneure générale, Michaëlle Jean, effectue en France en fin de semaine sa première visite à l'étranger depuis son installation à Rideau Hall.

Attendue à Paris hier soir, M^{me} Jean se retrouvera aujourd'hui et demain sur les plages du Débarquement, en Normandie, pour un hommage aux anciens combattants autochtones.

Il ne s'agit pas d'une «visite officielle», mais d'une «visite de travail», indique-t-on du côté canadien, en soulignant l'importance «symbolique» de ce premier voyage, destiné à réparer une «injustice de l'Histoire». La nouvelle gouverneure générale passera 48 heures en Normandie, pour se joindre à une «tournée spirituelle» entreprise par des chefs spirituels et des anciens combattants des Premières Nations et des communautés métisse et inuite.

Cette tournée autochtone est une première historique, souligne-t-on. En milieu de semaine à Ottawa, la gouverneure générale avait expliqué qu'elle tenait «absolument» à s'y associer, voyant là l'occasion de rétablir «justement et pleinement le rôle vital qu'ont joué les peuples autochtones dans l'avènement de plusieurs pays à la liberté».

«Il m'apparaît inacceptable que des citoyennes et des citoyens de ce pays soient laissés pour compte dans nos livres d'histoire et dans notre mémoire collective», avait-elle déclaré au cours d'une rencontre avec les anciens combattants autochtones.

La visite en Normandie de la gouverneure générale se concentrera autour de Juno Beach, où les forces canadiennes ont débarqué à l'aube du 6 juin 1944.

M^{me} Jean participera notamment à une cérémonie du souvenir au cimetière militaire canadien de Bénysur-Mer et dévoilera un *inuksuk* (un empilement de pierres) au Centre Juno Beach, consacré à la participation canadienne à la libération de la France.

Pendant leur «tournée spirituelle», les autochtones se rendront sur les champs de bataille des Première et Seconde Guerres mondiales en Belgique et en France.

Pendant plusieurs jours, sur une base militaire belge, ils tiendront, à l'abri des regards et des caméras, une grande cérémonie de rappel à la terre natale. Ils inviteront ainsi «les esprits des guerriers tombés au champ d'honneur à retourner au Canada, pour reposer auprès de leurs ancêtres».

DEVENEZ CAMELOTS

URGENT RECHERCHE DE CAMELOTS PÉDESTRES ET MOTORISÉS, JEUNES ET ADULTES

Pour faire partie de l'équipe de camelots, contactez-nous au **686-3344** ou sans frais pour les gens de l'extérieur au **1 866 686-3344**

Joyeuse tempête de RABAIS INSTANTANÉS

La joyeuse saison de la **TEMPÊTE DE RABAIS** est de retour chez tous les détaillants Goodyear SELECT participants. Profitez-en allègrement pour économiser jusqu'à 50 \$ à l'achat de 4 pneus **GOODYEAR**. Et passez de joyeuses tempêtes, sous l'aile de Goodyear.

POUR AUTOMOBILES ET FOURGONNETTES

40\$ DE RABAIS À L'ACHAT DE 4 PNEUS DU 3 OCT. AU 19 NOV. 2005

ULTRA GRIP ICE DE GOODYEAR

- Rendement optimal sur la glace et dans la neige.
- Composé de silice à formule hivernale exclusive.

30\$ DE RABAIS À L'ACHAT DE 4 PNEUS DU 3 OCT. AU 19 NOV. 2005

ULTRA GRIP DE GOODYEAR

- Traction hivernale sous conditions sévères.
- Radial prêt à recevoir des crampons.

20\$ DE RABAIS À L'ACHAT DE 4 PNEUS DU 3 OCT. AU 19 NOV. 2005

GRASPIC DS-2 DE DUNLOP

- Pour conditions difficiles sur la glace et dans la neige.
- Composé de haute qualité à base de silice.

444\$ À COMPTER DE (Tous en un) P155/80R13 DU 3 OCT. AU 19 NOV. 2005

50\$ DE RABAIS À L'ACHAT DE 4 PNEUS DU 3 OCT. AU 19 NOV. 2005

NOUVEAU **50\$** DE RABAIS À L'ACHAT DE 4 PNEUS DU 3 OCT. AU 19 NOV. 2005

PNEU SUR/HORS ROUTE POUR CAMIONNETTES ET VUS

WRANGLER SILENTARMOR DE GOODYEAR

Fabrique avec KEVLAR™ de DuPont™ le rendant encore plus costaud et durable. Fait d'un composé à base de silice pour conditions hivernales difficiles.

50\$ DE RABAIS À L'ACHAT DE 4 PNEUS DU 3 OCT. AU 19 NOV. 2005

POUR VÉHICULES DE PERFORMANCE

EAGLE ULTRA GRIP GW3 DE GOODYEAR

- Performance hivernale extrême.
- Composé de bande unique haute performance.

50\$ DE RABAIS À L'ACHAT DE 4 PNEUS DU 3 OCT. AU 19 NOV. 2005

PAS DE COMPTANT, PAS D'INTÉRÊT ET JUSQU'À 3 MOIS POUR PAYER.*

PNEUS FREINS ALIGNEMENT AMORTISSEURS ÉCHAPPEMENT CHANGEMENT D'HUILE VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ

<p>Pneus et mécanique de la Capitale 5701, boul. des Galeries, Québec 622-4191</p>	<p>Pneus et mécanique Sainte-Foy 3115, boul. Hochelaga, Ste-Foy 653-0841</p>	<p>Pneus et mécanique d'Estimauville 2600, boul. Montmorency, Québec 666-8900</p>
---	---	--

GOODYEAR SELECT

* Le « rabais instantané » est un rabais du fabricant différent des autres rabais. Voici comment il est établi : le détaillant participant déduit le montant du rabais instantané du prix du détaillant participant, au moment de votre achat. Vous n'avez aucun formulaire à remplir, et n'avez pas à attendre qu'un chèque soit posté. En temps et lieu, Goodyear accorde le rabais au détaillant participant. Le détaillant participant a, seul, la responsabilité de déterminer le prix de vente des pneus, sans l'avis de Goodyear. Les rabais instantanés mentionnés ci-dessus s'appliquent à un ensemble de quatre pneus. Des rabais sont aussi accordés proportionnellement par pneu. Offre valable du 3 octobre au 19 novembre 2005. Ne peut être jumelé à aucune autre offre. † Des frais minimes sont exigés. ‡ À l'achat de 4 pneus, avec achat minimal de 250 \$ et sur approbation du crédit.

LA LUMIÈRE COMME VOUS NE L'AVEZ JAMAIS VUE

Opération portes ouvertes à l'INO

Le dimanche 30 octobre, de 10 h à 15 h
Parc technologique du Québec métro, sortie 140 de l'autoroute Henri-IV

Avez-vous déjà vu un laser ? Un faisceau de fibre optique ? Un système d'imagerie infrarouge ? Savez-vous à quoi ils servent, comment ils fonctionnent ? Pour des réponses à ces questions et bien d'autres, l'INO, centre d'expertise en optique/photonique de classe mondiale vous invite à visiter ses laboratoires.

Découvrez des innovations fascinantes appliquées à des domaines aussi variés que : la sécurité et la défense, la santé et les sciences de la vie, les télécommunications, les procédés industriels.

INO
MAÎTRISER LA LUMIÈRE
POUR NOS PARTENAIRES